

HISTOIRE DE L'ART DE LA GUERRE

Hans Delbrück

VOLUME IV Livre III La Période des Armées Permanentes

Remarques générales

Dès le début, les hommes d'État et les théoriciens n'étaient pas inconscients des énormes désavantages de mener une guerre avec des mercenaires recrutés pour une durée limitée. Nous avons vu comment un penseur comme Machiavel et un politicien comme le roi François s'inquiétaient de la création d'organisations militaires de meilleur type, et comment ils ont échoué. Les progrès dans ce domaine se sont développés d'une manière qu'aucun théoricien n'avait proposée, aucun philosophe n'avait imaginée, et que personne n'avait prévue. Les bandes de mercenaires n'ont pas été remplacées par une chevalerie d'origine différente ; au contraire, elles ont changé de caractère en restant en permanence sous les couleurs et en devenant des armées de métier. Cela s'est d'abord produit chez les Espagnols, puis chez les Néerlandais, puis, à la suite de la guerre de Trente Ans, dans toutes les grandes régions allemandes, et enfin, ce n'est qu'au cours du XVII^e siècle cédant la place au XVIII^e, chez les Anglais.

À son abdication, Charles V avait laissé derrière lui une armée de 60 000 hommes et des troupes de garnison comptant 80 000 hommes, et finalement cette situation est devenue une pratique générale. Les grands inconvénients de renvoyer les troupes à la fin d'une campagne étaient évidents depuis des temps immémoriaux. Mais maintenant, les hommes commençaient également à réaliser l'avantage d'une organisation permanente, non seulement politiquement mais aussi militairement, sur l'efficacité de base des troupes.

L'organisation militaire est toujours le facteur le plus fondamental dans l'existence d'une nation. L'ensemble de la situation sociopolitique de l'Europe a été transformé avec la nouvelle organisation militaire. L'armée permanente était le point de discorde dans la lutte entre les princes et leurs États, le facteur qui a élevé les rois au rang de monarques absolus sur tout le continent et en Angleterre a d'abord conduit le ministre Strafford puis le roi Charles I^{er} lui-même à l'échafaud. L'ancien système vassal est réapparu sous la forme du corps d'officiers nobles. Mais les troupes ont perdu le caractère malveillant et sauvage des lansquenets, ont été soumises à une discipline de plus en plus stricte, leurs rangs étaient remplis par la conscription en plus du recrutement, et, en raison de cette structure de base modifiée, ont également adopté des formations tactiques différentes.

Il était extrêmement difficile pour les peuples occidentaux de créer des systèmes administratifs ordonnés pour les puissantes armées. Le condottiere, mélange de guerrier et d'entrepreneur, a maintenu sa position depuis le Moyen Âge jusqu'à la Guerre de Trente Ans, où il a atteint son apogée, car la nation n'avait pas encore d'agence qui aurait pu remplacer l'activité et la capacité de ces entrepreneurs.

En comparaison avec les entrepreneurs militaires, les administrations nationales étaient presque complètement impuissantes. Aussi grands et étendus que fussent les pays, royaumes, duchés et comtés gouvernés par l'Empereur Ferdinand II, il était néanmoins incapable d'en mobiliser même une force militaire semblable à celle que l'aventurier sans-abri le Comte Ernst von Mansfeld rassemblait encore et encore sous son commandement. Les énormes sommes avec lesquelles Wallenstein travaillait étaient à peine héritées ou acquises par mariage, mais étaient principalement dérivées du commerce de marchandises et des opérations de frappe monétaire, c'est-à-dire de sources qu'une administration nationale logique et correcte aurait elle-même pu mettre à profit. La maison de Habsbourg n'était pas en mesure de le faire. Mais un homme comme le duc Max de Bavière était capable d'aller jusqu'à commander sa propre armée sans le service d'un condottiere comme intermédiaire. Peu à peu, les autres maisons princières plus grandes réussirent également à le faire.

Comme préalable, ou peut-être devrions-nous dire comme effet secondaire, du grand changement dans l'armée, une nouvelle administration de l'État s'est développée, une bureaucratie dont la mission était de collecter les impôts nécessaires à l'entretien de l'armée et, par une gestion

attentive des conditions économiques et enfin du bien-être et de l'agriculture en général, de rendre le pays aussi productif que possible.

L'État apparaissait désormais comme une agence spéciale, distincte du seigneur territorial qui administrait le territoire appartenant à sa famille et également distincte du peuple, qui ne constituait qu'un objet pour cette nation. Cette distinction a également eu un impact sur le concept de guerre et la conduite de la guerre. Hugo Grotius a énoncé le principe selon lequel la guerre était l'affaire du soldat seul et ne concernait pas le civil.

J'ai dit que la première nation qui a maintenu des unités mercenaires à grande échelle de manière continue était l'Espagne, qui devait avoir une force militaire constamment en action dans les Pays-Bas, même lorsqu'il y avait des interruptions dans ses guerres contre la France. Néanmoins, le caractère intérieur de cette armée espagnole est resté longtemps celui de la bande mercenaire. Ce n'est que leur ennemi, l'armée néerlandaise sous Maurice de Nassau, qui a développé, comme nous l'avons vu, les nouvelles qualités du système militaire qui accompagnent le caractère de l'armée permanente. Dans l'armée suédoise de Gustave II Adolphe, cette nouvelle situation a atteint un degré supérieur, mais sans éliminer complètement le caractère des anciennes bandes mercenaires. Avec la fin de la Guerre de Trente Ans, ce développement a également été achevé, et nous avons maintenant plus ou moins également parmi toutes les nations le phénomène de l'armée disciplinée qui est maintenue également en temps de paix et payée de manière régulière.

Examinons cette situation en détail telle qu'elle s'applique dans les deux exemples les plus remarquables, la France et la Prusse.

Chapitre 1 :

France

Autrefois, les érudits considéraient pendant un certain temps que les compagnies d'ordonnance marquaient le début des armées permanentes en France. Mais ces compagnies n'étaient rien d'autre qu'une forme hautement développée et organisée du Moyen Âge, qui avait déjà des troupes permanentes, pour ainsi dire, dans les forces individuelles des princes et les garnisons des châteaux. Ce que nous désignons comme des armées permanentes au sens propre a ses racines non pas dans la chevalerie et ses guerriers associés, mais dans la nouvelle infanterie apparaissant à la fin du quinzième siècle et au début du seizième. La France, cependant, n'avait depuis longtemps qu'une infanterie insignifiante. Charles VIII, Louis XII, François Ier et Henri II ont tous mené leurs batailles principalement avec des soldats suisses et des lansquenets en conjonction avec les chevaliers français. Même les guerres civiles qui ont gravement endommagé la France pendant trente ans dans la seconde moitié du seizième siècle ont été menées principalement avec des mercenaires suisses et allemands. Ce n'était pas les Français eux-mêmes mais les cavaliers allemands sur le territoire français qui ont accompli le passage de la chevalerie à la cavalerie. Les guerres huguenotes n'ont pas fait avancer le système militaire national français mais l'ont même jeté un pas en arrière, pour ainsi dire. Une guerre civile dépend des partisans que chaque camp trouve dans le pays, qui viennent et s'en vont plus ou moins à leur gré. La passion qui doit être présente pour déclencher une guerre civile, et qui est d'une force très particulière dans les guerres religieuses, a produit un renouveau unique de la chevalerie dans les guerres huguenotes. Les nobles sont partis au combat de plein gré et ont servi sans le moindre salaire. Ils se sont battus avec bravoure, mais le revers de ce système chevaleresque est également devenu apparent : lorsque Alexandre de Parme a libéré Paris en 1590, il a manœuvré et évité la bataille. L'armée de Henri IV, qui était composée en grande partie de nobles servant volontairement, n'avait alors plus rien à faire, et elle a finalement été dissoute. Henri a déclaré qu'en fin de compte, c'était seulement l'argent qui faisait la différence entre lui et le prince de Parme, et qu'avec de meilleures ressources financières, lui aussi aurait pu maintenir son armée sur le terrain. Ranke a observé que l'argent de Potosi a joué un rôle dans le développement de l'esprit des armées permanentes en Europe. Il ne fait aucun doute que les métaux précieux d'Amérique ont beaucoup aidé les Espagnols. Mais les événements ultérieurs ont montré qu'une administration nationale ordonnée et un système fiscal étaient non seulement tout aussi capables mais même beaucoup plus efficaces pour fournir les moyens de paiement régulier des troupes. À cet égard, il convient de noter à nouveau la condition préalable selon laquelle l'augmentation des métaux précieux suite à la découverte de l'Amérique a grandement facilité la transition d'une économie de troc à une économie monétaire, car la collecte des impôts ne peut être réalisée qu'avec beaucoup de difficulté en l'absence d'une économie monétaire développée. Dans le deuxième volume de ce travail, nous avons appris à quel point l'effondrement de l'ancienne économie monétaire et le retrait de l'Europe dans l'économie de troc ont contribué à la dissolution des légions romaines. Maintenant, nous avons le pendant de ce développement : avec le rétablissement d'une économie monétaire, des armées permanentes disciplinées se sont de nouveau développées.

Les guerres de Huguenots étaient constamment mêlées aux guerres étrangères. Ce n'est qu'après la paix de Vervins en 1598 entre la France et l'Espagne qu'une fin définitive a été apportée à cette situation compliquée, et après cette paix, Henri IV a maintenu seulement une très petite armée sous les armes. La plupart des compagnies montées ont été dissoutes et la force de celles qui restaient a été considérablement réduite, rapportée à 1 500 cavaliers. Selon une source, l'armée entière comptait 6 757 hommes, dont la plupart étaient montés. Une autre source indique qu'en plus de la Garde, il restait quatre régiments d'infanterie solides. Et une troisième source a déclaré qu'il y

avait 100 compagnies, qui, bien sûr, n'auraient pas nécessité d'être toutes ensemble plus que quelques milliers d'hommes.

La base de l'infanterie française était formée par ces "bandes" de Picardie et du Piémont, maintenant appelées "les vieilles bandes", qui n'étaient pas considérées comme étant au même niveau que les Suisses et les lansquenets mais qui, néanmoins, ont continué à être maintenues et ont été transformées en régiments au début de la guerre de religion. L'élan pour ce mouvement avait été donné par la situation fortuite que les deux colonels généraux de l'infanterie, Andelot et Condé, étaient tous deux huguenots, et une partie des "vieilles bandes" leur est restée fidèle. Il était jugé trop risqué d'annoncer simplement que les deux colonels généraux étaient relevés, et François de Guise a donc donné une nouvelle organisation à ces parties de leurs troupes qui restaient fidèles au roi (1561 ; définitivement en 1569). C'était l'origine des régiments d'infanterie français, qui furent progressivement augmentés et continuèrent d'exister jusqu'à la grande révolution.

Sully nous donne le tableau suivant de la condition des troupes françaises à la fin de la guerre civile : le recrutement pour l'infanterie s'était fait par la force, et ces troupes n'étaient maintenues ensemble que par le biais de la férule, de la prison et de la potence. Ils ne recevaient pas leur paie, et ils cherchaient à désertir dès qu'ils le pouvaient ; les prévôts devaient les maintenir ensemble comme des hommes assiégés dans un camp. Un autre auteur français a dit : « L'armée est essentiellement comme un cours d'eau dans lequel toutes les impuretés du corps social sont déversées. »

Lorsque Henri IV se préparait en 1610 à renouveler la guerre contre l'Espagne catholique, raison pour laquelle il fut assassiné par Ravallac, on suppose qu'il avait treize régiments d'infanterie. Sully rédigea un plan pour une armée de 50 000 hommes, qui, "en comptant l'année à dix mois", devait coûter 15 millions de francs.

Après l'assassinat d'Henri, la France replongea dans un état de faiblesse et de confusion intérieure, dont elle ne sera progressivement tirée que par Richelieu. Richelieu veilla à ce que la France s'engage dans la guerre de Trente Ans contre la maison de Habsbourg. Mais comme la France n'avait pas participé à une guerre sérieuse depuis près de quarante ans (de 1598 à 1635), son organisation militaire était encore très faible. En 1631, Richelieu déclara même que la France avait trop peu d'hommes aptes à faire la guerre, et il souhaitait donc participer au conflit plus par la politique et avec de l'argent que de manière militaire directe. En 1636, après que les protestants en Allemagne aient subi la défaite de Nördlingen, il était possible pour le général impérial, Gallas, de pénétrer profondément en France et pour Johann von Werth de passer de Belgique à l'environnement de Paris. Richelieu appela au patriotisme du peuple français, et finalement une véritable armée française se développa progressivement. De nouveaux régiments français furent formés, et le système d'entraînement des Néerlandais fut adopté. Turenne, qui était lié à la famille d'Orange, avait été formé parmi eux. Mais pendant longtemps, des étrangers restèrent encore la principale force de l'armée du roi de France. Il est particulièrement à noter qu'il prit le duc Bernard de Weimar à son service, tout en conservant les troupes de Bernard après la mort du duc. En 1638, avec trente-six régiments français, il y avait vingt-cinq régiments étrangers.

En 1640, Richelieu se vantait que la France avait sous les armes 150 000 fantassins et plus de 30 000 cavaliers. Cependant, des recherches françaises plus récentes montrent que ces chiffres sont considérablement exagérés ; il n'y avait probablement même pas 100 000 hommes au total. On disait que les compagnies ne comptaient souvent que quinze à vingt hommes, car les capitaines les renvoyaient après leur appel, afin de mettre la paie dans leur poche.

Quatre ans plus tard, en 1644, Mazarin écrivit à Turenne qu'il souhaitait recruter autant d'Allemands que possible, puisque le nombre de déserteurs parmi les Français s'élevait à presque deux tiers. Des recrues étaient recherchées en Irlande, en Écosse, en Suède et en Prusse.

En 1670, la force totale de l'armée était estimée à 138 000 hommes, dont 45 000 étrangers, soit plus d'un tiers du total.

En 1789, au début de la Révolution, l'armée française comptait 230 régiments d'infanterie, dont soixante-dix-neuf français et vingt-trois étrangers, pour un total de 173 000 hommes. Mais

nous ne pouvons pas déterminer combien d'entre eux étaient effectivement sous les couleurs et en service.

Comme nous le savons, les régiments étaient à l'origine des unités administratives, un assemblage d'un nombre variable d'unités (*Fähnlein*) de forces variées. Les unités tactiques étaient les carrés ou les bataillons, et ils étaient également de force et de composition variables, selon les circonstances. En 1635, les bataillons en France ont été rendus des unités subalternes des régiments. Les bataillons étaient censés avoir une force égale, mais un régiment pouvait avoir plus ou moins de bataillons.

Il était particulièrement difficile de transformer les anciennes *compagnies d'ordonnance* en régiments de cavalerie. Les capitaines ne souhaitaient pas être intégrés dans la nouvelle organisation; des blagues étaient faites au sujet des chevaux légers, qui ne pouvaient pas transporter un chevalier lourdement armé. Le premier test de cette organisation, en 1635, devait être abandonné après sept mois, et l'indépendance des compagnies était de nouveau établie. Jusqu'en 1638 et 1639, des règlements furent émis exigeant, sous peine de mort, que les cavaliers portent toujours leurs armes lors de leurs marches, de leurs gardes, etc.

Malgré toutes les difficultés, le nouveau système a progressivement pris pied, et la noblesse française a également produit des commandants comme Turenne et Condé, qui savaient comment utiliser le nouveau système militaire.

La cavalerie a abandonné si complètement les traditions de la manière chevaleresque de combattre qu'en 1676, Louis XIV a dû ordonner que les officiers portent la cuirasse sous peine de licenciement, tandis que les hommes ne la portaient pas. Lors d'une attaque, les officiers formaient le premier rang de l'escadron. Après 1715, les officiers, à l'exception des généraux, ont également abandonné la cuirasse et portaient un manteau en cuir comme les hommes.

Le véritable organisateur du nouveau système militaire était Michel Le Tellier, qui a pris le poste de secrétaire d'État à la guerre en 1643 et l'a transmis à son fils Louvois en 1668. Même Richelieu n'avait pas encore réussi à instaurer un véritable ordre dans l'organisation militaire.

Dans les premières années de la minorité de Louis XIV, l'ambassadeur vénitien Nanni a rapporté que les soldats français étaient vêtus de haillons et pieds nus et que la cavalerie était mal montée, mais pourtant ils se battaient tous comme des fous.

Le point décisif était le paiement. L'ambassadeur vénitien Angelo Correro a rapporté que sur 100 ducats que le roi avait fournis, seuls 40 étaient utilisés pour leur véritable objectif, tandis que 60 étaient gaspillés ou détournés. Les troupes étaient payées si peu et de manière si irrégulière qu'il était impossible de les garder sous contrôle.

Le Tellier a créé une classe de fonctionnaires civils, les intendants, qui étaient assignés aux commandements militaires. Seul le général commandant lui-même leur était supérieur ; tous les autres officiers devaient leur obéir. Ils participaient à chaque conseil de guerre que tenait le général et à toutes les décisions concernant des sujets militaires, diplomatiques et administratifs. Ils devaient donner leurs conseils aux commandants. Les finances, les fortifications, les rations, les munitions, les hôpitaux, les cours martiales — tous ces éléments dépendaient d'eux.

Afin de superviser le paiement des troupes, Le Tellier ordonna tout d'abord que cela se fasse toujours en présence de l'intendant ou de son fonctionnaire subordonné, le commissaire militaire, le chef militaire et le maire ou des habitants respectés des lieux où les troupes étaient cantonnées. Ensuite, il fut ordonné que le capitaine ne devait plus du tout distribuer la paie, mais que cela devait être fait par l'intendant ou l'un des commissaires militaires et que la paie ne devait plus être versée en lien avec une revue, mais à intervalles réguliers, généralement mensuels.

En 1650, pendant les troubles de la Fronde, Le Tellier dut une fois de plus accorder aux gouverneurs eux-mêmes la responsabilité de lever les impôts dans leurs provinces nécessaires à l'entretien des forteresses et des garnisons. Mais dès 1652, il révoqua cette concession et établit définitivement l'administration purement royale.

En même temps, il veilla à ce que ses intendants et leurs commissaires effectuent des inspections en permanence, même de manière inattendue et pendant une marche, vérifiant la

présence totale de l'unité. Dans chaque cas, ils devaient envoyer un rapport exact au ministre. Ces commissaires arrêtaient les officiers réfractaires et confisquaient leurs biens.

Condé, Du Plessis-Praslain et Turenne, en tant que commandants, donnaient parfois leur propre argent, même leurs services en argent, afin, au moment du plus grand besoin, de protéger les soldats de la famine, même si ce n'était pas pour les apaiser. Même Le Tellier lui-même a avancé des fonds, sans parler du rapace Mazarin.

Tant que le système fiscal ne fonctionnait pas rapidement, Le Tellier introduisit la monnaie papier qui était donnée aux soldats et ensuite échangée contre de l'argent liquide lorsque les impôts étaient perçus. Ce n'était pas seulement Richelieu qui avait encore des finances très pauvres, mais aussi Mazarin, qui, sans doute, rassemblait des richesses pour lui-même mais ne se souciait pas des finances nationales. Sous Louis XIV, le paiement régulier en espèces devint peu à peu la norme.

Pendant la guerre de Trente Ans, les corps de troupes étaient encore petits, des républiques à moitié indépendantes. Les lieutenants-généraux se considéraient comme ayant une autorité égale et refusaient de se subordonner les uns aux autres. Le Tellier a établi le concept de hiérarchie militaire. Ce faisant, il devait traiter l'armée de Weimar avec un soin particulier, car elle était organisée quelque peu différemment de la française et avait son propre esprit.

La nomination des officiers a été progressivement retirée aux dirigeants supérieurs, et l'existence entière des officiers a été rendue complètement dépendante de la volonté du roi. Les chefs et les fils des familles aristocratiques dirigeantes, en tant que colonels, demeuraient les propriétaires des régiments, 232 La période des armées permanentes assumant souvent ce poste très jeunes. Ils prenaient cependant cette position uniquement lors des actions militaires et vivaient autrement principalement à la cour. Le commandement effectif était entre les mains du lieutenant-colonel, qui était nommé arbitrairement par le roi parmi les capitaines et était un officier expérimenté ayant servi à travers les grades.

Le Tellier a mis fin à l'abus selon lequel des officiers supérieurs occupaient plusieurs postes et recevaient les salaires qui y étaient associés. Il a également cherché à établir la règle que même si les colonels de cour ne le faisaient pas, les autres officiers devaient en réalité rester avec leurs troupes et ne pas passer leur temps à s'amuser à Paris.

Il a limité le luxe des officiers supérieurs et a spécifié pour chaque poste le nombre maximum de chevaux que le titulaire pouvait avoir ; un capitaine d'infanterie avait droit à quatre, un lieutenant à trois et un prévôt à deux.

Lorsque les "vieilles bandes" ont été formées en France, peu de nobles sont entrés dans le service, et par conséquent, comme en Allemagne, des hommes de divers milieux qui se sont distingués ont gravi les échelons du commandement. Mais dès le seizième siècle, des efforts ont été faits pour faire en sorte que les officiers soient recrutés dans la mesure du possible parmi la classe guerrière traditionnelle et éminente, la noblesse. Par exemple, même le chef huguenot de la Noue avait cette exigence. Alors que la grande armée permanente était maintenant progressivement formée à partir du temps de Richelieu et sous Louis XIV, un conflit notable est apparu. L'esprit même de la nation et du gouvernement appelait à un corps d'officiers composé exclusivement de nobles. Le nombre disponible, cependant, n'était pas suffisant. Les vieilles familles nobles étaient dans de nombreux cas appauvries et incapables de supporter les dépenses supplémentaires nécessaires pour un niveau de vie acceptable dans le corps des officiers. D'autre part, de nombreux jeunes hommes de la grande bourgeoisie et de familles de fonctionnaires étaient attirés par la profession militaire. La noblesse, cependant, s'efforçait de maintenir sa position en excluant tous les autres et revendiquait les postes d'officiers comme son héritage naturel, et le gouvernement était guidé par l'effort de favoriser, de maintenir et de promouvoir la noblesse autant que possible. Une fusion sans opposition dans le corps des officiers aurait, avec le temps, éliminé la position d'honneur spéciale de la noblesse. Puisque la noblesse fournissait les officiers et que le corps des officiers se considérait comme la noblesse, il existait ainsi au sein de la population une tradition de classe spécialisée avec ses propres coutumes, concepts d'honneur et revendications, qui, dans sa relation avec la cour, entourant le roi, exerçait une domination sociale fermement ancrée. De plus, le recrutement du corps des officiers parmi la classe héréditaire spéciale créait et renforçait entre le corps des officiers

et les hommes une rupture qui divisait l'armée en deux composants fondamentalement différents. Cette division s'appliquait dans toutes les armées de l'Europe romano-germanique et a ensuite été adoptée sous Pierre le Grand de Russie. Cette séparation était la caractéristique véritable de cette période et elle a donné à ces armées une empreinte significativement différente de celle des légions romaines et des Suisses et lansquenets du seizième siècle.

Une circonstance particulière a servi à renforcer la tendance à maintenir le corps des officiers français comme une noblesse. Malgré leurs nominations par le roi, il arrivait souvent que les officiers vendaient leurs postes à d'autres. Cela se produisait particulièrement lorsque des nobles plus âgés qui avaient l'intention de se retirer cherchaient ainsi à obtenir un complément à leur pension. Un tel accord avec un successeur était appelé un " concordat ", et des sommes très importantes étaient versées en conséquence. Mais ce n'était pas toujours les hommes les plus capables qui montaient ainsi en grade, et rien ne peut nuire à la base morale de la discipline plus que la promotion d'éléments inadaptés à des postes de commandement supérieurs.¹⁶ Mais le maréchal Belle-Isle, sous Louis XV, s'efforçait en vain de supprimer cet abus, et comme il y avait plus de richesse dans les familles bourgeoises dont les fils étaient attirés par le service militaire que dans la plupart des familles nobles, la lutte contre la vente de postes a conduit à une réaction contre les bourgeois. Si aucun membre de la bourgeoisie n'était admis, ils ne pourraient alors pas, grâce à leur richesse, rivaliser avec la noblesse pour les postes désirés. Ainsi, durant toute la période jusqu'à la Révolution, nous avons vu édit après édit qui parfois permettait l'accès au corps des officiers par des bourgeois, parfois le rendait plus difficile et parfois l'excluait complètement. En 1629, sous Richelieu, il fut proclamé qu'un soldat qui prouvait sa valeur pouvait avancer au grade de capitaine et même plus loin s'il en était digne. Aussi libéral que cela puisse paraître, cet édit reposait encore sur l'attitude que le corps des officiers était essentiellement noble. Tout comme Monluc a atteint la plus haute position de la hiérarchie militaire au XVI^e siècle, Catinat l'a également fait en tant que bourgeois au XVII^e. En général, toutefois, la situation était telle que, bien que le nombre d'officiers bourgeois, les roturiers, fût assez élevé, ils atteignaient très rarement les postes de commandement supérieurs, et parfois l'acceptation dans le corps des officiers était si strictement contrôlée qu'elle équivalait presque à une exclusion. Un moyen principal de fournir l'acceptation dans le corps des officiers pour les roturiers était la création d'une noblesse feinte : un certificat signé par trois ou quatre nobles attestant que l'aspirant était noble était censé suffire à son acceptation, et un tel certificat n'était pas très difficile à obtenir. Par conséquent, quelques années avant la Révolution (1781), un édit proclamait qu'il devait être prouvé l'existence de quatre ancêtres paternels. Cela signifiait que les fils des hommes nouvellement anoblis étaient également exclus des postes d'officiers ou qu'ils ne pouvaient être admis qu'à la suite d'une faveur spéciale.

La classe des officiers, telle qu'elle s'est formée au cours du XVII^e siècle, était donc un développement supplémentaire de cette classe de guerriers héréditaires du Moyen Âge, la chevalerie, transformée non seulement extérieurement dans ses méthodes de combat, mais aussi intérieurement en raison de l'adoption des formes strictes de discipline et de la hiérarchie militaire, avec promotion selon le jugement du commandant. En 1685, un livre, *La conduite de Mars*, est paru, aspirant à enseigner à l'officier les devoirs associés à son statut et à lui donner des règles de conduite, et qui, pour citer Jähns (2:1255), a constitué la transition entre le code d'honneur des nobles et le règlement de service militaire. L'officier était censé obéir mais ne pas oublier sa position et devait saisir chaque opportunité de faire sa fortune. Le livre enseignait également que la piété était un atout.

Dans l'armée française, le nombre d'officiers était étonnamment très élevé par rapport au nombre d'hommes. Selon un document du personnel général sur les guerres de Frédéric le Grand (1:114), vers 1740, il y avait un officier pour onze hommes, et donc les lieutenants étaient également tous armés de mousquets. À cette époque en Prusse, il y avait environ vingt-neuf hommes par officier, à la mort de Frédéric environ trente-sept, et de nos jours environ cinquante hommes par officier. Même si le ratio de un pour onze est basé sur une erreur, le nombre d'officiers était néanmoins relativement beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui.

Si l'acceptation des éléments bourgeois dans le corps des officiers n'avait jamais été complètement arrêtée, il restait également à l'intérieur de l'armée au moins un étroit pont qui menait du monde des hommes au monde de la classe supérieure des officiers. Entre les sous-officiers et les officiers se trouvaient les "*officiers de fortune*", quelque chose comme les officiers de pont de la marine ou plus récemment les sergents-lieutenants. Ils étaient considérés comme de simples sous-officiers mais venaient souvent de familles éduquées. En prouvant sa capacité, l'"officier de fortune" pouvait être accepté dans le corps des officiers à un âge moyen. Leur connaissance professionnelle et leur sens aigu du devoir étaient très importants pour la cohésion des troupes, surtout dans la cavalerie, où de nombreux gentlemen éminents ne s'occupaient pas particulièrement de leur service. C'est de ce niveau de l'armée que le maréchal Bernadotte, le futur roi de Suède, est originaire. Il était le fils d'un avocat respecté et d'une personnalité si importante et par la suite si imposante qu'il devait avoir attiré l'attention sur lui même jeune. Néanmoins, au déclenchement de la Révolution, il avait vingt-six ans, était déjà soldat depuis dix ans, n'était pas encore lieutenant et même s'il finissait par recevoir les épaulettes d'officier, il n'avait guère de perspectives d'aller au-delà du grade de capitaine.

Les régiments ont été renforcés par le recrutement, à cet effet Le Tellier leur assigna en 1645 des districts de recrutement spécifiquement limités. En 1666, la période pour laquelle le recrutement était effectué fut limitée à quatre ans, et les capitaines furent interdits, sous peine de rétrogradation, de garder sous leurs couleurs au-delà de cette période des hommes qui n'étaient pas volontaires.

De temps à autre, il y avait aussi encore une levée de chevaliers, l'*arrière-ban* en 1674, 1675, 1689, 1703, et même en 1758 durant la guerre de Sept Ans. Mais à peine avaient-ils fait rapport qu'ils étaient renvoyés chez eux du camp militaire comme inutilisables, et cela a donné lieu à un moyen de taxation de la noblesse ; au lieu de servir, on pouvait remplir son obligation par le paiement d'un fonds de libération. En 1639, le noble levé devait fournir deux fantassins comme substituts pour lui-même.

Aussi tard qu'en 1661, lorsque Louis XIV monta sur le trône, il n'y avait toujours pas d'uniforme général en France. Seules quelques compagnies de certains régiments étaient habillées de manière uniforme par leurs capitaines, même si Le Tellier avait déjà fait fabriquer des uniformes et des armes selon des modèles standards dans les années 1640. Dans les guerres de religion, les côtés opposés se distinguaient par des écharpes et aussi par des vestes (*casaque*, *hoqueton*) de différentes couleurs, qui étaient souvent changées en fonction des chefs et d'autres circonstances.

En 1666, Le Tellier a émis un règlement prescrivant le même calibre pour tous les mousquets, vingt balles à la livre.

Il y avait peu de baraquements ; les soldats étaient logés chez des civils, et des règlements précis régissaient leur relation avec leurs propriétaires, tant pour ceux logés de manière permanente que pour les troupes en marche. Sous Louis XIV, de plus en plus de baraquements furent construits.

À partir de 1666, des unités de troupes relativement grandes étaient souvent rassemblées dans des camps d'entraînement et étaient exercées non seulement en tactiques mais aussi en manœuvres les unes contre les autres.

Pour le système de rations, Le Tellier a créé des dépôts réguliers, qui sont devenus d'une grande importance pour les opérations stratégiques. Le Tellier lui-même se rendait sur le terrain de temps en temps pour diriger et superviser la distribution des rations. Nous aurons l'occasion plus tard de parler de l'efficacité de ce système de dépôts de rations.

Richelieu avait déjà établi des hôpitaux de campagne. Le Tellier a mis des fonds à leur disposition, tant pour le soin des soldats que pour des raisons humanitaires. Au XVIIIe siècle, les Français étaient considérés comme étant particulièrement bien pris en charge à cet égard. L'intendant général, du Verney, a écrit pendant la guerre de Sept Ans à Clermont, le commandant de l'armée, que la nation française était peut-être la seule à avoir des hôpitaux de campagne avec ses armées, pour des raisons humanitaires et aussi parce qu'elle avait peu d'hommes et devait en faire bon usage. Il a ajouté que les hôpitaux de campagne n'étaient, bien sûr, pas comme ceux des garnisons.

Un inconvénient particulier des anciennes armées de mercenaires était le lourd train. Les soldats aimaient emmener leurs épouses sur le terrain pour avoir leurs repas fournis par elles et être soignés par elles en cas de maladie ou de blessures. En raison de l'organisation du système ordonné des dépôts de ravitaillement et des hôpitaux de campagne, l'aide fournie aux soldats par ces femmes est devenue si inutile qu'il a été possible d'interdire d'emmener les femmes, et Le Tellier a même interdit aux soldats de se marier.

Néanmoins, l'ampleur à laquelle ces armées permanentes vivaient encore avec les attitudes du système mercenaire est illustrée par la pratique continue de rançonner les prisonniers de guerre pour de l'argent. En 1674, un accord a été conclu entre la France et l'Espagne qui a établi un tarif spécifique pour les rançons : 400 francs étaient payés pour un colonel, et 7,5 francs pour un soldat de l'infanterie.

Le Tellier s'est également préoccupé des anciens combattants handicapés. Un certain nombre d'entre eux étaient assignés à des monastères, qu'ils devaient entretenir, tandis que d'autres étaient regroupés en compagnies et nourris en échange de certains services. Mais ils préféraient désertier et se rendre à Paris, où ils vivaient de mendicité. Des sanctions ont été établies contre les civils qui leur donnaient de l'argent, et les mendiants eux-mêmes étaient même menacés de peine de mort. En 1674, Louis XIV a fondé l'Hôtel des Invalides.

Le travail de Michel Le Tellier a été, comme nous l'avons déjà mentionné, poursuivi et perfectionné par son fils, François Michel, qui portait le titre de marquis de Louvois. En 1662, à l'âge de vingt et un ans, il est devenu l'assistant de son père, et six ans plus tard, à l'âge de vingt-huit ans, il est devenu son successeur en tant que ministre de la guerre indépendant (1668).

Lorsque le traité de paix d'Aix-la-Chapelle mit fin à la guerre de Dévolution en 1668 et que l'armée devait être réduite, Louvois ne dissout pas le nombre approprié d'unités militaires, comme c'était la coutume auparavant, mais réduisit la force de chaque régiment tout en conservant leurs états-majors complets, de sorte qu'ensuite l'armée pouvait facilement être agrandie à nouveau en assignant de nouvelles recrues aux régiments existants. Ce n'est qu'à travers cette méthode que l'idée d'une armée permanente fut réellement mise en œuvre. L'esprit d'une unité, une fois que cette unité fait partie de l'armée permanente, se régénère. Non seulement il y avait une économie de temps qui aurait été nécessaire pour l'assemblage de nouvelles unités militaires en cas de guerre, mais ces vieux régiments avaient également l'énorme avantage qualitatif des anciennes unités par rapport aux nouvelles.

Afin de rendre l'ensemble des forces de l'armée disponibles pour la conduite active de la guerre, en 1688 Louvois créa les régiments de milice, qui devaient prendre en charge le service de garnison. Alors que l'armée de campagne était basée sur le recrutement volontaire, les hommes des régiments de milice étaient fournis par les communautés et étaient donc levés d'une manière ou d'une autre. Cependant, bientôt, les régiments de milice furent également utilisés ici et là en action sur le terrain, et lors de la guerre de Succession d'Espagne, leurs troupes furent simplement intégrées dans les régiments de campagne.

Avec ce tournant des événements, il y avait donc eu recours, même de manière indirecte, à une forme de conscription, bien que douce et à petite échelle, pour l'armée de campagne également. Mais bien avant cela, en 1677, Louvois avait déjà écrit à une occasion qu'il n'était pas valable d'invoquer la force pour justifier une désertion ; car si tel était le cas, personne en France ne resterait dans les unités, selon Louvois, car il était à peine imaginable qu'il n'y ait personne qui puisse soulever une objection quant à la manière dont il avait été enrôlé.

Sous Henri III, il fut un temps ordonné que, comme en Allemagne, tout soldat fictif utilisé pour des raisons de paiement devait avoir le nez coupé. Ils n'osaient pas punir ceux qui étaient réellement coupables, les capitaines. Maintenant, les choses avaient changé. Mais il fallut encore très longtemps avant que ce type de fraude soit vraiment éliminé. Aussi tard qu'en 1676, sous Louvois, l'ordre concernant la coupe des nez fut réitéré.

Comme le service le plus important de Louvois pour l'armée française, nous pouvons considérer ses réalisations administratives, l'énergie constante, souvent brutale, et l'ardeur avec lesquelles il a mis en œuvre et perfectionné le système créé par son père, brisé toute résistance,

extirpé les violations et exercé un contrôle vigilant partout. Partout où il soupçonnait une erreur ou une irrégularité, il intervenait personnellement et prenait les mesures nécessaires. En ce qui concerne cette activité, on peut le comparer dans une certaine mesure à Frédéric Guillaume Ier.

L'organisation bien planifiée de l'armée française a même survécu aux défaites de la Guerre de Succession d'Espagne et a fait ses preuves lors de la guerre de Sept Ans. En 1760, Ferdinand von Braunschweig a combattu avec une armée française qui était plus forte et aussi bien organisée et équipée que lorsqu'elle était apparue sous Louis XIV à l'est du Rhin. Les Français comptaient pas moins de 140 000 hommes.

Chapitre 2 : Brandebourg-Prusse

En gros, le besoin des princes allemands d'un système militaire efficace était encore plus pressant que celui du roi de France, car leurs ressources n'étaient pas suffisantes pour leur permettre, du moins en temps de guerre, de recruter de grandes bandes de mercenaires, comme le faisait le roi de France. Dans les régions allemandes, il ne manquait pas d'essais étendus et énergiques pour créer un nouveau système militaire. Ils étaient basés à la fois sur l'obligation féodale traditionnelle de la noblesse et l'obligation générale de défense de la patrie, qui n'avait jamais été complètement oubliée. Des chefs militaires expérimentés étaient nommés en échange d'un salaire fixe, d'une indemnité de disponibilité (Wartegeld), afin qu'ils soient prêts en temps de besoin à prendre le commandement d'un contingent de vassaux ou d'une « délégation » de bourgeois et de paysans. Les territoires plus grands, comme la Bavière, le Wurtemberg, le Palatinat, la Saxe et la Prusse, ont même établi des unités de milice organisées assez nombreuses. À cet égard, une mention spéciale doit être faite du comte Johann de Nassau, un frère de ce William Louis qui a si bien aidé Maurice d'Orange dans la création de son armée. Le comte Johann, profondément impressionné par les nouvelles idées sur le système militaire telles qu'elles étaient mises en œuvre par ses parents aux Pays-Bas, souhaitait les introduire en Allemagne. Il voyait les nuages menaçants de la Guerre de Religion et conseillait aux États de s'armer en remplaçant les soldats recrutés par un levée nationale, mais il allait même plus loin.

Les succès de Maurice d'Orange lui avaient à l'époque conféré un tel prestige que les dévots de Mars de toute l'Europe protestante s'étaient rassemblés dans son camp pour être initiés au nouveau système militaire.

L'art de la guerre des Pays-Bas n'était plus basé sur la simple expérience, mais sur l'étude et la connaissance. C'est pourquoi, en 1617, Johann établit dans sa capitale, Siegen, une école militaire et chevaleresque pour les jeunes nobles et les fils de patriciens, où l'on devait enseigner l'art de l'ingénierie, des fortifications, de l'artillerie, de la tactique, des mathématiques, du latin, du français et de l'italien. En tant que directeur de cette école, il fit appel à John Jacob von Wallhausen, dont l'origine et la vie ne nous sont malheureusement pas plus connues que le fait qu'il était aux Pays-Bas, se qualifia lui-même de « colonel de la garde et capitaine de la ville méritoire de Dantzic » et, dans les années 1614 à 1621, publia une longue série d'écrits théoriques sur des sujets militaires. Ces écrits sont un mélange de connaissances réelles et de bon jugement et en même temps souvent de fantaisie non critique. Il est capable de recommander que la cavalerie se forme pour la défense en cercle ou en carré, et il déploie l'infanterie en formations en forme de croix et d'octogone. Néanmoins, ses écrits ont connu un grand succès et ont également été traduits en français. L'auteur, cependant, comme on peut le soupçonner d'après ses écrits, était d'un caractère incertain et a été libéré après quelques mois. L'école militaire de Siegen fut bientôt abandonnée, et en 1623 le comte Johann mourut sans avoir créé une vie durable.

Les organisations de milice n'ont pas eu plus de succès. Ces levées n'ont pas tenu face aux guerriers professionnels, les mercenaires. Les hommes du Palatinat ont cédé lorsque les Espagnols sont arrivés, les Saxons ont pris la fuite à Breitenfeld, et le prince-électeur Maximilien a écrit que ses Bavarois, en 1632 lorsque les Suédois approchaient, "ne pouvaient pas être utilisés avec efficacité, et les dépenses pour eux avaient été vaines." Les Wurtembergeois ont néanmoins participé à la bataille de Nördlingen et semblent avoir été détruits là-bas. Malheureusement, il n'y a pas de rapport plus précis sur la façon dont ils ont combattu.

Le Brandebourg, bien qu'il aurait dû se tourner vers un concept plus large de la politique en raison de son imminente union avec la Prusse, la Poméranie et les régions de la Westphalie et du bas Rhin, est néanmoins entré dans la guerre de Trente Ans avec encore moins de préparation que les autres territoires mentionnés ci-dessus. Bien que le nombre total de vassaux obligés soit estimé à

1.073 chevaux et qu'ils aient été divisés en compagnies, cela n'était que sur papier, et lorsque les bourgeois de Berlin devaient participer à un tir à l'arc en 1610, ils ont dit que c'était trop dangereux, car cela effrayerait les femmes enceintes. Une guerre avec des mercenaires recrutés signifiait cependant, comme l'a écrit le chancelier de Brandebourg en 1610, que "la moitié de l'ennemi était à l'intérieur de la maison et l'ennemi entier à la porte."

En Prusse, le Haut Conseil a présenté au duc un "plan de défense" en 1622, mais George William l'a rejeté (19 février 1623), "car l'expérience montre clairement que l'organisation nationale dans le Palatinat pour la protection du pays, en cas de guerre et de combat, contrairement aux attentes de tous, n'accomplit en réalité rien."

On peut dire que des guerres hussites jusqu'à la guerre de Trente Ans, c'est-à-dire pendant plus de 200 ans, la théorie et la pratique dans l'organisation militaire allemande se contredisaient. En théorie, le service des vassaux, les levées de citoyens et la milice continuaient d'être évoqués ; en pratique, cependant, les guerres étaient menées par des mercenaires.

En 1557, le prince-électeur de Saxe a émis un ordre à la ville de Delitzsch : « Il est notre commandement solennel que vous, ainsi que vos citoyens, soyez en état de bonne préparation, afin que vous et eux puissiez partir sans hésitation sur de nouveaux ordres. » En 1583, il a été ordonné « que nos vassaux obéissants, comtes, seigneurs chevaleresques, bourgeois et autres sujets ainsi que leurs proches soient toujours bien équipés et prêts à partir. » Ce n'est qu'en cas de « maladie évidente » que des substitutions par des hommes de rang égal étaient autorisées.

Si nous possédions de tels capitulaires de l'époque de Charlemagne ! Que conclurait l'histoire juridique et constitutionnelle de cela, et quels types de systèmes y aurait-ils érigés sur cette base ! Mais ce n'étaient que des mots vides sans aucun contenu.

La petite garde que les princes avaient au seizième siècle s'appelait les "serviteurs de la cour." Le prince électeur de Brandebourg avait 200 hommes dans ce groupe, ou un peu plus.

Lorsque le danger s'est approché, les États ont approuvé une petite troupe pour une courte période. En 1626, lorsque Wallenstein et Mansfeld s'approchaient du Brandebourg, ils ont déclaré qu'ils étaient prêts à observer la neutralité du territoire si le prince électeur fermait réellement son pays. Mais il n'avait pas de soldats à cet effet, et bien que les États aient approuvé 3 000 hommes, c'était trop tard et seulement pour trois mois. Ils ont déclaré qu'il était inutile de maintenir des guerriers, car depuis 100 ans, ils avaient payé de lourds impôts à cet effet et n'avaient toujours reçu aucune protection.

Et ainsi, les troupes des deux bords opposés circulaient sans entrave à travers le pays, et en 1628, on estimait que Wallenstein avait déjà pris 200 tonnes d'or du pays. Pour deux tonnes, le pays aurait pu constituer une force considérable.

L'alliance avec Gustave II Adolphe a fourni l'occasion de former quelques régiments de Brandebourg, mais elle a principalement obligé le prince électeur au paiement d'argent.

Six ans plus tard, lorsque le prince électeur se rangea du côté de l'empereur, le plan était de former une armée brandebourgeoise très significative avec le soutien financier impérial, une armée qui était obligée "au saint empereur romain et à sa place à Son Altesse, le Prince Électeur de Brandebourg." Sa mission devait être l'expulsion des Suédois de Poméranie, mais l'année suivante, le ministre brandebourgeois Schwarzenberg rapportait déjà au prince électeur : "Votre Grâce Princièrè devait avoir fourni 25 000 hommes, que cette pauvre terre devait entretenir et qui entraîneraient le pays dans une complète ruine. Environ 5 000 se sont présentés au rassemblement général devant Votre Grâce Princièrè et le lieutenant général Comte von Gallas à peine cinq semaines auparavant. À l'heure actuelle, comme le déclarent les officiers de Votre Grâce Princièrè, il n'y a à peine que 2 000 montés et à pied présents." L'origine de cette situation était naturellement le fait qu'ils n'étaient pas capables de rassembler l'argent. Nous avons vu ce qu'était cette situation durant ces années, même dans le plus grand et le plus riche royaume d'Europe, la France. Une administration fiscale efficace ne se crée pas si facilement, d'autant moins lorsque les États s'y opposent avec vigueur. Ce n'était pas simplement qu'ils ne voulaient pas payer les taxes, mais derrière la question financière se cachait la question constitutionnelle. Lorsque les États prussiens rejetèrent le prince électeur avec ses soldats pour leur protection, Schwarzenberg écrivit : "Ils

auraient été de grands imbéciles s'ils l'avaient toléré ; en effet, si le prince électeur venait en Prusse si fort, ils auraient dû craindre qu'il puisse faire des lois pour eux et faire ce qu'il voulait." Et c'était en effet le cas, plus tard, sous le fils et encore plus sous l'arrière-petit-fils de ce prince électeur, qui construisit sa souveraineté "comme un rocher de bronze."

Les sources nous disent que le Grand Électeur, immédiatement après son accession au pouvoir, a libéré les troupes de Brandebourg de leur double obligation envers l'empereur et le prince électeur, créant ainsi l'armée indépendante de Brandebourg. Ainsi, on nous dit que le véritable fruit de toute la douleur et la souffrance de la guerre de Trente Ans fut la naissance de l'armée brandebourgo-prussienne.

Ce concept doit être très significativement modifié. Frédéric Guillaume n'a en aucun cas pris le sceptre avec la décision de libérer le pouvoir princier du pouvoir parallèle des États et de rendre ce pouvoir indépendant grâce à une armée permanente soumise uniquement à l'électeur. Au contraire, l'avocat du concept monarchique était le conseiller de son père, Schwarzenberg, et le reproche fait à George William par ses contemporains n'était pas qu'il voulait trop peu, mais plutôt trop. Dès 1640, les États demandèrent à Schwarzenberg de "ne pas les traiter comme des rebelles et des esclaves." Le principal reproche que ce ministre méritait était sa gestion négligente. Il veillait lui-même à ce que, chaque fois qu'il y avait de l'argent dans le trésor, ses exigences soient satisfaites en premier, tandis que les troupes n'étaient pas payées et se déguisaient en haillons. Le nouveau maître, complètement absorbé par les plaintes des États concernant le régime tyrannique de Schwarzenberg, ne reconnut pas immédiatement le siège du mal mais n'eut au départ d'autre souhait que de mettre un terme aux plans trop ambitieux de son père et de négocier un armistice avec les Suédois à la suite de "la triste et sanglante condition du pays." Il souhaitait également réduire l'armée à une petite taille, bien qu'il ne s'agît pas de la dissoudre complètement. Au final, il restait en Brandebourg 125 cavaliers et 2 150 fantassins, qui étaient destinés non pas à être des troupes de terrain mais des garnisons de forteresse et donc se composaient entièrement de mousquetaires. La principale difficulté de cette réduction était de satisfaire les exigences arriérées des soldats, pour lesquelles une tentative fut faite de sécuriser les ressources nécessaires en déduisant fortement des colons, ce qui entraîna à son tour des conflits avec eux. Le margrave Ernst, un cousin de l'électeur, rassembla finalement difficilement 1 380 thalers pour satisfaire les cavaliers. Les créations organisationnelles de Brandebourg-Prusse, la chancellerie militaire et le trésor militaire, qui étaient bien sûr occupés par des personnes très discutables, furent dissoutes, et les colonels retrouvèrent le droit de nommer leurs officiers subalternes. Dans un conseil de l'électeur à ses fils, qui fut noté une génération plus tard (1667), il dit : "Je regrette constamment qu'au début de mon règne, à mon grand désavantage, je me sois laissé égarer et que j'aie suivi les conseils des autres contre ma volonté"—c'est-à-dire des conseils pour dépendre plus des alliances que de sa propre force.

Ce que l'électeur a finalement conservé en matière de troupes, bien que cela ait été encore quelque peu plus que ce que souhaitaient les États, n'était plus une armée de campagne, et, à l'insistance des États, à l'exception des garnisons dans les nouvelles places fortes conquises de Kolberg, Halberstadt et Minden, elle a été réduite en dessous de la force qui était présente en 1631, lorsque Gustave Adolphe est apparu.

Ce n'est que quinze ans après son accession au pouvoir que le prince électeur Frédéric-Guillaume forma une véritable armée, lorsqu'il fut contraint en 1655 de prendre parti dans la guerre qui éclata à nouveau entre la Suède et la Pologne, une émanation, pour ainsi dire, de la guerre de Trente Ans. Dans la lutte continue avec les États, il avait réussi à obtenir, au lieu des approbations ponctuelles, des impôts pour une période plus longue (en 1653, l'affectation militaire pour six ans), ou il avait augmenté ces taxes par la force sans approbation. Une loi impériale (1654), qui obligeait les sujets à "fournir des contributions utiles à l'équipement et au maintien des forteresses, des lieux fortifiés et des garnisons nécessaires," était d'une grande aide pour le prince. De non moins grande importance était le fait que le travail acharné a apporté tant d'ordre dans l'administration que les ressources disponibles n'étaient pas gaspillées mais utilisées conformément à leur but. Ainsi, l'électeur réussit en 1656 à former en Prusse une armée unifiée de 14 000 à 18 000 hommes dans laquelle tous les domaines désormais unis sous son hégémonie étaient représentés. Avec cette

armée, il s'allia aux Suédois sous Charles X, à moitié par contrainte, il est vrai, et il participa à la bataille de Varsovie.

Après la paix d'Oliva en 1660, l'armée de campagne a de nouveau été réduite à 4 000 hommes, en plus des troupes de garnison, mais maintenant le principe a été adopté de maintenir une force militaire permanente même en temps de paix. Jusqu'à ce moment-là, toutes les mesures prises par l'électeur ne peuvent être comprises que comme un appel à la formation d'unités de troupes uniquement lorsque des développements belliqueux réels ou menaçants se produisaient. Cependant, malgré toute l'opposition des États, le *miles perpetuus* (soldats permanents), conformément au modèle suédois, sur lequel l'électeur insistait expressément, a été établi, et lorsque Frédéric William est mort, il a laissé une armée bien organisée de 29 000 hommes.

L'histoire de l'armée brandebourgeoise-prussienne en développement est en même temps l'histoire de la nation prussienne.

La base de l'administration prussienne était la division du pays en districts (*Kreise*) avec à leur tête le président de district (*Landrat*). Le Landrat était un noble résidant dans le district, recommandé par les grands propriétaires fonciers du district et nommé par l'électeur. Il supervisait les relations des habitants avec les troupes cantonnées sur place ou en marche, assignait la responsabilité de la livraison des produits pour leurs rations, attribuait des logements, prescrivait la fourniture de transports et collectait les impôts pour payer les troupes ou pour compenser les dommages qu'elles avaient causés.

Au-dessus des présidents de district se trouvait la Chambre de guerre, qui découle du Commissariat supérieur de guerre, lequel prescrivait et administrait en continu des impôts et des livraisons, supervisait la construction d'installations militaires telles que des bâtiments, des dépôts et des forts, payait les troupes, et entretenait les routes et les ponts. En unissant ces chambres de guerre avec les chambres qui administraient les domaines royaux (1723), Frédéric-Guillaume Ier créa les *Bezirks-Regierungen* (gouvernements de district), qui existent encore aujourd'hui.

À l'origine, le maréchal de terrain était à la tête de l'ensemble du système militaire, alliant à la fois les fonctions de commandement et d'administration. Ensuite, l'administration a été séparée et d'abord confiée à un individu puis (1712) à un conseil, le Commissariat général. En fusionnant cela avec l'administration des domaines, tout comme il l'avait fait au niveau inférieur, Frédéric Guillaume Ier a créé la Direction générale (1723). De cette entité découla non seulement le ministère de la guerre mais aussi la plupart des ministères existants aujourd'hui, en particulier le ministère des Finances et le ministère de l'Intérieur. Par conséquent, d'un point de vue historique, la mère de l'administration centrale prussienne était l'intendance de l'armée.

Wallenstein avait exigé des régions qu'il occupait non seulement qu'elles fournissent des cantonnements et des rations pour les troupes, mais aussi qu'elles fournissent le salaire des soldats, y compris celui des officiers, pour lesquels le salaire le plus élevé était très important. Ce que les régions ne donnaient pas était perçu de force par les troupes elles-mêmes. Dans la coopération des autorités civiles avec les commandants militaires, un système administratif s'était développé qui s'occupait des troupes tout en épargnant le pays dans la mesure où il n'était pas complètement ruiné et que la vie économique pouvait se poursuivre. En temps de paix, l'administration (à l'exception du recrutement) était restée entre les mains des autorités civiles, qui percevaient systématiquement des impôts et amélioraient le système fiscal. De particulièrement importance et efficacité pour brandebourg était la taxe générale sur la consommation, le revenu intérieur, qui fut introduite en 1667 sur le modèle néerlandais.

Une fois l'armée permanente créée, elle a rapidement commencé à croître. Cela a d'abord été causé par les exigences des guerres contre Louis XIV, puis par les complexités de la grande guerre du Nord, et, une fois celle-ci terminée, par les efforts initiaux pour devenir une grande puissance, sous Frédéric Guillaume Ier, et enfin par la politique de conquête de Frédéric le Grand. À cet effet, il était important de trouver des hommes, ainsi que de l'argent.

Les fonds provenaient du système fiscal en constante évolution et de plus en plus exigeant, des domaines exploités de manière plus logique et intensive, d'un bon contrôle, et enfin également des subventions, que depuis 1688 les puissances maritimes étaient prêtes à verser aux princes

allemands pour fournir des troupes dans les guerres contre Louis XIV. De 1688 à 1697, la Brandebourg a reçu pas moins de 6 545 000 thalers, soit un tiers de ses dépenses militaires totales. Parmi les accusations qui ont provoqué la chute de l'excellent ministre Dankelmann, il y avait aussi la question de savoir pourquoi ils étaient financièrement embarrassés, puisque, après tout, les subventions auraient dû rendre le prince électeur riche.

Maintenant, le recrutement de la main-d'œuvre suscitait plus de préoccupations que le recrutement d'argent. Le recrutement volontaire n'était plus suffisant. Pendant la Guerre de Trente Ans, nous avons déjà entendu occasionnellement parler de l'enrôlement forcé pour le service militaire. Montecuccoli (*Oeuvres*, 2:469) proposait que "les orphelins, bâtards, mendiants et pauvres" qui étaient pris en charge dans les hospices soient formés comme soldats dans des institutions de formation militaire, à l'image des janissaires. Cela n'a jamais été tenté de manière pratique ; de tels corps de cadets pour l'homme ordinaire auraient coûté trop cher et produit trop peu. Aucune autre méthode n'a été trouvée que de développer l'enrôlement forcé en un système.

Les officiers saisissaient des hommes appropriés partout où ils les trouvaient et les forçaient, par des mauvais traitements, à s'enrôler. D'autre part, les fonctionnaires civils se voyaient attribuer un certain nombre de recrues à fournir aux régiments de leur district. L'arbitraire de ces actions sapait tous les concepts juridiques et causait les dommages les plus graves au pays. Les abus et la corruption étaient les résultats inévitables. Les officiers ainsi que les fonctionnaires utilisaient leur pouvoir de recrutement pour des réquisitions puis libéraient les hommes réquisitionnés en échange d'un paiement. "Les officiers," indique un ordre du 10 février 1710, "s'aventurent à mener fréquemment 'un commerce régulier' avec les soldats privés, les déchargeant en échange d'argent ou les vendant à d'autres régiments et compagnies." Les paysans ne voulaient plus apporter leurs produits en ville par crainte d'être saisis et remis aux recruteurs. Les jeunes hommes traversaient la frontière par centaines pour échapper au service. Le gouverneur de Poméranie rapportait en 1706 que les sujets seraient "totalement ruinés" par les méthodes de recrutement et d'autres charges. On a signalé depuis Minden en 1707 que les jeunes travailleurs agricoles n'étaient plus disponibles car le recrutement avait poussé les jeunes hommes dans les provinces voisines. En 1708, un règlement prescrivait que tous les hommes aptes au service qui "ne contribuaient rien au bien public devait être calmement levés et remis à la forteresse," où le gouverneur devait les remettre aux officiers de recrutement.

La situation est devenue encore pire sous Frédéric Guillaume Ier. Bien qu'il soit vrai que son accession au pouvoir coïncidait étroitement avec la fin des guerres françaises et que le roi lui-même ne menait pas de guerres coûteuses, à l'exception de la courte participation à la guerre du Nord, néanmoins son besoin en main-d'œuvre a augmenté, puisqu'il a doublé la taille de l'armée. De toutes les provinces sont venues les plaintes des autorités qui disaient que le recrutement poussait des hommes à fuir le pays et menaçait de détruire l'économie. La population s'est opposée au recrutement par la force, et l'auditeur général s'est plaint des nombreux effusions de sang qui en résultaient. Bien que le roi ait émis un ordre concernant les autres, censés empêcher la violence, puisqu'il recommandait lui-même la levée et la prise par la force des bourgeois et paysans désobéissants et de tels serviteurs « qui ne faisaient pas le bien », ou exprimait l'avertissement pour le recrutement volontaire de cette manière : « c'est-à-dire, qu'il n'y ait pas d'excès et d'actes extrêmes de force dans le processus, afin qu'aucune plainte ne soit entendue », ainsi « des actes de force moindres » semblaient être autorisés, et en réalité tout restait le même.

En théorie, cependant, il s'est développé, sans être reconnu par la période ou par le créateur lui-même, un changement de la plus grande importance dans la relation de l'armée au commandant national et, à travers lui, à la nation.

En plus de l'armée qui dépendait du recrutement, en 1701, le roi Frédéric Ier avait également organisé une milice territoriale qui poursuivait l'ancienne obligation de défendre le pays et dans laquelle des bourgeois et des paysans étaient « enrôlés », comme il était indiqué. Frédéric Guillaume Ier, immédiatement après son accession au pouvoir, avait dissous cette milice jugée militairement d'une valeur minimale, mais il avait adhéré au principe du service obligatoire et l'avait transféré à l'armée de métier. Forcé par la nécessité, un changement avait été opéré du recrutement volontaire à

l'enrôlement forcé, sans aucune base éthique ou légale possible. Maintenant, Frédéric Guillaume Ier déclara (édit du 9 mai 1714) que les jeunes hommes étaient « de par leur naissance naturelle et l'ordre et le commandement spéciaux du Très-Haut, responsables et obligés de servir avec leurs biens et leur sang ; » « le salut éternel dépend de Dieu, mais tout le reste doit dépendre de moi. » Cela a été considéré par certains comme la proclamation du grand principe de l'obligation militaire générale. Mais ce concept est erroné. Ce n'était que la proclamation du principe du pouvoir illimité de la nation, tel qu'incarné dans le roi, de disposer de ses sujets comme bon lui semblait, en fonction de ses besoins. L'idée que l'ensemble de la citoyenneté était appelée à lutter pour la nation était complètement absente, et personne n'aurait nié ce concept plus vigoureusement que Frédéric Guillaume Ier lui-même. À ses yeux, le service militaire était une profession comme les autres, une profession qui ne pouvait être bien pratiquée que si elle était exercée par des hommes ayant la formation technique nécessaire. Quiconque était soldat était soldat et, dans la mesure du possible, devait le rester toute sa vie. S'il y avait eu un nombre suffisant de recrues volontaires, Frédéric Guillaume Ier aurait été entièrement satisfait. Le fait qu'il ait également fait appel à ses sujets pour le service et les ait proclamés obligés en était seulement une étape supplémentaire dans le même concept et la même pratique que nous avons également vue en France sous Louis XIV. Mais c'est précisément par cette montée en puissance que l'armée et le peuple ont établi une relation entre eux qui n'existait pas auparavant, et d'un point de vue pratique, le recrutement sous Frédéric Guillaume Ier est devenu le précurseur de l'obligation militaire générale qui a été proclamée cent ans plus tard.

Après que des accords ont été souvent conclus par lesquels un régiment était assigné à un district spécifique pour son recrutement, le roi a émis un ordre général de ce type en 1733, qui, sous le nom de "règlement canton", a acquis une certaine renommée légendaire.

Cette idée semble si simple et évidente que l'on ne peut s'empêcher de se demander pourquoi elle n'est pas apparue plus tôt, au vingtième an du règne de ce roi. Le concept de base restait le recrutement volontaire, et l'expression « recrutement » a même été conservée lorsque la question est devenue celle d'une levée complètement régulière, mais l'attribution d'un district défini, non seulement pour le régiment mais aussi pour chaque compagnie, a donné une toute autre nature à l'activité de recrutement des capitaines. Les capitaines étaient dans de nombreux cas des propriétaires fonciers ou des proches de propriétaires fonciers et avaient préféré « recruter » les fils des paysans de ces propriétés. Cette relation patriarcale n'était pas sans valeur, mais elle était désormais rompue, et le zèle personnel en matière de recrutement était très limité. L'incitation à la réforme très étendue qui en a résulté a été donnée par l'expérience que les capitaines, dans leur concurrence ouverte pour le recrutement, empiétaient mutuellement sur le territoire des autres, cherchaient à dérober les recrues, et tombaient dans des querelles.

Le principal avantage du nouveau système était qu'une limite était établie sur l'arbitraire avec lequel un capitaine pouvait décider si un homme convenable devait devenir soldat ou non. De plus, les classes supérieures et certains groupes parmi le peuple qui semblaient particulièrement utiles à la vie économique du pays étaient protégés par des décrets. La noblesse, les fils d'officiels, les fils de bourgeois valant plus de 10 000 thalers, ceux des commerçants et des fabricants, les fonctionnaires de l'économie, les paysans possédant leur propre maison et ferme et leurs fils uniques, les fils de ministres qui étudiaient eux-mêmes la théologie, les travailleurs dans les industries favorisées par le roi mercantile - tous étaient « exemptés » de l'obligation cantonale. Avec le temps, ces exemptions ont été considérablement élargies. Mais les limites qu'ils établissaient étaient souvent seulement indéfinies ou plus larges qu'on ne s'y attendait. Par exemple, les fils de ministres n'étaient exempts que s'ils étudiaient eux-mêmes la théologie - c'est-à-dire ni tous les théologiens ni tous les fils de ministres. La ville de Berlin ne constituait pas un « district d'inscription », mais les officiers étaient néanmoins autorisés à « inscrire ici et là des chômeurs d'extraction modeste, par exemple, les enfants de cordonniers, de tailleurs et de gens communs semblables ». Par conséquent, un certain arbitraire demeurait, et cela aurait été complètement intolérable si un facteur externe n'avait pas fixé des limites très précises à cela. C'était la préférence de l'époque et surtout de Frédéric Guillaume Ier pour les « grands gars ». Aucun soldat ne devait mesurer moins de 5 pieds 6 pouces. En conséquence de cette limite, la grande majorité des jeunes

hommes étaient assurés dès le départ de ne pas être recrutés. D'autre part, les hommes mesurant 5 pieds 10, 5 pieds 11 et plus pouvaient éviter les recruteurs seulement avec difficulté, même s'ils appartenaient aux groupes exemptés. «Ne grandis pas ; sinon, les recruteurs te rattraperont», auraient dit les mères à leurs fils qui grandissaient rapidement.

Puisqu'il n'y a aucune assurance inhérente que la grande personne soit particulièrement courageuse, coriace, en bonne santé ou même forte, cette situation semble avoir été simplement une question d'humeur princière. Et le point fondamental pour cela n'était rien d'autre que le plaisir associé aux choses majestueuses et impressionnantes. Nous trouvons le même phénomène dans les légions romaines. Cependant, l'avantage était que cela offrait une norme objective pour le recrutement, et l'aspect arbitraire qui révoltait la sensibilité morale était repoussé. L'être humain, dans les questions concernant sa vie, souhaite que la décision soit prise par le destin et non par l'homme. Au XIX^e siècle, pour la même raison, la sélection par tirage au sort a été introduite.

Les capitaines inscrivaient ces garçons de "croissance appropriée prometteuse" qui leur semblaient convenir dès l'âge de dix ans ; ils étaient autorisés à porter un pompon spécial («*Puschel*») sur leurs chapeaux et recevaient un laissez-passer qui devait les protéger du recrutement par d'autres capitaines.

Après la guerre de Sept Ans, le roi Frédéric a émis de nouvelles dispositions régissant l'inscription qui ont élargi les exemptions, ont supprimé le prélèvement par les capitaines et l'ont transféré à une commission dans laquelle les autorités civiles collaboraient avec les régiments. La disposition selon laquelle seuls les hommes grands devaient être recrutés est restée, et cela a même conduit à la stipulation spéciale selon laquelle, parmi plusieurs fils d'un paysan, le plus petit devait reprendre la ferme.

Les armées mercenaires avaient pris leurs remplaçants dans les pays de tous les seigneurs, partout où ils se trouvaient disponibles. La levée, qui permettait désormais de renforcer les armées, n'excluait nullement le recrutement d'étrangers. Au contraire, l'arrangement cantonal n'était en réalité qu'un expédient, car le recrutement à l'étranger ne pouvait suffire quantitativement ou qualitativement sans que des hommes supplémentaires ne soient prélevés sur la levée. Plus on pouvait enrôler d'étrangers, mieux c'était, croyait-on, car la main-d'œuvre du pays était maintenue. Le sujet était plus utile lorsqu'il gagnait de l'argent et payait des impôts que lorsqu'il faisait son service militaire. Frédéric le Grand s'est fixé comme objectif en 1742 que les deux tiers des compagnies soient composées d'étrangers et d'un tiers d'indigènes.²⁴ Le recrutement a été effectué dans les régions allemandes qui n'avaient pas de troupes du tout ou seulement un petit nombre, en particulier dans les villes libres. Il y a également eu un recrutement très important en Pologne et en Suisse. Les officiers recruteurs prussiens n'avaient pas honte d'utiliser n'importe quel stratagème et n'importe quelle supercherie là où c'était possible, même la force, afin d'obtenir des hommes de grande taille utiles pour l'armée de leur roi. Même les gardes du corps des petits princes allemands n'étaient pas à l'abri d'avoir le roi de Prusse « prélevé » sur leur nombre. Une autre source importante a été fournie par les déserteurs, qui, pour une raison ou une autre, notamment parce qu'ils craignaient une punition, ont abandonné leurs couleurs et n'aimaient pas le travail civil ou n'en trouvaient pas. D'une liste de l'année 1744 qui a survécu par hasard, on peut déduire que dans une compagnie du régiment de Rettberg, sur 111 étrangers, 65 « avaient déjà servi d'autres potentats », c'est-à-dire avaient déserté. Dans une autre entreprise, le nombre était de 92 sur 119.

Pendant ses guerres, Frédéric le Grand a toujours fait recruter son armée dans les pays voisins ainsi que même sur le territoire ennemi, en Mecklenbourg, en Saxe, en Anhalt, en Thuringe et en Bohême, et il a même fait incorporer des prisonniers de guerre dans son service. Après la reddition à Pirna, il a même tenté d'attirer les hommes de l'ensemble de l'armée saxonne dans le service prussien après que les officiers aient été libérés. Il les a même laissés ensemble dans leurs bataillons et ne leur a donné que des officiers prussiens. Bien sûr, cela a mal tourné ; un certain nombre de ces bataillons se sont mutinés, ont fusillé leurs commandants et ont déserté vers les Autrichiens.

En 1780, le roi ordonna que les personnes reconnues coupables d'écriture non autorisée et d'incitation de ses sujets pouvaient être condamnées à un service militaire après avoir purgé leur peine.

Avec ce genre de matériel de recrutement, la désertion a naturellement eu lieu à grande échelle. Il n'y avait guère de document militaire du roi qui ne concerne la prévention de la désertion. En temps de paix, la désertion était facilitée par le fait qu'en Prusse, le « royaume des nombreuses frontières », comme l'appelait Voltaire, peu de villes étaient à plus de deux jours de marche de la frontière. Les soldats étaient contraints de se surveiller les uns les autres en permanence, et même les paysans étaient obligés, sous peine de punition sévère, de bloquer le chemin aux déserteurs, de les arrêter et de les remettre aux autorités.

Dans une lettre d'instruction du roi Frédéric datée du 11 mai 1763, les officiers ont également été invités à étudier le terrain. On pourrait penser que c'était dans un but de combat, mais la différence non seulement dans l'entraînement mais aussi dans l'esprit des armées des XVIIIe et XIXe siècles apparaît lorsqu'on compare notre supposition avec le contenu réel de cette lettre d'instruction. Elle se lit :

« Puisque Sa Majesté Royale a également constaté que la plupart des officiers sont si paresseux dans leurs garnisons qu'ils ne se familiarisent même pas avec le terrain autour de leur garnison, quelque chose qui est de la plus grande nécessité pour tous les officiers de connaître lorsqu'ils cherchent des déserteurs, Sa Majesté Royale ordonne donc aux commandants de régiment de donner aux officiers une permission d'une journée afin qu'ils puissent se familiariser avec le terrain montagneux, les défilés, les routes étroites et enfoncées, et autres, et cela doit être fait dans toutes les garnisons chaque fois que les régiments changent de cantonnement. »

En temps de guerre, la prévention de la désertion devait toujours être prise en compte lors des marches et au camp. Il ne devait y avoir ni marches de nuit, ni camp près d'une forêt, et lors des marches à travers les forêts, les hussards devaient se déplacer à côté de l'infanterie. L'ambassadeur français Valory, qui accompagna Frédéric sur le champ de bataille en 1745, a rapporté que, par peur des déserteurs, les commandants n'osaient pas envoyer de patrouilles même à une distance de seulement quelques centaines de pas. Même les mouvements stratégiques étaient affectés par cette situation ; en 1735, Frédéric-Guillaume I, sur les conseils de Léopold de Dessau, a refusé de faire marcher ses troupes à travers une zone sévèrement ravagée sur la Moselle car cela offrait la possibilité la plus dangereuse de désertion.

Étaient-ils vraiment capables de mener des batailles et de gagner avec des soldats ayant ce passé et ce caractère ? Dans la Guerre de Trente Ans, des prisonniers de guerre avaient déjà été incorporés à grande échelle dans les forces victorieuses. Ces mercenaires étaient indifférents quant au camp pour lequel ils se battaient ; pour eux, la guerre était leur vocation et leur métier, et ils passaient d'un service à l'autre sans aucun scrupule intérieur. Avec les soldats réquisitionnés du XVIIIe siècle, la situation était en quelque sorte la même. Cependant, à présent, une très grande partie, et dans les armées croissantes une part de plus en plus importante, s'engageait avec tant de réserves intérieures qu'ils ne pouvaient pas produire un corps de guerriers utile dans les formes du vieux système mercenaire. La création d'unités de troupes capables de combattre à partir d'hommes réquisitionnés à contrecœur n'était possible et ne peut être comprise que par le fait que les anciennes bandes de mercenaires s'étaient désormais intégrées dans les formations de l'armée permanente avec sa discipline.

La récalcitrance des lansquenets ne pouvait jamais être complètement surmontée, car le moment est arrivé où l'armée a été dissoute et les droits des commandants ont disparu. L'état de subordination n'était qu'une limitation temporaire de la personne et non une habitude à vie. Au fur et à mesure que les régiments prenaient une existence permanente, la discipline a acquis une base complètement nouvelle. Même pendant la Guerre de Trente Ans, avec tout le manque de discipline des bandes mercenaires envers les populations, il existait encore à l'intérieur une domination très bien développée de la part de la hiérarchie militaire, une véritable discipline, produite par la loi impérative de la guerre elle-même, et cette discipline était désormais maintenue en temps de paix mais également renforcée de plus en plus. Nous avons appris comment Maurice de Brandebourg-

Prusse redécouvrit l'art de la manœuvre, ou l'on pourrait dire qu'il le développa en une véritable technique, et les Suédois l'adoptèrent de lui. Cette technique a été sans cesse améliorée et utilisée pour amener les hommes sous le contrôle de leurs officiers et les soumettre à la volonté de leurs dirigeants. Marcher au pas, les positions de la mousquet, le pas de l'oie, le devoir de sentinelle précis, le tir de salves et les règlements de salut étaient tous des moyens d'endoctriner la volonté de l'homme dans la volonté du commandant. Mais pour entraîner une unité jusqu'à un point d'efficacité, il fallait beaucoup de travail et des méthodes rigoureuses. Comme Dilich l'a déjà fait remarquer en 1607, l'individu devait d'abord être entraîné puis l'unité—peloton, compagnie, bataillon, et les unités plus grandes. Les premiers règlements de drill en Allemagne ont été créés par le landgrave Maurice de Hesse. Wallhausen, *Kriegskunst zu Fuss*, p. 70, avait déjà écrit que lorsqu'un homme avait été dit une ou deux fois comment il devait se former et qu'il ne le faisait toujours pas, "alors une bonne correction est de mise ; car qui ne le fera pas sans coups, doit apprendre avec des coups." Cela devait déjà être assez sévère à l'époque, car Johann de Nassau considérait qu'il était nécessaire de signaler comme une mauvaise coutume la pratique de punir les hommes lors des exercices à la volonté des dirigeants par des coups ou des fouets. Il croyait qu'on ne devait punir qu'avec le "régiment" ou la "massue," car avec eux, il y avait moins d'abus à craindre.

Dans son règlement de 1726, Titre IV, Article XI, p. 222, Frédéric Guillaume Ier a prescrit : *« Un nouvel homme ne doit pas être de garde ni accomplir d'autres devoirs pendant quatorze jours ; pendant ce temps, il doit au moins apprendre à se former, afin qu'il puisse faire son service, et tout doit être enseigné à un nouveau recrue par des explications bienveillantes, sans engueulade ni humiliation, afin qu'il ne se sente pas dès le départ déprimé et craintif, mais qu'il développe du plaisir et de l'amour pour son service. Et lors des exercices, le nouveau recrue ne doit pas non plus être attaqué soudainement de manière excessive, encore moins être maltraité par des coups et le genre, surtout s'il est un simple ou un non-Allemand. »*

Frédéric le Grand a un jour explicitement prescrit : « Lors des exercices, personne ne doit être frappé, bousculé ou réprimandé. Un homme apprend à s'exercer avec patience et méthode, pas avec des coups. » Mais il continue en disant : « Quand un recrue s'oppose ou refuse de faire ce qui lui est ordonné, ou est malveillant... alors il doit être mis sous contrôle, mais toujours de manière raisonnable. » En réalité, tous les rapports indiquent qu'il y avait bien trop de coups lors des exercices. Mais rien n'est plus éloigné de la vérité que l'idée que l'exercice était une forme de jeu inutile. Le capitaine qui avait entraîné ses hommes au point de suivre son commandement à chaque instant avec le mouvement de chaque rang pouvait espérer les mener en avant avec son ordre face au feu ennemi. Les périodes des armées permanentes et les évolutions tactiques qui ont conduit les armées de Frédéric à la victoire étaient basées sur les mouvements précis des compagnies.

Même les hommes de peu de bonne volonté pouvaient être intégrés dans les corps tactiques qui étaient solidement soudés par la discipline et le drill. Ils devaient obéir à l'ordre de l'officier et aller de l'avant avec les autres. Plus la discipline devenait forte et plus on pouvait compter dessus, moins de valeur était accordée à la bonne volonté et aux autres qualités morales du recrue. Ainsi, les diverses caractéristiques de l'armée de métier se soutenaient mutuellement, pour ainsi dire : la masse apportait des éléments qui étaient en eux-mêmes peu guerriers et réticents, tandis que la discipline les rendait utiles et permettait l'incorporation de masses de plus en plus grandes de ce type. Plus le matériel était mauvais, plus la formation rigoureuse était nécessaire, la discipline qui faisait presque disparaître l'individu dans le corps tactique. D'un autre côté, le drill produisait de la discipline et la discipline permettait la précision et le raffinement du drill, qui était poussé de jour en jour et traitait l'individu comme un rouage presque facilement échangeable dans la machine. Même ceux qui avaient été enrôlés à l'origine complètement contre leur gré, par de véritables tromperies ou par la force brutale, s'étaient assez habitués à cette existence et avaient adopté plus ou moins l'esprit et la fierté de leur unité.

Dans l'armée prussienne, ce n'était pas seulement le soldat de rang qui était soumis à la rigueur de la discipline, mais aussi l'officier. Après la bataille de Mollwitz, lorsque le jeune roi a

apporté de nombreux changements dans l'armée, notamment dans la cavalerie, il a agi avec une telle sévérité que plus de 400 officiers auraient demandé leur licenciement.

Frédéric lui-même déclare, et les événements confirment son propos, que malgré tous les éléments peu fiables et mauvais, il existait encore, même parmi les soldats privés de son armée, un fort concept militaire d'honneur. Dans ses *Principes généraux*, il décrit son armée comme suit : *« Nos troupes sont si excellentes et agiles qu'elles prennent leur formation de bataille en un rien de temps, et il est à peine possible qu'elles soient soumises à une attaque surprise de l'ennemi, car leurs mouvements sont très rapides et souples. Si vous souhaitiez le service de mousquetaires, quelles troupes sont capables de tirer aussi puissamment que les nôtres ? Nos ennemis disent qu'ils se tiennent devant la colère de l'enfer lorsqu'ils doivent faire face à notre infanterie. Si vous souhaitiez que notre infanterie attaque uniquement à la baïonnette, quelle infanterie marcherait mieux vers l'ennemi qu'elle, d'un pas fort et régulier, sans vaciller ? Où peut-on trouver plus de sang-froid dans le danger le plus extrême ? S'il est nécessaire de tourner pour frapper le flanc de l'ennemi, ce mouvement s'effectue en un instant et se termine sans le moindre souci.*

Dans un pays où la classe militaire est la plus remarquable, le Brandebourg-Prusse où le meilleur de la noblesse sert dans l'armée, où les officiers sont des hommes de bonne naissance, et où même les habitants du pays, c'est-à-dire, les fils des bourgeois et des paysans, sont des soldats, dans ce pays, on peut être sûr qu'il doit y avoir un point d'honneur dans les troupes formées d'hommes tels que ceux-ci. Et cela est vraiment fort parmi eux, car j'ai moi-même vu que les officiers préfèrent tenir leur position et mourir plutôt que de céder, sans parler du fait que même les soldats de rang privé ne toléreront pas parmi eux ceux qui montrent une quelconque faiblesse, des hommes qui dans d'autres armées ne seraient certainement pas renvoyés. J'ai vu des officiers et des soldats de rang privé gravement blessés qui, néanmoins, n'abandonnent pas leurs postes ni ne souhaitent se retirer même pour avoir leurs blessures pansées. »

Nous avons aujourd'hui du mal à renoncer à l'idée que le soldat est un jeune homme. Dans l'ancienne armée prussienne, environ la moitié de l'armée avait plus de trente ans et pas un petit nombre avait plus de cinquante ans, avec quelques-uns même plus de soixante ans. L'âge moyen des sous-officiers peut être estimé à environ quarante-quatre ans.

En parallèle avec l'augmentation de l'armée de métier en temps de paix, est venue l'idée que les dépenses pouvaient être réduites en plaçant une partie de l'armée en congé. Sous Frédéric Guillaume Ier, cette pratique a été systématiquement développée et a été progressivement augmentée de plus en plus. Non seulement les natifs étaient renvoyés chez eux, mais aussi les étrangers étaient excusés du service en tant qu' "hommes non en service". Ils cherchaient une sorte d'occupation civile, si bien que Frédéric Guillaume Ier, dans ses règlements, exprime son inquiétude "qu'ils n'oublient pas leur métier et qu'ils restent soldats et ne redeviennent pas des paysans ou des bourgeois". Ce n'est que pendant la période d'entraînement d'avril à juin que l'armée était vraiment rassemblée. Ceux qui restaient sous les drapeaux étaient principalement occupés aux fonctions de garde.

Une caractéristique de la nature des armées permanentes, telles qu'elles se sont développées dans la seconde moitié du XVIIe siècle, était la nette distinction entre le corps de troupes et le corps des officiers, comme nous l'avons déjà vu dans l'armée française. En Prusse, cette distinction était encore plus marquée qu'en France, en ce sens que les officiers issus de la classe bourgeoise y étaient encore moins nombreux et que le niveau intermédiaire des « officiers de fortune » faisait défaut. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour déterminer comment cette forte séparation au sein des forces armées s'est progressivement développée. À l'origine, le mot « officier » avait un sens plus large et incluait les sous-officiers et même les musiciens. Ensuite, il y a eu la séparation basée sur le fait que les sous-officiers appartenaient à la même classe sociale que les soldats. Par conséquent, le corps des officiers dans le sens moderne s'est détaché pour former une classe distincte composée exclusivement ou presque exclusivement de nobles. Une indication remarquable de ce développement, dans le sens d'une plainte, se trouve dans le *Simplizissimus*. Il représente la hiérarchie militaire comme un arbre avec les soldats assis sur les branches les plus basses et au-dessus d'eux les « Wamsklopfer » (batteurs de rythme). La description continue :

« Au-dessus d'eux, le tronc de l'arbre a un intervalle qui est une section lisse sans brindilles, recouvert de matériaux merveilleux et de savons de jalousie inhabituels, de sorte qu'aucun homme, à moins d'être de la noblesse, ne peut y grimper ni par la virilité, ni par l'habileté, ni par la science, quel que soit le bon grimpeur que Dieu l'a fait. Au-dessus de la même place se trouvaient ceux des compagnies (Fähnlein), dont certains étaient jeunes et d'autres beaucoup plus âgés. Les jeunes avaient été poussés par leurs cousins, mais les vieux avaient en partie grimpé par eux-mêmes, soit sur une échelle d'argent, qu'on appelle « Schmieralia » (corruption), soit sur une marche que la fortune leur avait placée faute d'autres hommes. »

Pour répéter le point, ce développement était commun à tous les pays européens, mais dans aucune nation il n'a atteint une telle distinction marquée qu'en Prusse. Immédiatement après son accession au trône, Frédéric Guillaume Ier ordonna que "jamais personne d'autre qu'un noble ne soit nommé caporal (aspirant)", et après la fin de la guerre de succession d'Espagne, il congédia les officiers de la classe bourgeoise. Frédéric le Grand, chaque fois que les jeunes officiers aspirants lui étaient présentés et qu'il découvrait un roturier parmi eux, le poussait personnellement hors de la file avec sa canne. Ce n'est que dans le cas d'un talent exceptionnel qu'il appréciait les roturiers ; par exemple, il avait une grande estime pour le général Wunsch, fils d'un pasteur de Wurtemberg.

Dans l'artillerie et chez les hussards, la situation n'était pas tout à fait aussi stricte que dans l'infanterie et la cavalerie. En effet, les artilleurs étaient toujours considérés comme une étape intermédiaire entre les techniciens et les soldats, et les hussards, en tant que cavalerie légère, étaient censés former une troupe d'aventuriers audacieux, pour ainsi dire, à qui l'on interdisait pratiquement de se marier. Le hussard était censé chercher son bonheur par le sabre, disait Frédéric, et non par le fourreau (*vagina*). Aux autres officiers aussi, il accordait son consentement au mariage seulement si la mariée pouvait montrer qu'elle avait une fortune suffisante et était, comme son mari, de la noblesse.

Les jeunes nobles (*Junker*) étaient souvent recrutés dans l'armée à l'âge de seulement douze ou treize ans.

En 1806, sur les 131 officiers de première classe de l'infanterie de ligne, 83 étaient dans des bataillons de garnison et seulement 48 dans les régiments de campagne. Comme en France, il y avait également en Prusse des cas d'hommes bénéficiant de faux titres de noblesse. Il existe des récits d'agents de chancellerie affables de Brandebourg-Prusse 257 qui savaient comment insérer les trois lettres décisives dans les documents de personnel.

La relation originale entre l'officier et le commandant national était, comme avec les lansquenets, un contrat mutuel—une capitulation, comme on l'appelait. Même Derfflinger avait une fois refusé de suivre le Grand Électeur à la guerre à cause d'une capitulation rompue. Les officiers inférieurs étaient désignés par les colonels, mais progressivement cette pratique a évolué vers un système de nomination par le commandant en chef lui-même.

La pyramide hiérarchique allant d'enseigne et lieutenant jusqu'à maréchal, ou disons du soldat simple au maréchal, était presque identique dans toutes les nations européennes. Des influences espagnoles, italiennes, françaises et allemandes se retrouvaient dans ce système, qui était transmis d'un peuple à un autre. Le mot « maréchal » a subi les changements les plus remarquables. Il signifiait à l'origine seulement un palefrenier, mais il a été transféré à un certain nombre de fonctions civiles, tandis que dans l'armée française, il a conservé le sens de forgeron et sergent de cavalerie, tout en s'élevant au statut de titre du plus haut commandant. Le titre de « maréchal de camp » est apparu au seizième siècle comme colonel de cavalerie, en contrepartie du « commandant du régiment d'infanterie » (à Sievershausen, Albrecht Alcibiades avait trois maréchaux de camp), mais comme la cavalerie était à l'origine l'armée, le maréchal de camp est également apparu comme officier administratif ou préfet de camp. Montecuccoli (2:210) énumère cette séquence : généralissime, lieutenant général, maréchal, général de cavalerie, général d'artillerie, lieutenant maréchal.

La Prusse était une nation formée par accident à la suite d'héritages, une nation s'étendant de la frontière polonaise (plus tard russe) à la frontière néerlandaise, dont les territoires individuels n'étaient pas unis par des intérêts internes, mais exclusivement par la dynastie. La dynastie a créé la

bureaucratie et l'armée, les deux éléments qui formaient l'unité de cette nation. En l'absence de tout autre grand facteur, seule la loyauté vassale chevaleresque pouvait lier le corps des officiers au commandant suprême. La formation du corps des officiers était donc une continuation des traditions de la vieille noblesse guerrière, qui, bien sûr, était beaucoup plus représentée dans les marches et les zones coloniales, Brandenburg, Prusse, Poméranie et Silésie, que dans les anciennes régions allemandes à l'ouest de l'Elbe. À maintes reprises, dans ses écrits, Frédéric revenait sur le point que les roturiers n'étaient pas adaptés en tant qu'officiers, puisque leur attitude était orientée vers le profit plutôt que vers l'honneur. Mais il n'attribuait pas simplement aux nobles les qualités appropriées pour le service militaire ; il exigeait également que le noble serve effectivement, et Frédéric-Guillaume Ier, au désespoir des parents, avait fait en sorte que des agents montés enlèvent de force des garçons des domaines des nobles pour les amener au corps des cadets pour leur éducation militaire. Afin de garder leurs enfants, un certain nombre de parents ont tenté en vain de prouver qu'ils n'appartenaient pas à la noblesse prussienne. Le roi, cependant, est resté ferme dans son ordre et leur a fait dire qu'il prendrait bien soin de leurs garçons. Frédéric, lui aussi, avait des jeunes nobles en Silésie levés de cette manière.

Cependant, l'éducation que le corps des cadets fournissait ne dépassait guère celle de la *Volksschule*, et il y avait très peu d'hommes ayant une véritable éducation supérieure dans le corps des officiers prussiens. Le concept des princes des Goths selon lequel celui qui apprenait à craindre le bâton du maître d'école ne serait pas un brave guerrier n'avait pas encore disparu parmi la noblesse. Leopold von Dessau aurait dû ne rien enseigner à son fils Maurice, afin de voir ce que la nature pure pouvait accomplir. Frédéric lui-même préférait la compagnie des Français. Il n'est pas surprenant que, lorsque Berenhorst pouvait écrire qu'en 1741 quelque chose était ordonné par colonnes, les seigneurs se soient demandé : « Qu'est-ce que, au juste, des colonnes ? Cela signifie que je suis l'homme devant moi et où qu'il marche, j'y vais aussi. » Même dans la seconde moitié du dix-neuvième siècle, il y avait des officiers d'état-major et des généraux dans notre service qui, en tant que locuteurs originaux du bas-allemand (Plattdeutsch), ne pouvaient pas distinguer entre le datif et l'accusatif. À ce sujet, je peux ajouter une belle contribution personnelle. En 1879, lorsque je prévoyais d'emmener mon élève, un jeune prince, au corps des cadets et en discutais avec le chef du système de formation et d'éducation militaire, un général de cavalerie, il m'assura : « Je mets un accent particulier sur la grammaire » (« auf der Grammatik » au lieu de « auf die Grammatik »).

Au cours de la période des lansquenets, les officiers et les soldats étaient régis par les mêmes articles de guerre. La formation du corps des officiers nobles a conduit à des conditions spéciales. Peu après son accession au trône, Frédéric-Guillaume Ier a établi de nouveaux articles de guerre pour les sous-officiers et les soldats (12 juillet 1713), et en 1726, il a émis un règlement spécial de service pour les officiers. Il était stipulé que l'officier devait obéir sans question dans le service, "à moins que son honneur ne soit mis en cause." Frédéric le Grand a ensuite éclairci cela de manière à ce que l'officier insulté doive rester silencieux tant que son service durait ; "mais dès que son service est totalement terminé, l'officier peut chercher une satisfaction appropriée pour l'insulte."

Le corps des officiers aristocratiques garantissait au roi la loyauté et l'efficacité de l'armée. Grâce à la discipline, le corps des officiers devait avoir les hommes si bien sous contrôle qu'ils suivaient malgré tout danger, car le soldat devait craindre son officier plus que l'ennemi. Lorsque le roi n'était pas satisfait de la performance de quelques unités lors de la bataille de Zorndorf, il recommanda aux officiers l'utilisation de la verge. Le centurion romain, lui aussi, avait bien sûr contrôlé sa compagnie avec le bâton de la vigne, et la légion romaine, qui était disciplinée grâce à cet instrument, a vaincu les Grecs et les barbares, Hannibal et les Gaulois, et a conquis le monde.

Je répète ici que les lansquenets avaient, à leur époque, le droit de choisir un « leader » ou un « ambassadeur », qui les représentait en tant que « porte-parole constant, père et fiduciaire » dans leurs relations avec les officiers. Lorsqu'il était nommé, il promettait aux hommes : « de parler pour eux en tout temps comme ses fils et d'attirer l'attention du commandement supérieur sur les besoins de chaque individu, ainsi que sur les demandes et les maladies. » Il représentait également leurs intérêts en matière de paie, et les soldats lui promettaient qu'ils le soutiendraient comme un homme unique, même s'il « disait un mot de trop » et tombait ainsi en désaccord avec le

commandement supérieur. « Quoi qu'il arrive au leader au nom de ses soldats, cela doit également arriver à l'ensemble de l'unité. » Même avant la Guerre de Trente Ans, Wallhausen s'opposait à cette position et exigeait qu'elle soit éliminée : « Dans l'unité, le 'leader' cause plus de mal que de bien. Il n'est que son agiteur et l'avocat des soldats lors des mutineries. » Quelle était la différence avec la situation maintenant au dix-huitième siècle par rapport à de tels arrangements ! Plus on réalisait que les troupes mieux disciplinées étaient supérieures à celles moins disciplinées, plus le bien-être subjectif et les droits personnels étaient contraints de céder devant cette loi de la guerre, et l'exigence de subordination à la volonté du commandant avait non seulement brisé l'opposition de l'ancien lansquenet mais avait également créé une machine pour une sévérité qui formait le contraste le plus fort avec les concepts d'humanité, des concepts qui étaient en réalité produits précisément par ce même siècle. Le pouvoir des officiers prussiens sur leurs subordonnés était illimité et n'était même pas tempéré par le droit de se plaindre. La seule considération qui poussait même un capitaine dur à faire preuve de soin et de raison était qu'il pourrait rendre l'homme inadapté au service par des abus ou le pousser à la désertion, car dans ce cas, il aurait dû fournir la prime d'engagement pour le remplacement de l'homme. Dans la Garde, ce facteur n'existait pas, car ici ce n'étaient pas les capitaines mais le roi qui supportait les frais de recrutement. Pour cette raison, cependant, Frédéric jugeait approprié, dans son règlement pour la Garde déjà cité ci-dessus, de dire expressément que la punition devait être raisonnable et qu'il ne fallait pas dire en administrant la discipline : « Que le diable l'emporte, le roi doit nous en donner un autre. » Si un officier « frappait un camarade malade », il devait lui payer et était condamné à six mois à Spandau. Les capitaines devaient mieux prendre soin de leurs hommes, mais « cela ne leur coûtait rien, et donc ils ne demandent rien à leur sujet. »

Le concept selon lequel les capitaines devaient avoir un intérêt pour le bien-être de leurs hommes afin de prendre soin d'eux se retrouve également dans les écrits du maréchal de Saxe. Dans ses *Rêveries*, il rejette l'idée de faire fournir des recrues par les États, car les capitaines les laissent alors déperir.

Cependant, la course du gantelet se terminait souvent par le fait que l'homme était battu à mort.

Le lecteur n'a aucun doute sur le fait que la formation de l'armée brandebourgeoise-prussienne était fortement inspirée du modèle français. En effet, cette période des armées permanentes était celle où la culture française était la culture mondiale, et l'éducation allemande, en particulier, était complètement sous l'influence française. L'armée de Brandebourg a reçu un renfort spécial des huguenots qui ont été chassés de France et ont trouvé un nouveau foyer dans notre pays. En 1688, sur 1 030 officiers brandebourgeois, au moins 300 étaient français, c'est-à-dire bien plus d'un quart. En 1689, lorsque le prince-électeur Frédéric III commandait lui-même sur le Rhin, quatre de ses douze généraux étaient des huguenots. De nombreuses expressions françaises ont également été adoptées dans le langage de l'armée.

Si nous comparons les armées françaises et prussiennes du XVIII^e siècle, nous voyons que, malgré la similarité des éléments de base, il y avait des différences considérables.

Avec les Français, l'entraînement était limité à la pratique des mouvements nécessaires. Avec les Prussiens, il y avait un entraînement quotidien, et le service faisait des demandes continues aux officiers et aux hommes. Les officiers devaient vivre près de leurs hommes afin de pouvoir s'aligner avec eux à tout moment.

En Prusse, le corps des officiers était unifié, alors qu'en France, il y avait une différence entre les officiers nobles et bourgeois et particulièrement entre la noblesse de la cour et les nobles terriens. Ici, nous voyons les jeunes commandants de régiment et généraux en vue qui accèdent à leurs postes sans avoir suivi l'école rigoureuse de la véritable formation d'officier. D'un côté, cela peut être un avantage, car cela offre la possibilité de promouvoir ceux qui sont vraiment capables aux postes de direction à un jeune âge. En dernière analyse, cependant, ce facteur n'est pas le moins important lorsque nous cherchons le siège du mal qui rongait l'armée du drapeau de lys. Les généraux de cour de la guerre de Succession d'Espagne et de la guerre de Sept Ans, qui correspondaient avec Madame de Maintenon et Madame de Pompadour concernant leurs plans de

guerre et intriguaient continuellement les uns contre les autres, manquaient de la forte résolution guerrière qui est la qualité la plus décisive dans le leadership militaire à long terme. Ils ne manquaient pas de courage personnel et de zèle mais du véritable état d'esprit guerrier qui régit l'homme tout entier. Si nous nous demandons pourquoi l'armée française, malgré sa grande supériorité numérique, n'a rien pu accomplir lors de la guerre de Sept Ans contre les troupes de trois petits pays allemands, Hanovre, Brunswick et Hesse, qui étaient renforcés seulement dans une faible mesure par quelques Prussiens et Anglais, nous revenons encore et encore à ce point.

Les armées prussienne et française complétaient leurs rangs dans une mesure considérable avec des étrangers. En France, cependant, ces étrangers formaient leurs propres régiments ; en Prusse, il y avait, bien sûr, sur une base temporaire, de petites unités étrangères - Huguenots, Bosniaques, Hussards hongrois, Uhlans polonais - mais pour la plupart, les étrangers étaient affectés comme soldats recrutés aux mêmes régiments que les hommes levés des cantons. En 1768, l'armée aurait compté environ 70 000 natifs contre 90 000 étrangers. Il semblerait que ce soit un très grand avantage de l'armée française d'avoir principalement un caractère national, mais cet avantage n'était en aucun cas militairement important au XVIII^e siècle, car c'était précisément les éléments les plus faibles de la nation que l'on trouvait dans l'armée. Néanmoins, cette différence a eu une grande importance dans l'histoire mondiale. Le caractère national de l'armée française n'était pas suffisamment fort pour lui conférer une force spéciale, mais il était suffisamment important pour empêcher la rigueur de la discipline prussienne, proche de la barbarie. L'armée française n'avait pas de punitions corporelles, sans parler du droit illimité des officiers et des sous-officiers d'administrer des coups. En Prusse, avec le grand nombre d'éléments indésirables imposés à l'armée, cela était indispensable.

Lorsque la discipline de l'armée française était devenue très fragile après les échecs et défaites répétés de la guerre de Sept Ans, le ministre de la guerre, Saint Germain, tenta de la rétablir en adoptant des méthodes prussiennes et en introduisant des punitions par coups. Les Français avaient suffisamment de respect de soi pour ne pas tolérer cela, et la tentative dut être abandonnée, mais maintenant il y avait un effondrement complet de la discipline. Ce processus continua inexorablement alors que la nation dans son ensemble se détournait de l'autorité de la monarchie et adoptait le concept de la souveraineté du peuple. La grande Révolution française, qui a ouvert une nouvelle époque de l'histoire mondiale, fut rendue possible par le fait que l'armée abandonna le roi et rejoignit le mouvement populaire. Les étrangers, les régiments suisses, restèrent fidèles au roi, tandis que les régiments français le désertèrent. Même après le déclenchement de la guerre générale, toutes les tentatives de mettre fin au mouvement et de rétablir l'ordre, d'abord sous Lafayette puis sous Dumouriez, échouèrent précisément à cause de l'opposition de l'armée, dans laquelle la fierté nationale l'emportait sur la loyauté envers le commandant en chef national, qui avait pris une position opposée au concept national. Le fait que la Prusse ne fût pas un État national et n'ait pas d'armée nationale empêcha l'apparition d'un tel conflit intérieur là-bas. Les défauts de l'armée prussienne résidaient dans un domaine complètement différent, comme il devait être démontré de manière terrifiante en 1806.

Enfin, en tant que dernière différence entre les armées prussienne et française, n'oublions pas de réaliser à quel point le contingent militaire de la Prusse était beaucoup plus important par rapport à la population et à sa force économique.

La France semble avoir atteint le point culminant de sa force armée sous la monarchie lors de la dernière année de la guerre de Sept Ans, en 1761, lorsqu'elle comptait 140 000 hommes en Allemagne et 150 000 à l'intérieur et dans les colonies, pour un total de 290 000. Cela représenterait environ 1 et 1/5 pour cent de sa population. Au début de la grande Révolution, l'armée ne comptait que 173 000 hommes (soixante-dix-neuf régiments d'infanterie français et vingt-trois régiments étrangers), ce qui représentait environ 0,7 pour cent de la population.

L'armée prussienne comptait presque 100 000 hommes en décembre 1740, ce qui représentait 4,4 % des 2,24 millions d'habitants. À la mort de Frédéric, l'armée comptait 200 000 hommes, soit 3 et 1/3 % de la population, dont cependant, même pas la moitié (82 700 hommes)

étaient sous les couleurs pendant dix mois de l'année, mais cela représentait tout de même le double du ratio en France.

Chapitre 3 :

Drill. Changements de tactique au XVIII^e siècle

La Guerre de Trente Ans a été menée par une infanterie composée d'un mélange d'unités de hallebardiers et de mousquetaires. Le tir du mousquet était trop lent et trop incertain pour protéger une unité de mousquetaires d'une attaque de cavalerie en champ ouvert. Cette protection devait être assurée par les hallebardiers. Mais même Mendoza, qui pensait que la hallebarde avait un avantage sur toutes les autres armes, a lui-même déclaré à une occasion (Chap. I, p. 98) que les hallebardes ne s'affrontaient que rarement les unes les autres lors des batailles ouvertes, et que l'arme à feu était l'arme principale. C'était, donc, à la fin du seizième siècle, et en 1630, pendant la Guerre de Trente Ans, l'auteur militaire Neumair von Ramsla écrivait : « Les longues lances affaiblissent davantage la guerre qu'elles ne lui donnent du nerf. Les armes à feu armées les longues lances.

Il a été rapporté comme quelque chose d'extraordinaire lorsque les troupes à pied se battaient avec des hallebardes et des épées ; par exemple, à Leipzig en 1642, on disait que "les troupes à pied impériales se précipitaient directement sur les hallebardes des Suédois." Grimmelshausen, dans son *Springinsfeld* (1670), plaisante : "Quiconque abat un hallebardier qu'il aurait pu épargner tue un homme innocent. Un hallebardier ne nuit à personne qui ne court pas lui-même vers la lance." Néanmoins, les hallebardiers tenaient bon. Dès 1653, le Grand Électeur ordonna qu'un tiers de son infanterie dans les garnisons soit équipé de hallebardes (c'est-à-dire converti en troupes de campagne) et s'entraîne assidûment avec elles.

Lors de la bataille d'Enzheim (1674), les hallebardes ont encore joué un rôle, car Turenne avait formé un large carré de piquiers contre une attaque montée à grande échelle des Allemands, avec les mousquetaires au milieu. Les cavaliers n'ont pas osé s'en approcher.

Vers le tournant du siècle, cependant, les piques ont progressivement disparu des armées européennes. Les lances à sanglier ou chevaux-de-frise, qui étaient censées protéger l'infanterie contre la cavalerie durant la période de transition, n'ont pas atteint de réelle signification pratique.

La combinaison de la mise à feu par silex et de la hallebarde côte à côte a été remplacée par l'arme uniforme du fusil à baïonnette avec mise à feu par silex. Cela a également donné à l'armée permanente une apparence complètement différente de celle des bandes de mercenaires précédentes. Très tôt, l'idée est née d'insérer « un alène » dans le canon du fusil afin de le convertir en lance. Cependant, l'invention décisive est survenue après le milieu du dix-septième siècle sous la forme d'un manchon tubulaire qui était fixé autour du canon du fusil, de sorte que cette arme puisse être utilisée simultanément comme arme à feu et arme de combat rapproché. Mais cette baïonnette était encore très gênante lors du chargement, et la nouvelle technique ne devint complètement utile qu'avec l'invention du bras croisé, qui permit un chargement rapide et facile avec la baïonnette fixée.

À cette époque, le pétoire à mèche a été remplacé par le silex, dont les avantages, en particulier par temps de pluie, étaient évidents. Mais le désavantage de l'étincelle pas entièrement sûre semblait si grand qu'en 1665, Le Tellier interdisait strictement la nouvelle arme dans les articles de guerre français. Les silex trouvés lors de l'inspection devaient être immédiatement détruits par la commission et remplacés aux frais des capitaines dans les unités où ils avaient été trouvés. Par conséquent, une arme combinant un pétoire à mèche et un silex a été fabriquée, mais bientôt le simple mousquet avec le silex a prévalu. Une série complète de petites améliorations, dans la gêne à poudre, le trou d'allumage, le couvercle de la gêne, le rodage en fer au lieu de celui en bois, dans les anneaux pour l'insertion du rodage, dans la crosse du mousquet, et surtout aussi les cartouches en papier - ces améliorations rendaient constamment l'arme plus efficace et, au début du XVIII^e siècle, lui donnaient déjà une forme qui a été conservée avec peu de changements pendant

plus d'un siècle. Les guerres de Libération ont été menées avec presque le même mousquet que pendant la guerre de Sept Ans.

L'utilisation continue et l'amélioration de l'arme à feu ont progressivement conduit l'infanterie à abandonner son armure de protection et son casque en fer dès la fin de la guerre de Trente Ans, ce qui s'est traduit par une meilleure capacité de marche.

En raison de la meilleure formation des soldats de l'armée de métier, l'arme à feu constamment améliorée pouvait également être utilisée de plus en plus efficacement. Dans la formation à six rangs, les mousquets ne pouvaient tous être utilisés qu'en conjonction avec le caracol, et cela tombait facilement dans la confusion. Maintenant, la formation à six rangs a été réduite à quatre rangs, et finalement avec les Prussiens à trois, de sorte qu'en faisant s'agenouiller le premier rang, toutes les armes à feu disponibles pouvaient être tirées simultanément. Frédéric le Grand a même cherché à rapprocher la formation pour que pour quatre hommes, la largeur ne soit plus de quatre pas mais seulement de trois. Par un entraînement constant, la rapidité de tir dans cette formation a été augmentée au maximum. Étant donné la grande inexactitude du tir individuel, l'idée de viser a été abandonnée dès le départ, y compris toute formation au tir, et l'effet recherché était le feu de masse le plus rapide possible, le salve tiré sur commandement. Si Frédéric prescrivait encore que le tir ne devait pas être trop hâtif, "car un homme doit d'abord voir où il tire", le tir à viser fut même ensuite directement interdit. D'autre part, la plus grande importance était accordée au fait que la salve soit tirée simultanément, résonnant comme un seul coup. On supposait que l'impact simultané de tant de coups renforcerait l'effet démoralisant.

À Fontenoy (1745), les gardes français et anglo-hanovriens s'approchèrent à cinquante pas l'un de l'autre sans tirer. Les officiers des deux côtés s'offrirent courtoisement le premier tir. Les Anglais tirèrent la première salve, qui fut si meurtrière que le garde français fut presque complètement anéanti et le reste prit la fuite.

Scharnhorst enseignait dans sa *Taktik* (section 178) que le tir individuel devait être le plus soigneusement évité. Seules des salves devaient être tirées. En effet, dix hommes qui tombaient en même temps feraient reculer un bataillon plus rapidement que la perte de cinquante qui tombaient progressivement et à différents endroits. De plus, les hommes videraient leurs cartouches et leurs nombreux tirs rendraient leurs fusils inutilisables. Les silex s'useraient et les cartouches ne pourraient être mises en place que de force dans le canon obstrué. Enfin, les officiers perdraient le contrôle de leurs hommes.

Les salves étaient de préférence tirées par l'ensemble du bataillon ou par peloton. Le bataillon, formé en trois rangs, était divisé en huit pelotons. Les pelotons tiraient à tour de rôle très rapidement dans la séquence 1,3,5,7,2,4,6,8, de sorte que le feu avait un effet roulant continu. De cette manière, une attaque de cavalerie ne trouvait pas de temps mort dans les tirs lorsqu'elle aurait pu s'introduire. Mais cet idéal n'était atteignable que sur le terrain d'exercice. Selon Lloyd, Frederick lui-même aurait supposément dit que le tir par peloton serait le meilleur si cela pouvait vraiment être réalisé. Berenhorst raconte que seule la première salve pourrait peut-être être tirée comme prescrit, ou que deux ou trois pelotons auraient pu tirer dans l'ordre.

« Il y eut alors un tir général et un feu roulant général, où chaque homme qui a chargé appuie sur la gâchette, les rangs et les files se mêlent, les hommes du premier rang ne peuvent pas se mettre à genoux, même s'ils le souhaitent, et les officiers, du plus bas au plus haut grade, ne peuvent plus rien faire avec la masse mais doivent attendre de voir si elle avancera finalement ou reculera. »

Cette description porte le sceau de la caricature exagérée typique des écrits de Berenhorst en général ; néanmoins, elle est correcte dans la mesure où, au combat, la précision du terrain d'exercice était plus ou moins perdue.

L'attaque était censée se dérouler de telle manière que toute la ligne d'infanterie avance sous le feu continu des pelotons et finisse par se rapprocher de l'ennemi au moyen de la baïonnette. Mais les choses ne se passent presque jamais comme prévu. La période des armées permanentes atteignait le point d'un véritable combat à la baïonnette ; au moment où le camp attaquant s'approchait réellement, le défenseur avait déjà abandonné sa position. Frédéric a un jour écrit qu'il fallait rappeler aux soldats qu'il était de leur propre intérêt de se rapprocher de l'ennemi, et le roi

leur garantirait que l'ennemi ne se battrait plus. Nous reconnaissons à quel point ces tactiques correspondent à la composition de l'armée : le soldat ordinaire n'a d'autre choix que d'obéir. Il est conduit en avant, un officier à droite, un officier à gauche, et un autre derrière. Les salves sont tirées sur commandement, et finalement la formation pénètre dans la position ennemie, où un véritable combat n'est plus attendu. Avec de telles tactiques, pas tant que le bon vouloir du soldat n'importait, à condition qu'il soit seulement sous le contrôle de l'officier, et on pouvait même risquer d'enrôler des éléments très étranges.

Des concepts légendaires ont été formés concernant la rapidité avec laquelle les salves pouvaient être tirées. Par exemple, le général von Bernhardi, dans *On Present-day Warfare (Vom heutigen Kriege)*, écrit que l'infanterie prussienne au XVIII^e siècle était censée avoir tiré jusqu'à dix coups par minute. Mais c'est une impossibilité si évidente qu'on soupçonne que cela ne signifie pas des tirs par les soldats individuels, mais des salves par les pelotons ; c'est-à-dire que ce n'est pas la même unité qui tirait dix coups par minute, mais le bataillon réalisait dix salves de peloton en une minute. Toutefois, le rapport signifie en réalité que l'homme individuel pouvait tirer, sinon dix fois, au moins huit fois en une minute. En réalité, à l'époque de la Guerre de Sept Ans, deux à trois fois, et plus tard à peine quatre fois était le taux le plus élevé pouvant être atteint avec des cartouches réelles en salves sur ordre.

La portée du mousquet d'infanterie était courte ; on pourrait dire jusqu'à 300 pas. Les cibles ne pouvaient guère être atteintes à 400 pas.

Le problème le plus difficile était de tirer en se déplaçant, quelque chose qui est resté un problème même aujourd'hui, avec la ligne étendue de skirmishers. L'idéal était d'avoir des pelotons, qui avançaient constamment, s'arrêtaient et tiraient à tour de rôle. Mais cela était impossible en bataille, car l'expérience a appris qu'une fois que l'unité s'arrêtait pour tirer, il était difficile de la remettre en mouvement, et entre les deuxième et troisième guerres silésiennes, le concept s'est formé qu'il valait mieux que l'infanterie assaille sans tirer et utilise le tir uniquement pour la poursuite et la défense. Dans ce cas, le tir préparatoire était assuré uniquement par les canons des bataillons légers, qui étaient tirés par leurs équipages et accompagnaient l'infanterie. Puisque le tir effectif avait une portée d'à peine 300 pas et que le tir régulier ne devait être ouvert qu'à 200 pas - en effet, avec les Autrichiens, seulement 100 pas - la question s'est posée de savoir s'il n'était pas préférable, lorsque les attaquants étaient si proches, de charger immédiatement au lieu d'attendre pour tirer, une pause qui augmentait l'efficacité du tir ennemi. Le maréchal de Saxe, dans ses *Rêveries*, qui ont inspiré Frédéric à composer son poème sur l'art de la guerre, avait proposé d'attaquer sans tirer. Le prince Maurice de Dessau avait exprimé le souhait (1748) de recevoir un jour de Sa Majesté Royale l'ordre de "se porter sur l'ennemi sans recharger." En fait, même au début de la guerre de Sept Ans, Frédéric avait ordonné l'attaque sans tirer, et dans la recherche de la section d'histoire militaire et encore plus fortement dans le *Militär-Wochenblatt* 40 (1900), l'avis est exprimé que, par cette procédure, les méthodes de combat de l'infanterie allemande ont subi le changement le plus radical qu'elles aient jamais connu, et que cela a été à son désavantage. On a dit que c'était une erreur fatidique de la part du roi, un point prouvé de manière convaincante lors des terribles jours de Prague et de Kollin. Mais un autre critique dans la même source (94:2131) s'est correctement opposé à ce point en affirmant que le roi n'avait, après tout, interdit le tir que dans le sens d'exiger beaucoup pour obtenir un certain montant. On a prétendu qu'il voulait limiter le tir autant que possible mais supposait que l'unité, si elle ne pouvait avancer autrement, tirerait quand même. À Leuthen, l'attaque a de nouveau été faite avec tir, et en décembre 1758, le roi a même directement rejeté l'idée d'attaquer sans tirer. Par conséquent, l'interdiction de tirer n'était pas tant un changement révolutionnaire de tactiques qu'une expérience dans une tâche pour laquelle il n'y avait pas de solution rationnelle claire.

Nous pouvons ajouter que, selon une bonne source, malgré l'abondant feu des Prussiens, les pertes qu'ils ont infligées à l'ennemi n'étaient pas plus élevées que celles qu'ils ont subies eux-mêmes à cause du feu ennemi. Le principal avantage, par conséquent, que l'armée prussienne a tiré de ses exercices de tir était un avantage indirect, comparable aux manœuvres précises et au pas de

l'oie : à savoir, le renforcement de la discipline, la formation à maintenir l'ordre et la fermeté du corps tactique.

Puisque la formation carrée de l'infanterie avait été remplacée par une formation échelonnée, l'expérience avait montré qu'une ligne unique pouvait être rompue ou pénétrée trop facilement, et l'infanterie avait donc été formée en deux lignes, l'une derrière l'autre, deux échelons. Nous connaissons la formation en échelon comme un produit de la Deuxième Guerre punique. Mais l'origine et le développement des tactiques en échelon dans l'Antiquité et à l'époque moderne étaient différents. La raison de cette formation et son but étaient cependant les mêmes, malgré la différence d'armements. Bien que le deuxième échelon en tant que tel ne fût pas capable d'utiliser ses armes, il était prêt à combler les brèches dans le premier échelon, à soutenir les points faibles, à mener des mouvements de flanc et, en cas de nécessité, à repousser également les attaques par l'arrière. Plus le premier échelon devenait mince, avec sa formation en trois rangs, plus il avait besoin d'un tel soutien d'un deuxième échelon, qui, dans certaines circonstances, était même suivi d'un troisième et d'un quatrième. Contrairement au premier échelon, le deuxième n'avait pas besoin de former une ligne continue mais pouvait laisser des intervalles entre les bataillons et pouvait donc avoir moins d'unités. La distance entre les échelons variait de 150 à 500 pas.

Afin de soutenir dans une certaine mesure les flancs, qui étaient très vulnérables dans une telle formation, un bataillon a été stationné entre les deux échelons faisant face au flanc, de sorte que la formation globale pouvait être comparée à un long rectangle.

Plus la formation devenait peu profonde, plus le front était long. Cette situation est très avantageuse pour l'efficacité des armes, surtout si l'attaquant réussit à contourner l'ennemi, mais il est très difficile de l'exécuter. Il n'est pas facile même d'avoir une masse assez importante formée sur un long front et d'aligner les hommes sur un champ de tir de niveau, mais les faire avancer en ligne et sans rupture, et de surcroît sur un terrain inégal, ne peut être accompli que par des chefs totalement formés et des troupes bien entraînées. Lloyd dit que pour qu'une formation de bataille cohérente avance un peu plus d'un kilomètre, il fallait souvent plusieurs heures, et Boyen (1:169), dans ses mémoires, raconte que ses expériences lui ont appris qu'un bataillon déployé en ligne lors d'une journée de bataille ne pouvait être déplacé de manière ordonnée que très rarement ou presque jamais. La voix du commandant ne pouvait pas être entendue assez loin dans la confusion. Dans son Histoire de l'art de la guerre (Geschichte der Kriegskunst), qui parut en 1797, Hoyer a écrit : *« Parce qu'il n'était pas facile d'habiller correctement une si longue ligne et qu'il était presque impossible de la déployer à partir d'une colonne, les tacticiens les plus astucieux ont expérimenté les deux formations. Ils ont fait des efforts pour montrer comment on pouvait déplacer une armée dans différentes colonnes tant en avant qu'en arrière, puis former l'armée pour l'assaut en une ou deux lignes. Ces manœuvres exigeaient des troupes une flexibilité à laquelle elles n'étaient pas accoutumées auparavant. »*

Un zèle inflexible a été appliqué dans l'armée prussienne non seulement pour travailler sur l'entraînement traditionnel mais aussi pour s'efforcer d'atteindre une perfection, une rapidité et une flexibilité toujours plus grandes, ainsi que pour rechercher de nouvelles formations raffinées dans l'emploi des unités de troupe. Le roi lui-même, les généraux avec les princes de Braunschweig et d'Anhalt au service prussien, ainsi que l'ensemble du corps des officiers étaient animés du même zèle. Le produit le plus remarquable de cette activité créative fut la formation de bataille oblique.

Alors que la formation profonde originale de l'infanterie avait été transformée en une formation constamment plus peu profonde afin de renforcer sa puissance de feu, l'infanterie avait adopté une formation dans laquelle il était non seulement très difficile de se déplacer de manière ordonnée, mais aussi où les concepts de flanc et d'aile prenaient une importance de plus en plus grande. Dans une formation carrée, l'avant et les flancs sont également forts. Dans une formation linéaire, le flanc devient plus faible plus il est peu profond, et la distinctivité de l'aile devient plus importante plus elle est longue. L'idée surgit de rechercher une décision au combat non par une attaque frontale directe mais par une attaque sur un flanc ou sur l'aile.

Pour cette raison, nous trouvons déjà dans la guerre de Trente Ans qu'une armée qui se prépare à une bataille défensive cherche à protéger ses flancs par une sorte d'obstacle terrestre (sur

la Montagne Blanche en 1620). Nous trouvons également des tentatives pour attaquer l'ennemi sur son flanc (Wittstock, 1636).

Dans la guerre de succession d'Espagne, nous trouvons la bataille en aile. On n'attaquait pas l'ensemble du front simultanément mais on refusait une de ses ailes en lui fournissant des forces plus petites afin que l'autre aile, plus forte, puisse submerger la portion opposée de la ligne ennemie, l'enveloppant là où c'était possible. Höchstadt semble avoir été planifiée selon cette méthode, mais dans tous les cas, elle ne fut pas exécutée de cette manière. Ramillies et Turin étaient des batailles en aile, mais cela était davantage déterminé par des conditions de terrain spéciales que par cette méthode elle-même. Malplaquet, cependant, était complètement planifiée comme une bataille en aile, bien que, bien sûr, à la suite de plusieurs erreurs, elle ne fut pas livrée comme telle.

La théorie, elle aussi, a commencé à prendre en compte le nouveau problème. Auparavant, elle était issue d'une étude de l'antiquité et s'était constamment nourrie de cette période. Maintenant, la formation de bataille oblique d'Épaminondas était rappelée, ainsi que l'affirmation de Végèce : *« Lorsque les deux armées s'affrontent, l'une retire son aile gauche de l'aile droite de l'ennemi hors de portée de toutes les armes à projectiles. Notre aile droite, qui doit se composer de nos meilleures troupes, à la fois d'infanterie et de cavalerie, avance alors contre l'aile gauche de l'ennemi, se engage au corps à corps avec lui, et le brise ou l'engloutit afin de pouvoir l'attaquer par derrière. Ou l'on peut réaliser avec l'aile gauche ce que nous avons dit à propos de la droite. »*

Le premier théoricien plus moderne, si l'on met de côté une composition doctrinaire du duc Albert de Prusse, semble avoir été Montecuccoli. Dans son ouvrage *Sur l'art de la guerre* (*Von der Kriegskunst*), 1653 (paru en allemand en 1736 : *Werke*, 2:68), il donne la règle : « Attribuez les meilleures troupes aux ailes et commencez la bataille du côté qui est perçu comme le plus fort, et le côté le plus faible doit maintenir l'ennemi en place. » Des idées similaires sont exprimées dans d'autres écrits (2:352).

Évidemment, en se basant sur cette déclaration, Kheverhiiller, dans son *Court concept de toutes les opérations militaires* (*Kurtzer Begriff aller militärischer Operationen*), publié en 1738, écrit : « Placez les meilleurs hommes sur l'aile, commencez à établir le contact du même côté où l'on croit être le plus fort, et attaquez l'ennemi plus tard là où l'on est faible, en l'engageant avec des escarmouches ou en tirant parti du terrain. »

Le Français Folard, dont l'œuvre extensive sur Polybe a été utilisée pour un extrait réalisé par Frédéric le Grand, a publié avant son œuvre principale un livre intitulé *Nouvelles découvertes sur la guerre*, dans lequel il traite très en profondeur des batailles de Leuctre et de Mantinée (Partie II, Chap. 7), souligne les avantages de la formation de bataille oblique et loue le génie d'Épaminondas.

Frédéric a appris encore plus d'un autre Français, Feuquières, que de Folard et a intégré littéralement une part non négligeable de ses écrits dans ses propres instructions. Mais, à ma connaissance, Feuquières ne mentionne pas la formation de bataille oblique. Lorsque Frédéric monta sur le trône, donc, l'idée de la formation de bataille oblique existait déjà et était également déjà en usage pratique. Cependant, la théorie à ce sujet n'était ni pleinement développée ni répandue, et sa pratique, malgré quelques tentatives, n'avait pas encore accompli quoi que ce soit d'important. Néanmoins, nous devons supposer que dans les cercles de militaires réfléchis, il devait être habituel de parler de la formation de bataille oblique. C'était un concept qui était déjà en circulation. Précisément à ce moment-là, le vieux maréchal Puységur (mort en 1743) faisait sa dernière tentative pour achever son grand ouvrage, *l'Art de la Guerre*, qu'il avait déjà commencé près d'un demi-siècle plus tôt et qui fut ensuite publié par son fils en 1748. Dans ce travail, la formation de bataille oblique (« ordre oblique ») est clairement et exhaustivement discutée. Il ne fait aucun doute que Frédéric, qui a un jour écrit qu'il avait lu presque tout ce qui avait été écrit sur l'histoire militaire, avait déjà en tête la pensée de l'ordre de bataille oblique lorsqu'il partit pour sa première guerre. À Mollwitz, nous constatons que le roi a renforcé l'aile droite de son armée par rapport à la gauche, en particulier avec de l'artillerie lourde, et, selon son propre mot, a « refusé » l'aile gauche. Cependant, il ne s'agissait pas d'une vraie bataille d'aile, car en fin de compte, ce n'était pas l'aile droite avancée mais un mouvement vers l'avant de la gauche, qui avait subi très peu

de pertes, qui a entraîné la décision. En conséquence, il est d'usage de considérer l'attaque oblique des Prussiens à Mollwitz comme n'étant pas un exemple de la formation de bataille oblique mais plutôt comme un simple événement fortuit. Moi aussi, j'ai longtemps été enclin à cette interprétation, mais sur la base des études de Herrmann et Keibel, j'ai conclu que l'autre concept est le bon. En tout cas, à partir de Mollwitz, l'idée de la formation de bataille oblique était la complètement dominante tant dans les formations de bataille que dans celles des batailles de Frédéric qui ont été menées jusqu'à la décision.

L'application de cette idée était assez particulière aux aspects personnels et créatifs des tactiques de bataille du roi. Les débuts pratiques et théoriques de ce concept qui existait déjà n'avaient toujours pas porté de réels fruits. L'idée elle-même était simple et très ancienne, mais son application était difficile.

Il est, bien sûr, simple de rendre une aile plus forte que l'autre. Mais si l'ennemi s'en rend compte, il fait soit la même chose, soit charge en avant contre l'aile la plus faible de l'attaquant. La formation de bataille oblique ne devient pleinement efficace que si elle parvient à envelopper l'aile ennemie avec l'aile attaquante. Cependant, l'ennemi n'offre pas volontairement son flanc, mais se forme avec autant d'angle droit que possible par rapport à la direction d'approche de l'ennemi. L'attaquant a donc la tâche d'effectuer un grand mouvement de rotation ou un changement de direction en vue de l'ennemi. Cela était d'autant plus difficile que le développement des tactiques de base exigeait que l'ensemble du front de bataille doit former une ligne aussi continue que possible. Puysegur avait dit un jour que les bataillons avaient été formés auparavant avec des intervalles comme sur un échiquier, mais de nombreuses grandes batailles avaient été perdues à cause de cela, puisque chaque bataillon pouvait être débordé à travers les intervalles.

Il a ensuite dit que les intervalles avaient donc été réduits, mais que cette formation particulière dans laquelle les bataillons et les escadrons étaient alignés sans aucun intervalle était sans aucun doute la plus forte. Et c'est ce qui a été fait partout à l'époque de Frédéric. Il s'agissait donc d'avancer ce front continu, avec la cavalerie et l'artillerie, obliquement, en enveloppant l'ennemi lorsque cela était possible.

La formation oblique en elle-même ne présente bien sûr aucun avantage. L'avantage ne résulte que du fait que l'aile attaquante est également la plus forte, et que l'aile refusée, en étant retenue, immobilise une plus grande force ennemie. La marche d'approche oblique avec la force supérieure doit donc avoir lieu non seulement sur toute sa longueur mais aussi si rapidement que l'ennemi ne puisse prendre aucune contre-mesure et que l'attaque soit efficace par son effet de surprise. Le plus haut degré de la formation de bataille oblique est atteint lorsqu'elle réussit à contourner et envelopper le front ennemi.

Dans les documents de l'état-major général, le concept de formation de bataille oblique est limité à l'infanterie et à son front continu et ininterrompu. Le roi n'aurait soi-disant pas eu cette idée jusqu'à la période entre la deuxième et la troisième guerre de Silésie. Selon cette théorie, la formation de bataille oblique était une sous-forme complètement spéciale de la bataille de flanc et devait être nettement distinguée de celle-ci. En principe, une telle détermination spécifique de la terminologie ne peut pas être rejetée. Toutefois, à ce degré de précision, elle n'est pas indiquée et pas applicable, car pratiquement et historiquement, les limites sont fluides et ni la cavalerie ni l'artillerie ne peuvent être exclues. Je voudrais donc définir la question de cette manière : la formation de bataille oblique est cette forme particulière de la bataille de flanc dans laquelle toute la ligne de bataille forme un front avec les intervalles les plus petits possibles ou même un qui est complètement continu. Un élément essentiel de la bataille de flanc est qu'un flanc est avancé tandis que l'autre est retenu et que le flanc attaquant est renforcé et, si possible, frappe le front ennemi sur le flanc ou même à l'arrière. Ces caractéristiques s'appliquent donc également à la sous-forme de la bataille de flanc, la formation de bataille oblique. La formation de bataille oblique devient une sous-forme de la bataille de flanc en conformité avec les tactiques de base de la période, à partir desquelles, avec une logique inhérente, elle se développe. Le renforcement du flanc attaquant peut consister à renforcer l'infanterie en envoyant un échelon d'avance, un "attaque", comme on

l'appelait, devant le premier échelon ou en faisant suivre une réserve, ou encore en renforçant la cavalerie ou l'artillerie.

Si nous avons déjà entendu dire que le simple déploiement d'une armée en ligne ne devait en aucun cas être considéré comme acquis mais plutôt comme une œuvre d'art tactique, c'était d'autant plus le cas dans le déploiement en formation oblique. Au début, Frédéric ordonna simplement à un aile de marcher plus vite que l'autre. Mais cela, bien sûr, ne fonctionna pas. Des ruptures dans le front se développèrent nécessairement, et lorsque les commandants de bataillon cherchèrent à combler les intervalles, la formation se désagrégea dans le désordre. Pendant la décennie de 1746 à 1756, Frédéric travailla avec une énergie inflexible à la fois théoriquement et pratiquement pour trouver la forme la plus appropriée pour l'exécution de son idée. Un par un, il conçut et testa pas moins de huit méthodes différentes pour réaliser son déploiement oblique. Enfin, l'attaque en échelons lui parut être le meilleur type.

Plus tard, jusqu'en 1806, cette attaque en échelon, dans laquelle les bataillons ne se formaient pas simultanément mais s'alignaient les uns à côté des autres comme des marches, a été développée et pratiquée avec le plus grand zèle, mais son importance a été largement surestimée. Le résultat, en fin de compte, fut seulement que les bataillons successifs, dans un très court laps de temps, à peine quelques minutes entre un bataillon et l'autre, se trouvaient sur la même ligne que le bataillon d'aile qui avait commencé l'attaque. La seule bataille où la formation de bataille oblique avec échelons a été réalisée plus ou moins conformément au concept était Leuthen. Même là, ce n'était pas l'attaque en échelon qui était décisive mais le fait que le roi réussit à diriger l'armée prussienne dans sa marche d'approche avec un changement de direction inattendu, inaperçu de l'ennemi, contre l'aile gauche des Autrichiens. Il a transformé la marche d'approche par ailes en une marche par échelons ; c'est-à-dire que les quatre colonnes dans lesquelles les Prussiens avançaient, chacune consistant en une partie du premier échelon et la partie correspondante du deuxième, avec une cinquième colonne comme échelon avancé, tournaient par pelotons à un angle et marchaient sur près de 2 miles le long du front ennemi jusqu'à ce qu'ils arrivent en face de l'aile la plus extrême des Autrichiens. Là, les pelotons, qui avaient maintenu une distance suffisante les uns des autres, se mettaient en ligne. De cette manière, trois échelons, y compris l'échelon avancé, étaient formés, et les hussards prenaient position derrière eux comme un quatrième échelon. Dans cette formation, ils attaquaient l'aile autrichienne sans la contourner ou l'envelopper, mais ils étaient numériquement supérieurs grâce à la profondeur des quatre échelons. Le fait que les bataillons attaquaient désormais non pas complètement simultanément mais en échelons n'avait pas de signification particulière et n'était même mentionné que de manière assez incidente par le roi dans son propre récit. La formation oblique que le front prussien formait face au front autrichien au moment de l'attaque était quelque peu accentuée, pour ainsi dire, par l'attaque séquentielle des bataillons. L'aspect écrasant, cependant, était la formation courte et comprimée qui se tournait exclusivement contre l'aile gauche des Autrichiens tout en laissant totalement hors de contact l'aile droite du front autrichien de 4 miles de large. Ainsi, l'aile gauche des Autrichiens fut défait avant qu'elle puisse être renforcée par l'aile droite. Bien que les Prussiens ne comptaient que 40 000 contre plus de 60 000, ils avaient néanmoins la supériorité numérique dans chaque élément individuel de la bataille.

Le facteur important, donc, n'était pas l'attaque en échelon et même pas l'arrangement oblique de l'attaque, mais la manœuvre tactique en tant que telle, la flexibilité qui permettait au commandant d'une armée prussienne de la mener en ordre complet le long du front ennemi et d'approcher un flanc ennemi, ou, si possible, de l'envelopper, si rapidement que l'ennemi n'empêchait pas cette manœuvre par une offensive de sa part.

Des idées similaires n'étaient en aucun cas complètement inconnues des ennemis non plus. La bataille de Rossbach est un contrepartie précise de Leuthen. Hildburg-Hausen et Soubise ont tenté de contourner l'armée prussienne, mais pendant qu'ils marchaient, les Prussiens, qui s'étaient déjà déployés, ont attaqué, s'engageant dans leurs colonnes de marche et, par la force de leur assaut, ont complètement submergé l'ennemi avec à peine des pertes. Si les Autrichiens à Leuthen, au lieu de rester fermes dans leurs positions défensives, avaient porté une telle offensive contre les Prussiens en marche au bon moment, ils auraient certainement gagné la bataille.

Le combat d'infanterie de la Guerre de Trente Ans à la Guerre de Succession d'Espagne s'est souvent transformé en une série de combats locaux qui se déroulaient de manière très obstinée. L'importance accrue des exercices et l'accent de plus en plus fort sur l'unité tactique ont également changé le caractère du combat. La lutte pour des localités était évitée autant que possible, car cela désintégrait le corps tactique. Frédéric interdisait expressément de placer les soldats dans des maisons. Le général von Hopfner donne une image très fidèle des tactiques de Frédéric dans son *Histoire de la guerre de 1806 (Geschichte des Krieges von 1806)* :

« Dans ces tactiques, tout dépendait de la décision obtenue dès le premier coup. La masse entière avançait en ligne, tirait quelques salves de bataillon, puis recourait à la baïonnette. Ce qui ne pouvait pas être accompli de cette manière ne pouvait tout simplement pas être réalisé. Le grand roi avait sans doute compris l'aspect critique de cette méthode de combat lorsqu'il engagea ainsi toutes ses forces dans l'abîme de la bataille en un seul mouvement. Mais il ne connaissait guère d'autres antidotes que l'attaque avec un aile retenue et en échelons, dans laquelle au moins une partie de l'armée demeurait encore à sa disposition pour le moment. Mais ce n'était pas une mesure draconienne, mais plutôt une à utiliser contre un ennemi qui n'était pas submergé par le premier coup, menant après quelques instants à une bataille parallèle avec toutes les forces. »

Il est, bien sûr, impossible de tracer une distinction nette. Même sous Frédéric, le premier coup ne décidait pas toujours de tout ; dans certains cas, de longues batailles se déroulaient, mais on peut dire en général que, remarquablement, sous Eugène et Marlborough, les batailles étaient plus similaires à celles de Napoléon qu'à celles de Frédéric. Les commandants et les troupes se déplaçaient plus librement. C'est précisément l'excellente formation aux mécanismes des mouvements militaires et des actions sur le champ de tir prussien qui les liait à cette technique et rendait les combats plus flexibles difficiles.

Les Prussiens, tout en renforçant les tactiques linéaires à leur plus haute efficacité, n'ont pas seulement échoué à atténuer leur faiblesse naturelle, mais l'ont plutôt augmentée. Ces bataillons bien alignés, tirant salves, étaient mis en désordre par chaque irrégularité du terrain et ne pouvaient se battre ni dans les villages ni dans les forêts. Cette situation était d'autant plus critique que les Autrichiens, grâce à leurs Croates, disposaient d'une infanterie légère très utile, composée de fils de la nature qui savaient mener des combats dans des situations dispersées. La feu de salve prussien n'était pas efficace contre ces irréguliers, qui tiraient de positions couvertes. À Lowositz et Kollin, ils ont également joué un rôle important dans la bataille indécise, et le fait que les Prussiens aient été victorieux à Leuthen était peut-être en partie dû à l'absence apparente des Croates.

Au début de la Guerre de Sept Ans, le roi forma quatre bataillons libres en tant qu'infanterie légère, et à la fin, il en avait vingt-six. Mais ces bataillons libres ne pouvaient pas rivaliser avec les pandours et les Croates. Parmi les habitants de la frontière, qui eux-mêmes étaient encore à moitié barbares et vivaient en guerre continue avec les Turcs, Marie-Thérèse avait une source unique de capacité guerrière, qui faisait défaut au roi de Prusse. Encore et encore, il se plaignait des grands dommages que ces bandes indisciplinées lui causaient en guerre de guérilla par leurs mouvements de couverture et l'observation de ses propres mouvements. Combien les bataillons libres prussiens ont réellement accompli ne peut être reconnu qu'en partie et de manière incertaine à partir des sources. Bien que des mouvements réussis soient rapportés, le roi lui-même n'accordait pas une grande estime à ces unités. Le 24 mai 1779, il écrivait au général Tautentzien que les officiers de ces bataillons étaient « en général, négligés et de mauvais matériel. » Pour lui, ces unités n'étaient qu'un mal inévitable, pour ainsi dire, et elles étaient d'autant moins capables d'accomplir quelque chose de remarquable en ce que Frédéric lui-même ne comprenait pas correctement leur nature et ne leur donnait aucune formation compatible avec cette nature. Pour réussir quelque chose dans un combat dispersé, les hommes auraient dû posséder soit une forte tendance guerrière, comme les Croates, les pandours et les cosaques, soit une très forte volonté, qui pouvait être systématiquement entraînée pour un accomplissement militaire. Mais il n'y avait pas de place dans le corps des officiers prussiens pour l'idée d'un tel entraînement. Pas moins qu'une personne nommée Ferdinand de Brunswick a écrit à propos des pandours et des Croates autrichiens qu'ils « se cachent toujours derrière les arbres comme des voleurs et des bandits et ne se montrent jamais en plein champ,

comme il convient à de braves soldats. » Le roi lui-même ne pensait pas très différemment. Était-il censé développer systématiquement un esprit aussi répréhensible dans sa propre armée ? Mais comme ils étaient, après tout, indispensables, il en est né un monstre hideux.

Les bataillons libres prussiens avaient une composition qui n'était pas meilleure mais même pire que celle des bataillons de ligne. Ils n'avaient pas de soldats indigènes mais étaient constitués d'aventuriers, de déserteurs et de vagabonds qui se distinguaient des fantassins réguliers uniquement par le fait qu'ils manquaient de l'élément qui rendait cette dernière force forte, à savoir la discipline. Des hommes recrutés de force pouvaient être instruits pour exécuter en formation ce qui était exigé d'eux, mais pas dans le combat de tireurs, où l'individu se camouflait selon sa propre perception et son désir, avançait et se battait dans le même esprit. Il est assez surprenant que des leaders individuels comme Mayer, Guichard et le comte Hardt aient encore pu se battre avec succès avec ces unités qui étaient presque des bandes de voleurs. En plus des bataillons libres, des compagnies de *Jäger* (*chasseur*) ont été formées à des fins similaires, mais, au contraire, elles étaient composées d'hommes particulièrement efficaces et fiables, fils de forestiers autochtones, qui avaient ainsi la perspective d'être nommés dans le service forestier.

Nous avons suivi le développement de la cavalerie jusqu'à l'époque de Gustave II Adolphe, qui a supprimé la caracole, a réduit le pistolet à une fonction d'arme auxiliaire, et a ordonné l'action de choc formée de près avec l'épée large comme principal mode d'attaque. Le développement a continué dans cette direction. Tout dépendait de la réalisation de l'action de choc avec une formation complètement fermée aussi longtemps et aussi rapidement que possible. Mais cela était très difficile. De nombreux entraînements étaient nécessaires, et ces entraînements étaient très éprouvants pour les chevaux. Par conséquent, les colonels, qui souhaitaient ménager leurs chevaux, les faisaient avancer au trot dans des attaques plus courtes ou seulement avec un bref galop à la fin. Bien que le prince Eugène ait ordonné l'attaque au galop entier, il n'a pas réussi à l'exécuter. Frédéric-Guillaume I ne comprenait pas le bras monté, et aussi remarquable que s'est avérée l'infanterie qu'il avait formée lors de la bataille de Mollwitz, aussi peu, d'autre part, ne fut réalisé par la cavalerie prussienne dans cette bataille. Elle a été complètement submergée et chassée du champ de bataille par la cavalerie autrichienne, qui était, il est vrai, numériquement supérieure. Le roi Frédéric lui a insufflé un nouvel esprit ; l'année suivante, elle s'est comportée complètement différemment à Chotusitz, et dans la décennie précédant la guerre de Sept Ans, les accomplissements de la cavalerie sont devenus continuellement plus importants. Alors qu'en 1748, Frédéric se contentait encore d'attaques de 700 pas, en 1755, il exigeait 1 800 pas, les derniers étant effectués au galop complet. Il exigeait de ses commandants qu'ils ne se laissent jamais attaquer mais attaquent toujours. « Quand le grand mur, formé de près, frappe soudainement l'ennemi avec impétuosité, de cette manière, il ne peut en aucune manière offrir de résistance. » On suppose que von Seydlitz a exprimé cette idée une fois en disant que la cavalerie gagnait la bataille non pas avec le sabre mais avec le fouet de monte. Ou avec l'expression « Dans l'attaque, en un groupe de six hommes, c'est un scélérat qui se laisse écraser derrière. » Le corps tactique fermé enveloppait l'individu à tel point que le roi souhaitait voir le combat rapproché éliminé autant que possible, car « le simple soldat déciderait alors de la question », et on ne pouvait pas compter là-dessus. Par conséquent, les escadrons devaient chevaucher non seulement avec les hommes complètement serrés, éperon contre éperon ou même genou contre genou, mais aussi dans le premier échelon, il ne devait y avoir guère d'intervalle entre les escadrons. L'attaque devait passer à travers le premier échelon ennemi, le poussant devant l'attaquant et brisant également le deuxième échelon ennemi, et seulement après ce deuxième succès, Frédéric considérait le combat rapproché comme permis.

Dans la guerre de Sept Ans, la cavalerie autrichienne aurait supposément tiré avant d'utiliser le sabre.

En France, le développement a été entravé par le fait que les chevaux et l'équipement appartenaient aux capitaines jusqu'à une réorganisation par le duc de Choiseul (entre 1761 et 1770), et les capitaines souhaitaient éviter toute usure. Le pas et le trot étaient les deux seules allures. C'est le Comte de Saint-Germain qui a d'abord amené l'attaque au galop en 1776.

Le général von der Marwitz a écrit au sujet de l'attaque au galop :

« Cette masse doit toujours percer. Il est possible qu'elle puisse être propulsée vers le haut ou qu'elle tombe dans une route en contrebas, faisant des centaines de blessés graves. Mais il est impossible qu'elle se maintienne ou se retourne, car dans cette confusion, cette fureur et ce tumulte, lorsque des centaines de chevaux se précipitent en masse serrée, même le meilleur cavalier n'a plus le contrôle de son cheval ; tous s'enfuient. Mais même si un homme ou l'autre parvenait à maîtriser son cheval, il ne peut être question de s'arrêter, car il serait immédiatement heurté par ceux qui chargent derrière lui. Par conséquent, il n'y a aucun doute ; si une telle attaque est entreprise, elle créera une brèche ou le régiment ne sera plus jamais vu. »

Que se passe-t-il maintenant si deux attaques de ce type devaient se chevaucher ?

Comme nous l'avons entendu ci-dessus, le combat à la baïonnette n'est presque jamais survenu, de même, selon une étude du Général Wenninger, le cas de deux escadrons s'affrontant avec tout leur poids et en formation serrée ne s'est jamais produit. Dans une telle situation, les deux camps s'effondreraient.

Le général Pusyrewski, dans son *Etude sur le combat (Untersuchung über den Kampf)*, écrit dans le même esprit :

« Un véritable affrontement n'existe jamais ; l'impression morale d'un des opposants renverse l'autre un peu plus tôt ou un peu plus tard, même si cela ne devrait pas être avant qu'ils ne soient à la longueur d'un nez l'un de l'autre. Avant le premier coup de sabre, un côté est déjà battu et se tourne pour fuir. Dans un véritable affrontement, les deux côtés seraient détruits. Dans la pratique réelle, le vainqueur perd à peine un homme. »

Le général von der Marwitz déclare que la situation est complètement différente lors d'une attaque d'infanterie. Dans *Schriften*, 2:147, il écrit :

« Quiconque a déjà participé à une attaque de cavalerie, chargeant contre l'ennemi, sait très bien qu'aucun cheval ne montre le moindre désir de pénétrer dans la masse qui s'approche, que, au contraire, ils s'arrêtent et essaient de se retourner à chaque fois. Si l'attaque ne doit pas échouer complètement, chaque cavalier doit empêcher son animal de faire cela. »

C'est-à-dire qu'il doit le pousser en avant.

Pour accomplir cela, les Français avançaient en formation serrée mais lentement.

Cette cavalerie de bataille était très mal adaptée à la tâche importante du renseignement, voire même de la poursuite. On a dit que les dirigeants de l'époque ne comprenaient pas comment utiliser la cavalerie pour le renseignement. En 1744, lorsque Frédéric avait avancé dans le sud de la Bohême, il avait l'impression d'être coupé des autres, et malgré le fait qu'il avait une force de cavalerie de presque 20 000 hommes, il était incapable de déterminer pendant assez longtemps où se trouvait l'armée autrichienne. La même chose s'est produite en 1759 pour l'armée du comte Dohna, dont la mission était de se diriger vers Poznań et de fixer les Russes. L'État-major, 10:175, a écrit qu'il semblait qu'on ne devait pas permettre à cette arme coûteuse et difficile à remplacer de sortir du contrôle direct et que, si à un moment donné des patrouilles individuelles avaient été envoyées à une distance considérable, rien n'avait été fait pour leur permettre de faire rapport à temps. Mais cette maladresse pourrait aussi venir plus fondamentalement du fait que la cavalerie incluait de nombreux hommes peu fiables, certainement pas autant que l'infanterie, mais tout de même trop nombreux pour permettre de les envoyer à travers la campagne par leurs propres moyens en patrouille. Comme dans le cas de l'infanterie, tout l'esprit de l'entraînement n'était pas axé sur l'accomplissement du guerrier individuel mais sur l'unité tactique solide. Les missions de reconnaissance, cependant, nécessitent la formation de chaque individu jusqu'au point d'autonomie et d'initiative individuelle. Ce n'était donc pas tant le manque de capacité des commandants supérieurs que le résultat naturel de toute l'organisation qui déterminait l'efficacité élevée mais unilatérale de la cavalerie.

Frédéric a reconnu cet échec à un stade précoce et, comme pour l'infanterie, il a également formé pour la cavalerie une arme spéciale pour combler ce manque. Ce étaient les hussards, qui n'étaient pas comptés comme faisant partie de la cavalerie. Le père de Frédéric ne lui avait laissé que neuf escadrons de hussards ; Frédéric augmenta leur nombre à quatre-vingts. Il y voyait des hommes avides de guerre, d'aventure et de butin, qui, s'ils avaient un demi-degré de liberté, n'étaient

pas prêts à désertir mais pouvaient, pour cette même raison, être utilisés pour empêcher les désertions dans les autres unités de troupes. Mais pour la même raison, ils étaient trop faiblement organisés pour ce qu'il exigeait de sa cavalerie au combat. À Leuthen, ils formaient un quatrième échelon derrière l'infanterie. On comptait particulièrement sur eux durant les poursuites.

Même avant la guerre de Sept Ans, cependant, l'entraînement des hussards est devenu plus similaire à celui des autres régiments montés.

Plus d'un quart de l'armée de campagne de Frédéric en décembre 1755 était composé de cavaliers (31 000 contre 84 000 fantassins). Dans la première moitié du seizième siècle, les troupes d'infanterie étaient proportionnellement beaucoup plus nombreuses ; dans la seconde moitié du siècle, à mesure que la transformation des chevaliers en cavalerie était achevée, cette dernière augmentait à nouveau, et parfois pendant la guerre de Trente Ans, elle atteignait la moitié de la force de l'ensemble de l'armée et même plus. Dans les armées permanentes, l'arme la moins coûteuse, l'infanterie, a de nouveau augmenté. Sous le Grand Électeur, la cavalerie ne représentait qu'un septième de la force de l'armée. Puis elle a de nouveau été progressivement augmentée jusqu'à sa force maximale sous Frédéric.

Comme pour les deux autres branches, l'artillerie a également été constamment améliorée et a vu son efficacité accrue. En tant que création spéciale, Frédéric a formé l'artillerie à cheval. Ne nous attardons pas sur les détails des canons, qui tendent maintenant vers un poids plus léger et une mobilité accrue, puis vers un renforcement en raison du gros calibre et du groupement en batteries. Le principal changement dans cette branche - à savoir l'énorme augmentation de l'artillerie lourde - n'est pas venu des Prussiens mais des Autrichiens, qui ont cherché et trouvé dans ces pièces lourdes leur protection contre l'esprit agressif des Prussiens. Frédéric a alors accepté avec réticence la nécessité de suivre les Autrichiens sur ce chemin. À Mollwitz, l'armée autrichienne avait 19 canons, un pour chaque mille hommes, tandis que les Prussiens en avaient 53, soit 2,5 pour chaque mille hommes. À Torgau, les Autrichiens avaient 360 canons, soit 7 pour chaque mille hommes, et les Prussiens en avaient 276, soit 6 par mille hommes.

Chapitre 4 : Stratégie

La transition de la stratégie du Moyen Âge aux idées et à la conduite de la guerre de la période moderne a été traitée par Machiavel. Nous avons constaté que le nouveau développement commence avec la réapparition du corps tactique de l'infanterie équipé de l'arme de combat rapproché. Ce n'est qu'à partir de ce point qu'il y eut à nouveau une véritable stratégie dans le plein sens du terme. L'adage souvent répété selon lequel la guerre au Moyen Âge était l'application de la force brute mais qu'elle était devenue une science depuis la Renaissance soulève des idées qu'il faut rejeter sous tous les aspects comme fausses. Ni la guerre au Moyen Âge n'était rien d'autre que de la force brute, ni n'est-elle devenue une science à ce moment-là. La guerre est toujours un art et ne peut jamais devenir une science. La relation de l'art à la science ne peut exister que par le fait qu'elle est amenée à une compréhension de soi grâce à des considérations théoriques—c'est-à-dire scientifiques—et de cette manière devient d'autant plus capable de former ses maîtres. Nous avons vu que la tactique a en effet été influencée par l'étude scientifique dans son développement, sans pour autant être devenue une "science". Que cela s'applique également à la stratégie, ou dans quelle mesure cela s'applique, nous l'apprendrons au fur et à mesure de notre étude.

Nous avons déjà vu dans le chapitre sur Machiavel que la nature de la stratégie conduit à un problème central, le problème de la double forme de la stratégie, la stratégie d'annihilation et la stratégie d'usure, un problème qui domine nécessairement toute pensée et action stratégique.

Le premier principe naturel de toute stratégie est de rassembler ses forces, d'identifier la force principale de l'ennemi, de la vaincre et de suivre la victoire jusqu'à ce que la partie vaincue se soumette à la volonté du vainqueur et accepte ses conditions, ce qui signifie dans le cas le plus extrême jusqu'à l'occupation de l'ensemble du pays ennemi. La conduite de la guerre de cette manière suppose une supériorité suffisante ; il se peut que la supériorité soit suffisante pour remporter une grande première victoire mais qu'elle ne soit pas suffisamment grande pour prendre le contrôle de tout le pays ni même seulement pour assiéger la capitale ennemie. Il est également possible que les forces adverses soient si égales que dès le départ seules des réussites modérées peuvent être attendues. On ne doit pas tant mettre ses espoirs sur la défaite totale de l'ennemi que sur l'épuisement et l'affaiblissement de celui-ci par des frappes et des destructions de toutes sortes jusqu'à ce qu'à la fin il préfère accepter les conditions du vainqueur, qui dans ce cas doit toujours faire preuve d'une certaine modération. Telle est la nature de la stratégie d'attrition, dont le grand problème est toujours la question de savoir s'il faut ou non rechercher une décision tactique, une bataille avec ses dangers et ses pertes, et si les gains potentiels d'une victoire compensent les pertes. Dans un cas, la tâche principale du commandant est de consacrer toutes ses capacités mentales et son énergie à obtenir pour sa propre armée les plus grands avantages possibles lors de l'action décisive et d'optimiser sa victoire, tandis que dans l'autre cas, son analyse examine à quels endroits et de quelle manière il peut trouver l'ennemi vulnérable tout en garantissant sa propre armée, son pays et son peuple contre le mal. Il se demandera s'il doit assiéger une forteresse, occuper une province, couper les approvisionnements de l'ennemi, attaquer par surprise une portion isolée de l'armée ennemie, aliéner l'un des alliés de l'ennemi, convaincre un allié pour lui-même, mais surtout, s'il se présente une occasion et une bonne chance de vaincre la force principale de l'ennemi. Par conséquent, la bataille joue un rôle à la fois dans la stratégie d'anéantissement et dans celle d'attrition, mais la différence est que dans la première stratégie, elle est le seul moyen qui l'emporte sur tous les autres et entraîne tous les autres avec elle, tandis que dans la stratégie d'attrition, elle est considérée comme un moyen parmi plusieurs. La possibilité de contraindre l'ennemi à tel point, même sans bataille, qu'il accepte les conditions recherchées par notre côté conduit dans son degré ultime à une stratégie de manœuvre pure qui permet de mener la guerre sans effusion de sang. Cependant, une telle stratégie de manœuvre pure n'est qu'un jeu dialectique et ne constitue aucun

événement réel dans l'histoire militaire mondiale. Même si un côté devait effectivement proposer une telle méthode de faire la guerre, il ne sait toujours pas si l'autre côté pense de la même manière et continuera avec de telles idées. La possibilité d'une décision par la bataille reste donc toujours en arrière-plan, même avec ceux qui souhaitent éviter l'effusion de sang, et ainsi la stratégie d'attrition ne peut en aucun cas être équivalente à une stratégie pure de manœuvre ; elle doit plutôt être considérée comme un type de guerre qui est otage d'une contradiction interne. Son principe est polarisé ou a un double pôle.

Dans l'Antiquité, nous avons déjà été confrontés au contraste entre la stratégie de l'anéantissement et la stratégie d'usure, et l'apparition de la nouvelle forme de guerre a immédiatement remis ce problème au premier plan. Lorsque les Suisses descendaient de leurs montagnes vers les régions environnantes, ils n'avaient naturellement d'autre principe que de rechercher l'ennemi le plus rapidement possible et de l'attaquer et de le vaincre. Mais ce même principe pouvait se retourner contre eux. On savait qu'ils souhaitaient toujours rentrer chez eux rapidement ; il était également toujours difficile pour les dirigeants nationaux d'obtenir leur paiement sur une longue période. Par conséquent, si l'on parvenait à éviter leur attaque et à les épuiser dans des positions inattaquables, on pouvait espérer gagner la campagne sans risques et sans bataille. C'était la pensée de La Trémouille lorsqu'il assiégeait Novara en 1513 et reçut le rapport qu'une armée suisse de secours approchait. Il aurait pu sortir contre cette armée pour la vaincre avant qu'elle ne rejoigne les forces de la garnison de Novara. La Trémouille rejeta cette idée et partit pour éviter le contact avec les Suisses par la manœuvre, mais il fut rattrapé par eux et vaincu. Très vite, cependant, l'expérience montra que la guerre n'était jamais remportée de cette manière par une telle victoire. Était-il donc logique de combattre la bataille ? Nous avons vu comment même l'intellect de Machiavel s'est arrêté face à ce problème et n'a pas réussi à le résoudre. Sa propre logique le menait vers la stratégie de l'anéantissement, mais les sources anciennes, représentées par Végèce, recommandaient la stratégie d'usure. En pratique comme en théorie, cette dernière stratégie gardait le dessus. La victoire des forces impériales à Pavie avait l'effet direct le plus fort ; le roi François capturé dû accepter les conditions les plus difficiles dans le traité de paix de Madrid. Mais en quelques années, tous les éléments de ce gain, mais certainement des éléments très importants, furent à nouveau perdus, et nous pourrions nous poser la question de savoir si cet investissement avait porté ses fruits.

Et ainsi, la bataille de Pavie en 1525 resta la dernière grande action décisive de cette période de guerre. Les guerres ne cessèrent pas, mais des campagnes entières furent menées sans aucune véritable bataille, et chaque fois qu'une bataille avait lieu, comme à Ceresole en 1544, elle n'avait aucun résultat.

Il n'est pas difficile pour le commandant qui souhaite éviter la bataille de trouver des positions si difficiles d'accès que l'ennemi, même s'il dispose d'une force considérablement plus forte, préfère renoncer au risque. Les avantages naturels du terrain sont renforcés par des fortifications de campagne. Une offensive stratégique, par conséquent, n'atteint pas automatiquement son apogée dans une bataille mais s'épuise souvent dans un simple gain d'espace, l'occupation d'une région qui peut être exploitée. L'objectif le plus favorisé est le siège et la capture d'une forteresse, la possession de laquelle permet ensuite au vainqueur de dominer toute une région et confronte l'ennemi à la tâche de la reconquérir s'il souhaite la récupérer dans le traité de paix. Cela est d'autant plus applicable que l'attitude grave de s'appuyer sur la fortune de la bataille s'est ancrée dans l'esprit des dirigeants et qu'on n'attend pas que l'ennemi attaque de force une position qui est même seulement tolérablement bonne. Mais la possession de telles zones et de telles positions pourrait également être obtenue par une manœuvre chanceuse, tandis que l'ennemi se remettait relativement rapidement de la perte directe de la bataille, à condition qu'elle ne s'accompagne pas en même temps de pertes considérables de territoire ou de forteresses. Même le simple maintien du statu quo dans la guerre, qui contraint les deux camps à de lourdes dépenses, peut rapprocher d'un accomplissement de l'objectif de la guerre lorsque l'un des camps est confronté plus tôt que l'autre à un manque d'argent et peut être conduit à la soumission pour cette raison. « Car la guerre, » écrivait un auteur suisse d'histoire militaire en 1664, « a un grand trou et une large

gueule, et quand l'argent s'épuise, alors le jeu prend également fin. » Chaque guerre est fortement influencée par le facteur économique, car il est impossible de combattre sans équipement et rations. Mais les guerres avec des armées mercenaires sont en un sens éminemment des guerres économiques, car les armées n'ont d'autre base que l'économie. De Machiavel à Frédéric, on entend donc répéter le dicton selon lequel celui qui a le dernier taler dans sa poche gagne la guerre. Mais Machiavel avait déjà retourné ce dicton en affirmant que celui qui avait des soldats pouvait aussi obtenir de l'argent. L'un des dictons est tout aussi vrai et tout aussi faux que l'autre. S'il s'agit de l'argent qui a le dessus, la stratégie tend à être celle de la manœuvre, tandis que, si c'est le soldat qui est plus important, la tendance est de faire la bataille. C'est la même polarité qui réside dans le fait que l'instrument par lequel l'objectif politique doit être atteint, l'armée, est lui-même toujours en jeu, et dans toutes les circonstances, il est plus ou moins gravement endommagé. Dans la stratégie de l'annihilation, il n'est pas nécessaire de se préoccuper de ces dommages, car on espère que la victoire apportera un succès complet et une fin rapide de la guerre et on ne craint pas la réaction. Dans la stratégie d'attrition, cependant, les propres dommages doivent être soigneusement pris en compte. Car si la victoire et même une victoire répétée ne mettent pas fin à la guerre, alors se pose la question de savoir si le coût de la restauration d'une armée endommagée par sa victoire n'est pas aussi important que la victoire elle-même. Les monarques belligérants avertissaient donc très souvent leurs commandants de terrain de ne pas trop risquer, et ils définissaient comme objectif le plus important non pas le succès positif, mais, comme l'a écrit le prince électeur Max de Bavière à son maréchal de campagne Mercy, le « sauvetage de l'armée ». Lorsque le margrave Ludwig de Bade attaqua les Turcs de manière imprudente, les ministres impériaux lui reprochèrent de sacrifier les troupes avec désinvolture et de nécessiter une nouvelle armée pour chaque campagne. Surtout avare dans l'emploi de ses troupes était le gouvernement marchand des États généraux, mais même Frédéric le Grand écrivait dans ses *General-Prinzipien* dans le premier article, après avoir décrit les capacités et l'habileté merveilleuses de son armée : « avec des troupes comme celles-ci, on pourrait dominer le monde entier si leurs victoires n'avaient pas autant de coût pour elles que pour leurs ennemis. »

Cette considération a le plus de poids dans les guerres de coalition, où le vainqueur a fait des sacrifices et doit peut-être reconnaître par la suite que le profit ne lui est pas revenu, mais à son allié, peut-être précisément d'autant plus lorsque le vainqueur n'a plus la force de protéger complètement ses propres intérêts.

Un moyen principal dans la stratégie à double pôle était le champ de fortification. Lors des batailles de Murten et de Nancy, Charles le Téméraire avait, bien sûr, déjà cherché à se protéger contre les Suisses avec des fortifications de campagne. La première véritable bataille moderne, Cerignola (1503), entre les Français et les Espagnols dans le sud de l'Italie, s'est déroulée autour d'un mur et d'un fossé que les Espagnols avaient érigés dans la plus grande hâte devant leur front. À partir de ce moment-là jusqu'à la fin de l'ancien régime, les fortifications de campagne ont joué leur rôle, souvent décisif. Pendant les guerres de Religions, lorsque la cavalerie avait à nouveau retrouvé sa place importante, de la Noue nous dit que des fossés étaient creusés chaque nuit afin de se protéger contre des attaques soudaines à distance. Gustave II Adolphe, aussi, fortifiait chaque camp où il se restait avec son armée plus d'une nuit. Il ne s'agissait pas rare de savoir si un côté réussissait à arriver quelques heures avant l'autre et à ériger une fortification de campagne que l'ennemi n'osait pas assaillir. La bataille de la Montagne Blanche en 1620 a été perdue parce que les pelles nécessaires de Prague n'avaient pas été amenées assez rapidement. Daun a toujours agi contre Frédéric, pelle à la main. Frédéric s'était d'abord opposé aux fortifications de campagne, puisque ses troupes étaient protégées des attaques surprises par leur rapidité, et il voulait toujours mener le combat à l'offensive, auquel cas les fortifications n'auraient été qu'un obstacle pour lui. Parfois, il s'exprimait même contre elles avec une certaine passion, l'un des rares points sur lesquels il différait non seulement pratiquement mais aussi théoriquement de ses contemporains—et si, malgré cela, il déclare dans ses *General-Prinzipien*, Article VIII, "Nous entourons nos camps d'un fossé, tout comme le faisaient autrefois les Romains," il indique que c'était pour empêcher les opérations nocturnes des troupes légères dont l'ennemi était si bien pourvu, et aussi pour prévenir la désertion.

Comme protection à l'arrière en cas de siège (circonvallation), le roi était prêt à permettre le retranchement, mais même là, il croyait qu'il serait mieux de sortir contre l'armée de secours ennemie qui approchait. Dans l'urgence la plus extrême, après une bataille perdue ou contre un ennemi trois fois plus fort, il faudrait avoir recours aux fortifications. Ainsi, en 1761, lorsque les armées russe et autrichienne avaient enfin réussi à unir leurs forces contre lui en Silésie, il s'est en effet sauvé avec les retranchements de Bunzelwitz. Sans aucun doute sur la base de cette expérience, il fut alors converti dans ses écrits après la guerre de Sept Ans même à une recommandation de base des fortifications de campagne.

La question de savoir s'il fallait se battre, au vu de la force des défenses tactiques, n'était parfois pas décidée sur place mais à domicile par le gouvernement, même si des jours et des semaines pouvaient passer avant que la question, le rapport et la réponse n'aient été échangés. En 1544, le duc d'Enghien envoya son maître de camp, Monluc, d'Italie du Nord au roi à Paris pour demander la permission de livrer bataille. Monluc réussit à obtenir la permission malgré l'opposition des ministres. Enghien remporta la victoire à Ceresole, mais sa victoire n'eut aucun résultat.

La même situation s'est produite pendant la guerre de Sept Ans entre Daun et Vienne et entre les commandants russes et Saint-Pétersbourg.

Nous avons comme type d'une campagne de manœuvre faible la campagne de 298 La Période des Armées Permanentes des Smalkaldiens en 1546, et il est certain que les princes protestants alliés, surtout au début, lorsque l'empereur n'avait encore aucune troupe, ont agi de manière beaucoup trop timide. Mais Ranke a déjà dit qu'on ne peut pas toujours répéter les mots en colère de Schärtelin concernant le landgrave Philippe, qu'il n'était pas prêt à prendre la décision difficile finale ; que tous les gués et tous les fossés étaient trop profonds pour lui et tous les marécages trop larges. Une fois que de telles attitudes stratégiques se sont développées, comme nous les avons apprises pour cette période, il est très difficile de conduire à une grande action une armée composée d'hommes avec une variété d'intérêts et un commandement supérieur divisé. Même l'empereur, lorsqu'il avait la supériorité numérique, se contentait encore de manœuvrer et finalement a été victorieux non pas à la suite d'un combat mais par la politique, en persuadant le duc Maurice d'envahir les territoires du prince électeur de Saxe. Alors, la loose alliance des Schmalkaldics n'était pas suffisante pour laisser derrière et maintenir réunie une armée pour la défense du sud de l'Allemagne. À ce sujet, l'historien de cette guerre, Avila, a écrit :

« L'empereur n'a jamais eu l'occasion de se battre dans des conditions égales, sans parler de conditions avantageuses. Même dans des conditions égales, cependant, il n'aurait pas pu se battre, car une telle victoire entraîne de nombreuses pertes, et une armée affaiblie, même victorieuse, n'aurait pas été capable de remettre l'Allemagne - en particulier les villes - sous son contrôle. »

Dans les guerres huguenotes, de très sanglants combats ont eu lieu, mais stratégiquement, ils n'avaient qu'une valeur d'actions de combat mineures, puisque le côté catholique, bien qu'il fût beaucoup plus fort et victorieux sur le champ de bataille, n'était pas assez puissant pour mener la guerre à son terme en surmontant ses ennemis en capturant tous leurs lieux fortifiés.

C'est aussi sur ce point précis que tous les efforts des Espagnols ont échoué à reconquérir les Pays-Bas rebelles.

La stratégie de la guerre de Trente Ans était déterminée par des conditions politiques très compliquées et souvent changeantes, ainsi que par de nombreuses villes fortifiées et des armées qui étaient toujours numériquement faibles par rapport aux vastes zones concernées. Un homme comme Gustave Adolf, qui avait le grand courage de marcher contre l'empereur depuis le lointain et petit royaume de Suède, qui avait soumis toute l'Allemagne à sa domination, un héros d'une telle autorité et initiative, se trouva néanmoins contraint d'avancer seulement pas à pas, se déplaçant prudemment. Clausewitz l'a appelé « un commandant érudit plein d'estimations prudentes et sages ». Dans un autre passage, il a déclaré : « Gustave Adolf n'était pas du tout un commandant audacieux en matière d'invasion et de bataille ; il préférait le type de guerre astucieuse, manœuvrière et systématique. » Ce n'est qu'environ quinze mois après son arrivée en Allemagne que les événements conduisirent à la bataille décisive de Breitenfeld. Wallenstein, à qui Clausewitz attribue une «

énergie presque effrayante » et le « respect redoutable dont son armée entière avait pour lui », ne livra pourtant jamais de bataille offensive. Torstensson, en revanche, cherchait continuellement la bataille mais sans que sa stratégie, pour autant, ne sorte fondamentalement du cadre d'une stratégie d'attrition. Cela n'aurait d'ailleurs pas pu se produire. En raison du grand nombre de paradoxes, la guerre de Trente Ans est très intéressante d'un point de vue stratégique, et elle offre également des changements qui n'ont pas encore été suffisamment recherchés. La force des troupes rassemblées était parfois très grande ; par exemple, en 1627, l'empereur avait à sa disposition au moins 100 000 hommes, et en 1630 un nombre similaire. À la fin de 1631, lorsque Wallenstein est revenu, il y avait entre 30 000 et 40 000 hommes sur le terrain, et au printemps de 1633, leur total était de 102 000, dont la principale armée à Münsterberg comptait 43 000. À la fin de la campagne, il restait encore un total de 74 000.

Néanmoins, les armées opérationnelles qui ont mené les batailles étaient petites. Sur la Montagne Blanche, l'armée unie de l'empereur et de la Ligue comptait environ 28 000 hommes ; à Breitenfeld, Gustave Adolphe en avait 39 000, y compris les Saxons, et à Lützen, 16 300 hommes. Dans son camp à Nuremberg, Wallenstein ne comptait pas 50 000 à 60 000 hommes, comme cela a souvent été rapporté, mais seulement 22 000. Les armées de Torstensson n'étaient pas plus fortes que 15 000 à 16 000 hommes. Beaucoup des forces combattantes disponibles étaient utilisées pour des garnisons dans les nombreuses villes fortifiées. Le ratio de la cavalerie dans les armées de campagne est monté jusqu'à la moitié, voire même à deux tiers, de l'armée totale. À Jankau en 1645, les troupes impériales comptaient 10 000 cavaliers et 5 000 fantassins.

Le théâtre des opérations a été déplacé à plusieurs reprises de la mer Baltique et de la mer du Nord au Danube et au lac de Constance, de Vienne—en effet de la Transylvanie—jusqu'aux environs de Paris. Les marches les plus lointaines pouvaient être effectuées, car les armées, avec leur petit nombre, pouvaient être alimentées par les régions qu'elles traversaient, et tant les Protestants que les Catholiques trouvaient dans le sud et dans le nord des partisans qui leur offraient des bases de soutien. Par conséquent, les aspects stratégiques étaient toujours déterminés dans une large mesure par des points de vue politiques, de sorte qu'une histoire de l'art de la guerre peut se permettre d'ignorer le suivi des détails individuels tant qu'ils ne sont pas nécessaires à l'analyse des batailles individuelles, particulièrement remarquables.

Une nouvelle période pour la stratégie a été inaugurée avec les guerres de Louis XIV, caractérisées par la taille croissante des armées et les problèmes de ravitaillement des troupes qui en résultaient. Les armées médiévales étaient si petites que leurs rations pouvaient soit être transportées sans trop de difficulté, soit être prises dans les régions à travers lesquelles elles marchaient. En retournant ce point, nous pouvons également conclure à partir des marches et des mesures relativement peu importantes pour les provisions que les armées étaient très petites. Avec la croissance des armées, nous entendons de plus en plus de références aux rations. Dans le *Livre des Fonctionnaires* (*Aemterbuch*), ou les *Règlementations de Guerre* (*Kriegsordnung*), qui a été composé à la fin des années 1530 et largement diffusé et largement utilisé, il est dit : "Puisque les provisions sont la partie la plus importante de la guerre," et suit un calcul soigneux concernant les rations. Un calcul similaire se trouve dans le *Kriegsbuch* du duc Albrecht de Prusse. Il s'applique à une armée de 90 801 combattants et estime pour ce nombre, pour cinq jours, 490 chariots de pain, 383 chariots avec du bacon, du beurre, du sel, des pois, de l'avoine et de l'orge, 433 chariots avec 100 barils de vin et 1 000 fûts de bière. De plus, il y avait de l'avoine pour 45 664 chevaux. Un guerrier de Nuremberg, Joachim Imhof, s'est plaint dans une lettre du camp de Charles V en 1543 que tout était si cher parce que les soldats pillaient les bourgeois et les paysans qui apportaient des fournitures ; seul la viande était dite bon marché, car le bétail était pris de force. L'armée française en 1515 emportait déjà ses propres boulangeries de campagne. Pour sa campagne en Bohême en 1620, le duc Maximilien de Bavière avait fait établir des dépôts de ravitaillement. À Linz, il a saisi 300 barils de farine avec un contenu total de 70 000 pints, et les Autrichiens ont dû lui fournir 220 chariots avec des équipes de quatre chevaux pour son transport. Dans son *Histoire de la guerre de Trente Ans* (*Geschichte des 30jährigen Krieges*), Chemnitz est plein des préoccupations pour les rations pour les opérations, et le duc Albrecht souligne l'importance des voies navigables à cet effet.

Sous Louis XIV, les armées ont atteint une force trois à quatre fois supérieure à celle des armées de la guerre de Trente Ans. On pourrait d'abord penser que des armées plus importantes offraient aux commandants la possibilité de plus grands accomplissements et la domination de zones plus vastes. Cependant, si les deux camps augmentaient de manière égale, la situation était inverse. La plus grande armée était plus encombrante non seulement dans ses mouvements, mais aussi parce qu'elle ne pouvait pas vivre directement de la terre sans un soutien supplémentaire—à moins de se déplacer très rapidement—mais elle avait besoin d'un système organisé de ravitaillement pour la soutenir. Ce besoin était intensifié par le fait que la force croissante, comme nous l'avons vu, apportait aux armées de nombreux éléments de très peu de fiabilité, qui ne pouvaient être maintenus sous les couleurs que par la discipline et une supervision étroite. Si l'on laissait ces troupes vivre de la terre, la plupart d'entre elles déserteraient. Pour cette raison aussi, le ravitaillement systématique en rations à partir des dépôts est devenu nécessaire, mais les dépôts avaient tendance à mettre des chaînes sur le mouvement des troupes. Le résultat réagit donc à nouveau sur la cause fondamentale : plus le mouvement devient encombrant, parce qu'on est lié au dépôt, moins on peut vivre de la terre et plus on dépend du dépôt.

Les théoriciens ont estimé qu'une armée ne pouvait pas se déplacer à plus de cinq jours de marche de son dépôt ; au milieu, à une distance de deux jours de marche de l'armée et de trois jours de marche du dépôt, la boulangerie de campagne devait être située. Le pain cuit dans les boulangeries de campagne n'était utilisable que pendant neuf jours ; maintenant, si les wagons faisaient des allers-retours et nécessitaient un jour de repos et de chargement, les troupes pouvaient recevoir du pain frais tous les cinq jours et il restait une marge pour les événements imprévus, ce qui était très nécessaire, car une pluie continue pouvait rendre les routes impraticables pour les véhicules de transport.

Westphalen décrit les conditions lors d'une période pluvieuse en 1758 : « À portée de vue des dépôts et des boulangeries, l'armée commença à souffrir de privations. Pour une distance de moins de 5 kilomètres, les chariots de pain avaient besoin de jours et de nuits et même alors devaient laisser tomber la moitié de leur chargement en route. »

En 1692, en Belgique, Luxembourg ne pouvait pas avancer vers Enghien, comme il le souhaitait, mais il devait rester trois semaines à Soignies, car son pool de charrettes n'était pas suffisant pour le transport des denrées alimentaires depuis Mons, où se trouvait son dépôt. Il n'y a guère que 18 miles de Mons à Enghien et 9 miles à Soignies.

En 1745, Frédéric le Grand a dit que ce n'était pas lui qui commandait mais la farine et la fourrage ; une autre fois, il a dit au maréchal de campo Keith (8 août 1757) : « Je suis d'accord avec Homère. Le pain fait le soldat. »

Au même moment où les armées grandissaient et où des changements internes étaient apportés, les théâtres d'opérations évoluaient car la plupart des villes avaient retiré leurs fortifications, tandis que d'autres étaient construites de manière si solide qu'elles ne pouvaient être capturées que par de longs et difficiles sièges. Les garnisons ainsi rendues disponibles ont renforcé la puissance des armées de campagne.

Charles V avait pu entreprendre de nombreuses campagnes qui l'avaient conduit d'Italie, d'Allemagne et des Pays-Bas profondément dans la France. Et cela s'est également produit durant la Guerre de Trente Ans. Mais après que Louis XIV ait chargé Vauban de renforcer toute une série de villes frontalières, de telles invasions n'étaient plus possibles. De manière similaire, Frédéric a ensuite développé le système des forteresses silésiennes, afin d'assurer la rétention de ce territoire nouvellement conquis.

À de nombreuses reprises, notamment lorsque Torstensson commandait les Suédois, des situations sont apparues dans la Guerre de Trente Ans qui présentaient une certaine similitude avec les situations stratégiques des guerres de Frédéric. Mais Torstensson, avec son armée de 15 000 hommes, a réalisé considérablement plus que Frédéric ne l'a fait plus tard. La comparaison entre ces deux, qui a été proposée et effectuée dans le discours inaugural de Hobohm à l'Université de Berlin, est très instructive, et je reviendrai dessus lors de notre étude de la stratégie de Frédéric. Comme nous pouvons le noter immédiatement, la différence ne réside pas dans le fait que Gustave Adolphe

ou l'un de ses successeurs, que ce soit Bernhard de Weimar, Baner, Torstensson, Wrangel ou Karl Gustave, ait eu un concept différent de la nature de la stratégie, et en particulier de la valeur et de l'importance de la bataille ouverte, que Frédéric. Au contraire, cette différence découle uniquement des différences dans les conditions, tant politiques que militaires, des différences dans la taille, le caractère et les méthodes de combat des armées.

En conséquence, le développement n'est pas, par exemple, qu'il y ait eu une transition progressive d'une époque prédominante de manœuvre à une stratégie principalement basée sur la décision par la bataille, mais que la théorie et la pratique se sont rapprochées, dans une période, d'un pôle et, dans l'autre période, de l'autre pôle.

Alors que dans la Guerre de Trente Ans, jusqu'à la fin, de très fortes batailles avaient été livrées, les premières guerres de Louis XIV apparaissent comme de pures campagnes de manœuvre. La seule véritable bataille, à Seneffe en 1674, n'était pas prévue, et elle est restée indécise car Condé ne voulait pas risquer l'armée et n'a pas poursuivi le combat. Sinon, dans la guerre de 1672 à 1679, il n'y avait que des sièges, des marches et quelques petits engagements.

La troisième guerre de Louis XIV, de 1688 à 1697, a de nouveau montré des tensions et des passions plus fortes, mais la seule bataille qui a eu des résultats importants a été la bataille de la Boyne en Irlande en 1690. Là, Jacques II a été vaincu par Guillaume III et les Stuarts ont perdu leur trône une fois pour toutes, tandis que Fleurus (1690), Steenkerken (1692) et Neerwinden (1693), bien qu'accompagnés de beaucoup de sang versé, n'ont guère eu d'effets.

Comme un nouveau et terrifiant moyen de guerre, il y a eu le saccage systématique d'une région frontalière entière, le Palatinat, en 1689, afin de rendre plus difficile l'attaque de l'ennemi sur ce front et de faciliter pour les Français la défense des places fortifiées qu'ils visaient à conserver, Mayence et Philippsbourg. Aussi cruelle que soit cette mesure, elle n'a pas atteint son objectif, puisque les Allemands ont assiégé Mayence et l'ont reprise. En 1704, les alliés avaient l'intention de suivre la même procédure en Bavière et ont même commencé à l'appliquer. Le prince Eugène a écrit:

« C'est pourquoi je vois en dernière analyse qu'il n'y a pas d'autre moyen que de détruire totalement la Bavière, ainsi que tous les districts environnants, afin d'empêcher les ennemis de continuer la guerre plus longtemps, que ce soit à partir de la Bavière ou de n'importe quelle région environnante. »

Il y eut ensuite la Guerre de Succession d'Espagne, avec les grandes batailles de Höchstädt (1704), Turin (1706), Ramillies (1706), Oudenarde (1708) et Malplaquet (1709), qui n'ont cependant accompli pas plus que de repousser les Français à leurs frontières. En même temps, Charles XII de Suède tentait de vaincre ses ennemis par des frappes répétées et puissantes.

D'autre part, dans la guerre de la succession polonaise, de 1733 à 1735, les efforts étaient faibles, et la guerre s'est déroulée sans grandes décisions.

Les batailles décisives de la guerre de succession d'Espagne étaient parfois très grandes, mais elles se produisaient rarement et, après Malplaquet, n'avaient plus pris de terrain. En comparaison, les nombreuses batailles qui ont eu lieu après l'apparition de Frédéric le Grand ont donné lieu à l'idée que Frédéric n'avait absolument aucune part dans la stratégie bipolaire mais devait être considéré, pour ainsi dire, comme le découvreur et le créateur de la stratégie d'anéantissement, que Napoléon a ensuite portée à son point culminant. Ce concept, comme nous le montrerons plus spécifiquement, est erroné. La fréquence des décisions par bataille dans la conduite de la guerre par Frédéric a sa base finale non pas dans un principe particulièrement nouveau mais dans la nature titanesque du caractère du roi, qui aspirait à de grandes décisions. Mais les moyens par lesquels il croyait pouvoir remporter la décision qu'il voulait et qu'il a développés à cet effet étaient la formation de bataille oblique. Avec une armée de 30 000 hommes, écrivait-il, on pouvait vaincre 100 000 hommes si on les attaquait sur le flanc. La manœuvrabilité et la rapidité des Prussiens, qui surpassaient de loin ces caractéristiques dans les autres armées d'Europe, donnaient au roi la perspective de pouvoir réaliser de tels mouvements de flanc avant que l'ennemi puisse se protéger contre eux. C'est ici que nous devons chercher l'amélioration dans l'art de la guerre hérité qui a poussé le roi vers ce pôle appelant au combat et a distingué l'image de la guerre de Sept Ans

de manière si significative, non seulement des campagnes antérieures sans bataille, mais aussi des guerres de Gustave Adolphe, de Marlborough et d'Eugène. Néanmoins, la conduite de la guerre de Frédéric est également restée dans les limites de la stratégie d'attrition et a même reculé près du pôle basé sur la manœuvre, lorsque les ennemis avaient trouvé dans leur choix de positions, leurs fortifications de campagne et l'augmentation de leur artillerie les moyens de contrer le danger de l'attaque de flanc inattendue basée sur la formation de bataille oblique.

Les facteurs qui ont limité le roi de Prusse, même pendant la période de sa supériorité qualitative et en partie aussi quantitative, et qui ont rendu impossible pour lui de faire suivre la victoire jusqu'à forcer un traité de paix, c'est-à-dire de passer à une stratégie d'annihilation, apparaîtront et seront développés au cours de notre discussion. Que certains de ces points soient abordés maintenant.

Tout d'abord, il y avait le très grand nombre d'hommes peu fiables dans son armée, une considération qui l'obligeait à être constamment conscient des dangers de la désertion. Il commence son œuvre la plus grande, les *Principes Généraux de la Guerre (General-Prinzipien vom Kriege)*, 1748, avec quatorze règles destinées à prévenir la désertion : on ne devrait pas camper à proximité d'une forêt ; chaque fois qu'on marche à travers une forêt, on devrait avoir des patrouilles de hussards se déplaçant aux côtés de l'infanterie ; on devrait éviter les marches de nuit autant que possible ; on devrait toujours faire marcher les soldats en pelotons ; chaque fois qu'un défilé doit être franchi, on place des officiers à l'entrée et à la sortie, et ils doivent immédiatement reformer les troupes.

Il a formellement interdit les attaques nocturnes.

Il ne pouvait être question de dissoudre les unités et de les envoyer à la campagne pour des réquisitions. Très exceptionnellement, Frédéric faisait fournir des provisions à ses troupes par les habitants locaux, lors de marches rapides. De plus, les marches ne devaient pas être trop longues ou éprouvantes ; autrement, certains individus resteraient en arrière et cela aurait contaminé les autres.

La poursuite stratégique est impossible avec une armée de cette taille. Même une poursuite directe était très limitée par le fait que le maintien de l'ordre était considéré comme la principale préoccupation. Dans les dispositions pour la bataille de Zorndorf, il était expressément prescrit que, bien que le premier échelon ne devait pas retarder "pour achever l'ennemi, mais plutôt continuer sa marche ordonnée et laisser le nettoyage au deuxième échelon", il était néanmoins expressément interdit de poursuivre à la course un ennemi qui était repoussé, mais il devait être "suivi à un rythme ordonné". La poursuite plus éloignée était essentiellement réalisée uniquement avec des détachements, qui avaient pour mission de suivre la retraite de l'ennemi, restant proches de ses colonnes de marche et interceptant ses approvisionnements. L'armée victorieuse, en tant que telle, se rassemblait d'abord. Sans aucun doute, un commandant comme Frédéric reconnaissait l'importance gigantesque de la poursuite après une victoire, et il s'occupait de la poursuite surtout après Hohenfriedberg et Leuthen, mais sans succès après Hohenfriedberg et avec seulement un succès modéré après Leuthen, même si Zieten était en commandement. Le maréchal de Saxe osait, dans ses Rêveries, se permettre la déclaration "Après la victoire, toutes les manœuvres sont bonnes sauf les prudentes." Frédéric, cependant, conseillait plus réalistement la prudence dans les poursuites, puisque des contre-attaques pouvaient survenir trop facilement. "Jamais," écrivait-il, "une armée n'est moins disposée à combattre que immédiatement après une victoire. Tout le monde est fou de joie, la grande masse est ravie d'avoir échappé aux dangers extrêmes auxquels elle était exposée, et personne n'est désireux d'y faire face à nouveau immédiatement."

L'impossibilité d'une poursuite annihilante a réagi, à son tour, sur la décision de livrer bataille elle-même. Le risque était très grand dans tous les cas, les pertes étaient douloureuses, mais le gain à attendre était plus ou moins limité en l'absence de poursuite. Si l'on augmentait maintenant l'inquiétude concernant les contre-attaques au point de conseiller de construire des ponts d'or pour l'ennemi en fuite, il est alors d'autant plus évident que le commandant ne trouverait pas facilement, au vu de la situation, qu'il était conseillé de livrer une bataille. En 1536, lorsque François Ier, en attendant simplement l'évolution de la situation, avait contraint Charles V, qui était arrivé dans les environs de Marseille, à évacuer la France et à se retirer à travers les Alpes, les Français

reprochaient au roi de ne pas avoir causé plus de dommages à l'empereur pendant sa retraite. Plus tard, Jovius interrogea le roi à ce sujet, et il répondit qu'il n'avait pas entièrement confiance en ses lansquenets, mais qu'en plus il avait également adhéré au principe des anciens, selon lequel il ne faut pas seulement construire des ponts pour l'ennemi en fuite, mais aussi les recouvrir d'or.

Frédéric a ignoré de telles considérations, mais même dans ses conditions, l'offensive stratégique était brève. Une seule fois au maximum, il a effectué une démonstration de loin contre Vienne, la capitale ennemie, mais il ne l'a jamais considérée comme l'objectif de ses opérations. Prague (à 55 miles des passes des Erzgebirge) et Olmütz (à 37 miles de la frontière de la Haute-Silésie) étaient ses véritables objectifs. Aller jusqu'à Brünn, à 47 miles au sud d'Olmütz, semblait déjà une très grande entreprise, et le fait qu'en 1744, il ait dépassé de 70 miles Prague, jusqu'à Budweis, il a lui-même reconnu plus tard que c'était une erreur.

Les Français, bien entendu, se sont déplacés aussi loin que Linz et Prague pendant la guerre de la succession d'Autriche. Mais leur base n'était pas la France, mais la Bavière, avec laquelle ils étaient alliés.

Si l'offensive stratégique était courte et lente, il s'ensuit qu'elle pouvait facilement se transformer en défense ou être contrainte à la défense. L'offensive et la défensive alternaient rapidement l'une avec l'autre et se mêlaient. L'attaque stratégique n'était pas capable de dominer la situation de manière forte et continue en un seul mouvement.

Pratiquement la plus importante de toutes les conséquences de cette condition de base était le repos hivernal régulier. Les souffrances qu'une campagne d'hiver imposait aux troupes étaient très sévères. Aux pertes résultant des duretés et des maladies s'ajoutaient les pertes dues à des désertions accrues, alors que les mercenaires peu fiables trouvaient qu'on attendait trop d'eux. Si le commandant croyait qu'en poursuivant l'action militaire jusqu'à un aboutissement, il pouvait imposer un traité de paix, il acceptait de telles pertes. Mais s'il n'y avait pas de telle perspective, il considérait si les pertes n'étaient pas plus importantes que le gain à anticiper, et comme les deux parties examinaient ces mêmes points, l'action militaire en vint progressivement à un arrêt et les armées entrèrent en quartiers d'hiver. Cela était réalisé des deux côtés par le retrait des forces principales et leur sécurisation contre d'éventuelles attaques surprises avec des avant-postes et de l'observation. En effet, parfois ils parvenaient même à un accord pour renoncer à toute attaque pour une période spécifiée. La bataille de Lützen et la bataille de Leuthen étaient toutes deux dominées par la pensée des quartiers d'hiver. Wallenstein, comme Charles de Lorraine, croyait que la campagne de cette année était terminée, lorsqu'il fut rapporté que l'ennemi approchait, après quoi, sans aucune idée positive d'une bataille, l'armée se déployait en position défensive (6 novembre et 5 décembre). Parfois, une campagne se poursuivait non seulement en décembre mais même en janvier pour obtenir un avantage quelconque. Fréquemment, la nouvelle campagne ne commençait qu'en juin, afin que l'herbe verte puisse être trouvée dans les champs pour les chevaux. La Période des Armées Permanentes Les campagnes d'hiver qui ont eu lieu doivent être considérées comme des exceptions. La période de repos hivernal était utilisée pour rétablir l'armée à tous égards, notamment pour lever, recruter et impressionner de nouvelles recrues (s'ils étaient en territoire ennemi, des recrues étaient même prises là-bas), et pour les entraîner afin qu'ils puissent être incorporés dans les unités au début de la nouvelle campagne. Les régiments n'avaient pas d'unités spéciales pour la formation des remplaçants ; leurs fonctions étaient, pour ainsi dire, remplacées par le repos hivernal, et on avait l'avantage de pouvoir envoyer tous ceux qui étaient militairement aptes ensemble sur le terrain.

Dans toute conduite de guerre, l'imprévu et le hasard jouent un grand rôle, et la maîtrise de cet élément sombre d'incertitude par la décision est l'une des qualités les plus importantes du commandant. Ce facteur est devenu particulièrement fort à l'époque de Frédéric car les lignes d'infanterie prolongées et minces étaient si complètement fragiles. Une bataille pouvait être décidée en très peu de temps, en un instant. Ils n'avaient pas la possibilité, par une action de maintien, de gagner plus de temps pour faire venir des renforts, corriger des erreurs ou rompre le contact sans pertes sérieuses. Rarement le terrain était totalement visible, de sorte que le commandant pouvait le prendre en compte de loin. Il pouvait y avoir des obstacles cachés, des étangs, des marais, des

falaises, qui viendraient briser sa formation et détruire nécessairement le bon ordre des troupes, entraînant la perte de la bataille. Le commandant devait-il laisser la bataille se développer ? Une telle décision est très difficile. Plus tard, je présenterai des exemples.

Même si l'ennemi faisait une erreur ou offrait une autre occasion favorable pour une bataille, à l'époque de Frédéric, il était encore difficile d'exploiter l'opportunité, car bien sûr, les batailles avec des tactiques linéaires nécessitaient un déploiement complet et en ordre serré et donc ne permettaient pas une improvisation facile. Si Soor et Rossbach étaient des batailles improvisées, pour cette raison même, elles doivent être considérées comme une preuve spéciale tant du génie du commandant royal que de la formation tactique de son armée.

Examinons les idées des théoriciens du seizième au dix-huitième siècle.

G. du Bellay a recommandé en 1535 qu'un général ne devrait jamais risquer une bataille s'il n'était pas complètement convaincu d'avoir l'avantage. Sinon, il devrait temporiser.

Lazarus Schwendi (1522-1584) affirme que dans la guerre, il faut baser son jeu sur la sécurité et ne pas prendre trop de risques, même lorsqu'on a de bonnes chances. « Quiconque peut faire durer l'ennemi ou le famélique par la force agit de manière imprudente s'il cherche à livrer bataille. Mais quiconque combat un adversaire plus fort, contre lequel il ne peut pas tenir longtemps, a d'autant plus de raisons de devoir faire confiance à la chance et de risquer une bataille. » « Celui qui se limite à la défense a beaucoup à perdre et peu à gagner. »

Le Spagnol Mendoza a écrit en 1595 (*L'Art de la guerre [Kriegskunst]*) :

« De plus, on devrait également veiller avec la plus grande diligence à ne pas commencer une bataille, même si l'en est contraint par la nécessité la plus extrême, et à ne pas mener tous ses escadrons au combat, car même si l'on a déjà remporté la victoire, il n'y a pas grand-chose à se réjouir, car cela lui a coûté si cher et tant d'hommes ; mais on devrait s'approcher de la bataille lentement, pensivement, et d'un pied lourd. »

En 1607, William Louis d'Orange conseilla à son cousin Maurice : « Nous devrions conduire nos affaires de telle sorte qu'elles ne soient pas soumises au risque d'une bataille... ne nous engager au combat que par extrême nécessité. » Il fonde ce concept sur Fabius Maximus avant la bataille de Cannes.

Dilich, dans le *Kriegsbuch*, Partie 2, Livre 1 (1607), prévient : « Sans besoin urgent et un avantage absolument certain, on ne devrait jamais accepter de batailles, car elles ont un résultat incertain et nuisible, car il est bien mieux de ne conquérir rien que de souffrir du dommage et de perdre quelque chose. » Cela dit, il ne veut pas dire qu'on ne devrait pas se battre du tout ; ce serait de la folie. Mais il dit qu'on peut se battre avantageusement après avoir prié, en bonne saison, lorsque l'air humide ne rend pas la poudre humide, lorsque l'ennemi est fatigué mais que nous sommes encore frais, ou lorsqu'une autre bonne opportunité se présente.

J. de Billon a recommandé en 1612 à un commandant (*Les Principes fondamentaux de l'art de la guerre [Die fünfembsten Hauptstücke der Kriegs kunst]*, traduction allemande, 1613, p. 160) : « Il ne doit jamais conduire ses soldats dans une bataille de campagne à moins qu'il ne les ait préalablement entraînés et instruits, mais il devrait de préférence épuiser l'ennemi, le surmonter et le conquérir par divers mouvements et détours, plutôt que par la chance incertaine d'une bataille, qui est une chose si dangereuse qu'on ne doit pas se laisser entraîner dedans sauf si c'est absolument nécessaire et après que ses soldats se soient habitués au combat et aux dangers et soient endurcis, car c'est une sorte de jeu dans lequel les nouveaux venus se retrouvent très effrayés. »

« Le comte de Bucquoi a ce crédit, qu'il n'aime pas mener ses soldats à l'abattoir », indique une brochure de l'année 1620.

Neumair von Ramsla, un auteur militaire très prolifique de la période de la Guerre de Trente Ans, a soulevé la question de savoir quand une bataille devait être menée. Il a énuméré cinquante-cinq raisons, parmi lesquelles figurait "quand on voit qu'il n'y a pas d'autre moyen d'aider la situation."

Montecuccoli (1609-1681) a écrit :

« Quiconque croit qu'il peut progresser sans combats et conquérir quoi que ce soit de valable se contredit lui-même ou, du moins, exprime une opinion si fantastique qu'il évoque le ridicule. Je sais, bien sûr, que Lazare Schwendi, un général célèbre, affirmait qu'on ne devrait jamais risquer un engagement et qu'il avait l'intention d'agir uniquement de manière défensive pour retirer certains avantages de l'ennemi [Schwendi n'allait pas vraiment jusqu'à cette extrême prudence !— Delbrück]. Mais quand les troupes prenaient d'abord conscience de cela, quelle serait grande leur peur et quelle serait grande l'audace de l'ennemi ! Il est absolument nécessaire d'être prêt à se battre et à contester le terrain. Bien sûr, on ne devrait jamais se laisser entraîner dans une bataille sans réflexion et de manière imprudente, et encore moins se laisser y forcer, mais on devrait reconnaître le bon moment pour cela. Fabius Cunctator ne fuyait en aucun cas le combat, mais il avait l'intention de se battre seulement lorsqu'il avait un espoir raisonnable de victoire. »

Et dans un autre passage, Montecuccoli a écrit :

« Quiconque gagne une bataille ne remporte pas seulement la campagne, mais aussi une grande partie du territoire. Par conséquent, chaque fois que quelqu'un sait se présenter à la bataille uniquement en bonne formation, les erreurs qu'il a commises précédemment dans ses manœuvres doivent être tolérées, mais s'il a violé les enseignements des batailles, même s'il s'est prouvé par ailleurs, il ne mettrait pas fin à la guerre avec honneur. »

Turenne conseillait un jour à Condé qu'il valait mieux nuire à l'ennemi sur le champ de bataille par de nombreux combats que d'assiéger et de capturer des villes.

Daniel Defoe, dans son *Essai sur les projets* (1697 ; traduction de Fischer, p. 118), affirme que pendant la guerre civile anglaise, on avait encore la maxime « Vaincre l'ennemi où que vous le trouviez », mais qu'il s'agissait désormais de « Ne jamais combattre sans avantages évidents ». En conséquence, il dit que les guerres s'éternisent, et le résultat est que ce n'est pas l'homme avec l'épée la plus longue mais celui avec la bourse la plus pleine qui résiste le mieux à la guerre.

Le journal de campagne du Margrave Ludwig von Baden pour 1694 indique concernant une opération : « Son Altesse Sérénissime était fermement résolue, si l'ennemi le désirait, à se laisser entraîner dans un engagement décisif avec lui. Par conséquent, par ce désir, il a clairement fait comprendre à ses ennemis qu'il était déterminé à se battre plutôt que de laisser sa patrie, déjà affaiblie, plonger dans la ruine complète. » Le résultat fut quelques reconnaissances.

Feuquières (1648-1711) a écrit des mémoires militaires que Frédéric le Grand a tant prisé qu'il les a assignées à ses officiers pour lectures et a ordonné qu'elles soient lues à haute voix aux cadets pendant leurs repas. Ses propres écrits militaires sont souvent très similaires à ceux de Feuquières. Ce dernier a écrit :

« Parce que les batailles sont l'action principale d'une armée et déterminent souvent l'issue de toute la guerre ou, du moins, presque toujours celle de la campagne, il ne faut pas les mener à moins que cela ne soit exigé par la gravité de la situation et qu'il existe des causes importantes. Les raisons de rechercher l'ennemi et de combattre avec lui sont : lorsque l'on est supérieur à lui en nombre et en qualité de troupes ; lorsque les généraux ennemis ne sont pas d'accord ou ont des intérêts divergents, ou montrent peu de capacité et d'alerte ; lorsque l'il s'agit de soulager un lieu assiégé ; lorsque l'on craint que l'armée ne se disperse à moins de prévenir cela par un succès ou lorsque l'ennemi est sur le point d'être renforcé ; lorsque l'on a déjà tiré des bénéfices d'un combat ; et enfin lorsque l'on croit pouvoir mettre soudainement fin à la guerre entière par le biais d'une bataille. D'un autre côté, on est incité à éviter un engagement lorsque l'on doit craindre que l'on tire moins de bénéfice d'une victoire que l'on ne perdrait d'une défaite ; lorsque l'on n'est pas à égalité avec l'ennemi, que ce soit en nombre ou en capacité ; lorsque l'on attend soi-même des renforts ; lorsque l'on trouve l'ennemi avantageusement déployé ou que l'on a espoir de trouver un moyen de disperser l'armée ennemie par le biais du retard et de l'évitement des engagements. »

Le marquis espagnol de Santa Cruz (1687-1732) a écrit une vaste œuvre militaire (*Réflexions*) dans laquelle il parle "des occasions où il faut chercher à se battre." Ni la supériorité numérique ni la meilleure qualité des troupes, croit-il, ne sont des moyens sûrs contre les diverses circonstances aléatoires qui peuvent causer une défaite. "Rien n'est plus incertain que l'issue d'une

bataille... Vous ne devez risquer aucune bataille si la position n'est pas très favorable ou si vous ne connaissez pas exactement la force des deux armées."

Le prince Eugène a applaudi ce théoricien, et Frédéric le considérait comme l'un des auteurs « classiques » de la littérature militaire.

Le maréchal Puységur (1654-1743), dans son *Art de la guerre* (publié par son fils en 1748), qui était très apprécié en raison de son traitement systématique, n'a toutefois établi aucune considération fondamentale quant à savoir quand une bataille devait être livrée. Mais il est caractéristique de ses observations qu'il a classé Turenne avec César comme commandant et n'a pas remarqué la différence intrinsèque entre les stratégies des deux hommes.

Folard (né en 1669) a écrit, et Frédéric le Grand a copié ce passage dans l'extrait qu'il a fait : « Les plus grands chefs anciens et modernes n'ont jamais compté l'ennemi mais ont seulement demandé où ils se trouvaient afin de marcher vers eux et de les combattre. »

Le comte Khevenhüller (1683-1744), un maréchal de camp autrichien, a rédigé un *Concept bref de toutes les opérations militaires* (*Kurtzer Begriff aller militär ischen Operationen*) dans lequel il développe les raisons « de mener ou d'éviter la bataille » : I. 1. Espoir de victoire ; 2. pour soulager une ville assiégée ; 3. pour soutenir un corps en attaque ; 4. pour remédier à un manque de rations ou à l'épuisement d'autres nécessités ; 5. pour ne laisser à l'ennemi aucun temps pour des renforts ; 6. pour profiter d'un avantage sur l'ennemi, par exemple, lorsqu'il offre un flanc en marche, dans un passage, ou lorsqu'il a divisé son armée, et pour d'autres raisons similaires. II. Raisons d'éviter la bataille : 1. lorsque la perte de la bataille peut entraîner une perte plus grande que le profit à tirer d'une victoire ; 2. lorsque l'ennemi a une force supérieure ; 3. lorsque l'on n'a pas toutes ses forces rassemblées ; 4. lorsque l'ennemi a une position avantageuse. N.B. L'ennemi se défait souvent lui-même en raison d'un manque de leadership ou de discorde dans son commandement. Et dans un autre passage :

« Lorsque le commandant, par ses mouvements, peut amener l'ennemi à se déplacer d'une position à une autre et d'un camp à un autre et qu'il est capable de réaliser au bon moment son avantage pour le vaincre, alors on comprend ce qu'est vraiment l'art de la guerre. »

La polarité de la stratégie d'attrition apparaît avec une clarté spéciale dans les diverses déclarations de Frédéric le Grand. Tout au long de sa vie, elles montent et descendent comme des vagues, s'approchant d'abord d'un pôle puis de l'autre.

Avant la bataille de Hohenfriedberg en 1745, il a écrit qu'il était contraint de la livrer car aucune alternative ne restait. Dans une lettre au maréchal de Saxe (3 octobre 1746), il admet sa responsabilité d'avoir perdu la campagne de 1744 en agissant de façon beaucoup trop imprudente ; toutefois, il a déclaré qu'ayant appris de ses expériences, il ne le ferait plus. 'Un Fabius peut toujours se transformer en Hannibal ; mais je ne crois pas qu'un Hannibal soit capable de suivre la conduite d'un Fabius.'

Dans les *Principes généraux de la guerre* (1748), il est indiqué dans le chapitre intitulé « Quand et comment on doit livrer bataille » :

« Les batailles décident du destin d'une nation; lorsqu'on fait la guerre, il faut, bien sûr, arriver à des moments décisifs, soit se retirer de l'embarras stratégique de la guerre, soit placer son ennemi dans un embarras similaire, soit résoudre les querelles qui autrement ne prendraient jamais fin. Un homme raisonnable ne doit jamais agir sans avoir de bonnes raisons de le faire ; et encore moins un général d'armée doit mener des batailles sans rechercher un important but à travers elles. Par conséquent, les raisons pour lesquelles on mène des combats sont de forcer l'ennemi à lever le siège d'un endroit qui vous appartient ou de le chasser d'une province qu'il a occupée ; en outre, de pénétrer dans son propre pays, ou de mener un siège, et enfin de briser sa résistance obstinée lorsqu'il refuse de faire la paix, ou de le punir pour une erreur qu'il a commise. On oblige l'ennemi à se battre lorsqu'on effectue une marche forcée qui nous amène dans son arrière et le coupe de celles de ses forces qui sont plus en arrière, ou lorsque l'on menace une ville que l'ennemi tient à garder. Mais il faut être très prudent en effectuant ce type de manœuvres avec l'armée, et il faut aussi être tout aussi prudent pour ne pas se mettre dans une situation

désavantageuse ni prendre position de telle sorte que l'ennemi puisse, de son côté, vous couper de vos dépôts.

À toutes ces maximes, j'ajoute le point que nos guerres doivent être courtes et actives, dans la mesure où il ne convient pas de traîner les choses, car une guerre prolongée cause subtilement le déclin de notre discipline admirable et dépeuple le pays tout en épuisant nos ressources. . . . En un mot, en ce qui concerne les batailles, il faut suivre la maxime du Sanhédrin hébreu selon laquelle il vaut mieux qu'une personne meure que de voir tout le peuple ruiné. »

Dans l'Art de guerre (vers 1750), il est déclaré : « Et ne vous engagez jamais sans raisons solides dans ces combats où la mort récolte des moissons effroyables. »

Dans les *Pensées et règles générales pour la guerre*, 1755, sans doute écrites en prévision de la tempête qui se prépare, il n'y a pas de recommandation directe de chercher une décision par la bataille. Au contraire, dans l'article sur les plans de campagne, il est dit qu'un bon plan de campagne peut décider de l'issue de la guerre grâce aux avantages "que vous garantissent soit vos forces de combat, soit le temps, soit une position que vous prenez en premier." Il est également indiqué : "La valeur d'un plan de guerre réside dans le fait que vous risquez peu mais mettez l'ennemi en danger de tout perdre."

En 1753, Frédéric a fait préparer cet extrait du grand ouvrage de Folard pour ses officiers et a personnellement rédigé une introduction dans laquelle il a déclaré que seuls quelques ouvrages classiques étaient disponibles pour étudier l'art de la guerre. "César nous enseigne dans ses Commentaires guère plus que ce que nous voyons dans la guerre des Pandours ; son déplacement en Grande-Bretagne n'est guère différent, et un général de notre époque pourrait tirer de César uniquement l'emploi de sa cavalerie le jour de Pharsale." Cette expression semble si absurde que nous ne savons d'abord comment l'interpréter. Mais si nous cherchons à la comprendre, nous reconnaissons en elle la réaction d'un esprit clair et pratique, un esprit qui ne se laisse pas enfermer par des sources traditionnelles, s'opposant à un faux doctrinarisme. Comme nous l'avons vu, les théoriciens de l'époque souhaitaient contraindre César dans le schéma de la stratégie d'attrition. Frédéric a noté que ce n'était pas correct ; il était conscient de l'erreur, ne pouvait bien sûr pas en découvrir la source, et a réagi contre l'inquiétude que cette connaissance lui causait en faisant la comparaison avec la guerre des Pandours.

Dans les *Observations sur le talent militaire et le caractère de Charles XII*, écrites à l'automne 1759, il est affirmé que le roi aurait pu limiter les pertes humaines à plusieurs reprises : « Il y a, bien sûr, des situations où l'on doit se battre ; mais on ne doit prendre cette décision que si l'on a moins à perdre que à gagner, si l'ennemi, que ce soit dans ses campements ou en marche, est négligent, ou si l'on peut le contraindre par un coup décisif à accepter la paix. De plus, il est indéniable que la plupart des généraux qui se laissent facilement entraîner à une bataille recourent à cette solution uniquement parce qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre. Loin de considérer cela comme un mérite pour eux, nous le voyons plutôt comme le signe d'un manque de génie. »

Dans l'*Introduction à l'Histoire de la guerre de Sept Ans (Geschichte des Siebenjährigen Krieges)*, le roi désigne la méthode de Daun comme "la bonne sans conteste" et poursuit en disant : « ... un général aurait tort s'il insistait pour attaquer l'ennemi en position montagneuse ou sur un terrain irrégulier. La pression des circonstances m'a parfois obligé à recourir à cet extrême ; mais lorsque l'on fait la guerre avec des forces égales, on peut se créer certains avantages par des ruses et de l'intelligence sans s'exposer à de très grands dangers. Si de nombreux petits avantages peuvent être obtenus, leur somme constitue de grands avantages. En outre, une attaque contre une position bien défendue est une tâche difficile ; on peut être facilement repoussé et défait. Si l'on gagne avec un sacrifice de 15 000 ou 20 000 hommes, cela porte un coup sérieux à une armée. Les recrues, même en supposant que l'on en ait suffisamment, remplacent le nombre de soldats que l'on a perdus mais ne remplacent pas leur qualité. Le pays devient dépeuplé tout en renouvelant la force de l'armée. Les troupes dégénèrent, et si la guerre dure longtemps, on se retrouve finalement à la tête de paysans mal entraînés et mal disciplinés avec lesquels on hésite à se présenter devant l'ennemi. Dans une mauvaise situation, on peut courageusement se libérer des règles ; seule la nécessité peut nous pousser à des moyens désespérés, tout comme on administre un émétique aux

malades lorsqu'il n'y a plus d'autre médicament. Mais à l'exception de ce cas, je crois qu'il faut agir avec plus de préoccupation pour conserver ses forces et agir uniquement pour de bonnes raisons, car en guerre, celui qui laisse le moins de choses au hasard est le plus sage. »

Cinq ans plus tard (1768), dans son testament militaire, le roi développa les mêmes idées avec un accent encore plus fort sur les avantages de la stratégie de manœuvre. Il déclara :

« C'est une grande erreur de croire que les batailles en plein champ ne sont pas aussi risquées que dans des positions fixes. Sur la plaine ouverte, le canon a un effet redoutable, et le mauvais point est que si vous attaquez l'ennemi, toutes ses batteries sont déjà en place, et il peut tirer sur vous lorsque vous êtes en train de placer les vôtres; cela fait une énorme différence. »

Il a dit qu'il conduirait la prochaine guerre contre les Autrichiens de la manière suivante :

« Je conquerrais d'abord suffisamment de terres pour me permettre de me procurer des provisions, pour vivre aux dépens de l'ennemi, et pour sélectionner comme théâtre d'opérations un terrain qui me serait le plus favorable ; je m'empresserais de fortifier ma ligne de défense avant que l'ennemi puisse apparaître dans les environs. Je ferais reconnaître le terrain dans toutes les directions aussi loin que des patrouilles peuvent être envoyées ; je ferais au plus vite établir des cartes de toutes les zones qui pourraient convenir à nos adversaires comme camp, ainsi que de tous les itinéraires qui pourraient mener à ces zones. De cette manière, j'obtiendrais des connaissances sur le pays, et mes cartes clarifieraient pour moi les positions qui peuvent être attaquées et celles qui sont inexpugnables, dans lesquelles les autrichiens pourraient envisager de se rassembler. Je ne me préoccuperais pas de commencer des combats généraux, car on ne peut conquérir une position qu'avec d'importantes pertes et parce que dans un pays montagneux, les poursuites ne peuvent pas être décisives ; mais je sécuriserais mon camp de façon robuste ; je l fortifierais avec beaucoup de soin et dirigerais tous mes plans vers la défaite complète des détachements ennemis, car si vous détruisez l'un de ses corps détachés, vous causez la confusion dans toute son armée, puisque c'est beaucoup plus facile d'écraser 15 000 hommes que de vaincre 80 000, et tout en risquant moins, vous accomplissez presque la même chose. »

Il a dit qu'attaquer un ennemi en bonne position était comme vouloir mener des paysans armés de bâtons contre des hommes bien armés.

Dans les « Projets de campagne » de 1775, le roi a écrit : *« Ne jamais livrer bataille uniquement dans le but de conquérir l'ennemi, mais afin de suivre des plans qui seraient bloqués sans cette décision. »*

Il n'existe aucun type de déclaration du roi où il s'écarte de la polarité de la stratégie d'usure. Le ministre français Choiseul, le plénipotentiaire français au quartier général autrichien, Montazet, le ministre autrichien Kaunitz, et l'empereur François Ier lui-même ont tous exprimé de différentes manières le principe selon lequel il était question de détruire l'armée de Frédéric, et cela peut être interprété comme une indication de la stratégie d'anéantissement. L'empereur François écrivit à son frère, Charles de Lorraine, le 31 juillet 1757 : *« Nous ne devons pas penser à la conquête de terres mais seulement à la destruction de son armée, car si nous pouvons ruiner son armée, les terres tomberont automatiquement entre nos mains. »* Nous n'avons jamais trouvé une telle déclaration de la part de Frédéric. Au contraire, le général Lloyd et d'autres ont établi à ce moment-là la proposition selon laquelle on pouvait entreprendre des opérations militaires avec une rigueur géométrique et mener la guerre en continu sans jamais arriver à la nécessité de combattre. Ce concept, lui aussi, n'est pas présent dans les écrits de Frédéric. Il aborde le pôle de bataille de sa stratégie avec l'idée que les guerres de Prusse devaient être courtes et actives et que le sort des guerres serait décidé dans les batailles. Il aborde à nouveau le pôle de manœuvre en décrivant ses batailles comme des expédients désespérés et adopte la proposition que mener des batailles était un signe de manque d'intelligence, et il recommande de couper des détachements au lieu de batailles. Mais il serait complètement faux de prétendre voir une possible auto-contradiction dans cette disparité. Chez Machiavel, qui a simultanément souligné les principes de la stratégie d'anéantissement et de la stratégie d'usure, réside une contradiction définitive et non résolue. Frédéric représentait de manière parfaitement claire et indiscutable les attitudes de la stratégie d'usure, dans la nature de laquelle réside la possibilité que, selon les circonstances ou peut-être

même de simples humeurs, l'un ou l'autre des méthodes reçoive plus d'accent ou soit employé. Frédéric lui-même a souvent exprimé le point selon lequel il suivait les mêmes principes que les grands commandants français Turenne, Condé, Carinat, Luxembourg, ou le prince Eugène et Léopold de Dessau. Nous pouvons ajouter tous les généraux et tous les théoriciens de Végèce à nos jours, à l'exception près de Machiavel, dont les idées étaient auto-contradictoires.

Si nous recherchons une différence théorique entre Frédéric et ses contemporains, elle se trouve dans le fait que Frédéric, à l'apogée de son activité militaire, de 1757 à 1759, a approché le pôle de la bataille de manière plus stratégique que la plupart. Nous ne pouvons pas dire plus que tous, car nous avons vu qu'il existe même des propos qui vont au-delà des siens.

La théorie pure, cependant, était encline à donner l'avantage à la manœuvre. « Une bataille, » dit le règlement de l'électeur de Saxe en 1752, « est l'opération la plus importante et la plus dangereuse de la guerre. Dans un pays ouvert sans forteresse, la perte d'une bataille peut être si décisive qu'elle est rarement à risquer et jamais à recommander. Le chef-d'œuvre d'un grand général est d'atteindre le but final d'une campagne par des manœuvres alertes et sûres sans danger. »

En mai 1759, à l'instigation du roi, le prince Henry fit une incursion en Franconie et détruisit le dépôt de l'armée impériale. Retzow fait remarquer à ce sujet que ce succès "devait être plus précieux pour le roi qu'une bataille victorieuse. Car après une bataille, un général entreprenant, même s'il est vaincu, peut encore rassembler une telle force en peu de temps pour venger la défaite qu'il a subie ; ce n'est qu'après la perte complète de provisions suffisantes qu'il est impossible de penser à une opération d'importance."

Entre la Renaissance et Frédéric le Grand, les tactiques de toutes les armes ont subi des changements qui leur ont donné un visage complètement nouveau d'une période à l'autre. Les carrés serrés et profonds de l'infanterie sont devenus des lignes longues et fines ; les lourds chevaliers sur des chevaux puissants qui cherchaient à se battre de manière tournois sont devenus des escadrons de cavalerie formés de près, attaquant au galop ; et l'artillerie a augmenté d'un centuple en nombre et en efficacité. Cependant, au cours de ces trois siècles, la stratégie est restée la même dans ses principes fondamentaux. Lorsque Guicciardini nous décrit comment le vice-roi espagnol a manœuvré avant la bataille de Ravenne en 1512 pour couvrir les villes de la Romagne contre les Français et bloquer les Français sur la route de Rome, quel rôle a joué la fourniture de rations dans ces manœuvres, comment les événements ont finalement conduit à la bataille, et comment la grande victoire des Français n'a pas eu d'effet durable à long terme, toutes ces choses auraient tout aussi bien pu être racontées d'une campagne du XVIIe ou XVIIIe siècle.

Pour qu'une autre stratégie puisse apparaître, le tableau politique mondial devait connaître un changement complet et en profondeur.

Chapitre 5 :

Croquis stratégiques et batailles individuelles

BATAILLE DE HÖCHSTÄDT 13 AOÛT 1704

La supériorité numérique de Louis XIV au début de la guerre de Succession d'Espagne était si grande qu'il était justifié d'envisager des idées de soumettre complètement l'ennemi, similaires à celles de Napoléon. Alliés à l'Électeur Max Emanuel de Bavière, il pouvait planifier de rassembler des armées d'Italie et d'Allemagne afin de marcher contre Vienne.

Finalement, cependant, les opposants ont pris le dessus lorsque Marlborough, contre la volonté de son gouvernement, marcha vers le Danube avec une armée anglo-hollandaise.

Là, les deux camps manœuvrèrent l'un autour de l'autre pendant un temps considérable. Alors que les alliés portaient un coup sévère contre les Bavaois en prenant d'assaut le Schellenberg, ce qui leur permettait de traverser le Danube à Donauwörth, il était néanmoins d'autant plus difficile d'arriver à une grande bataille décisive, car des deux côtés, le commandement supérieur était divisé. D'une part, le commandement était partagé par Marlborough et Louis de Bade, qui furent ensuite rejoints par le prince Eugène avec une troisième armée. D'autre part, les deux commandants, l'Électeur Max Emmanuel et le Maréchal français Marsin, furent rejoints par Tallart avec une troisième armée.

Lorsque les Français et les Bavaois unis avaient occupé une position imprenable devant Augsbourg, les alliés, bien qu'ils soient beaucoup plus forts, ne pouvaient penser à rien d'autre qu'à ravager systématiquement la campagne bavaoise afin de forcer l'électeur à négocier en raison de la misère de son peuple.

Puisque l'électeur est resté ferme, il semblait que l'armée de Marlborough devrait finalement être rappelée. Afin de faire quelque chose de plus, il a été décidé de mettre Ingolstadt sous siège avec un corps détaché. Mais lorsque l'armée franco-bavaoise a fait un contre-mouvement, Eugène et Marlborough ont décidé de profiter de l'occasion immédiate et d'attaquer l'armée adverse avant qu'elle n'ait fortifié sa nouvelle position. "L'état périlleux de nos affaires," a écrit Marlborough, "nécessite une solution aussi puissante, pour ne pas dire désespérée."

Dans cette expression, l'essence de la stratégie d'attrition est d'autant plus manifeste que les alliés n'avaient besoin que de retirer les corps désignés pour le siège d'Ingolstadt, 14 000 hommes, afin de disposer d'une supériorité numérique considérable (62 000 contre 47 000). On a pensé qu'ils avaient fait sans ces 14 000 hommes juste pour se débarrasser de leur commandant, Louis de Bade, avec qui les deux autres s'entendaient très mal. Ce motif, très discutable en soi, est contredit par le fait qu'initialement, Eugène avait été désigné pour commander le siège. Pendant cette période, nous trouverons encore plus d'exemples où des corps d'une importance considérable ont été détournés vers des missions secondaires et sont restés indisponibles pour une bataille décisive.

Les commandants alliés ont été victorieux avec seulement une très petite supériorité numérique, essentiellement en raison de leur leadership supérieur. Les Français et les Bavaois ont été surpris par l'attaque et n'avaient pas encore terminé leurs fortifications de campagne. Leur position n'était pas désavantageuse ; Eugène n'a pas pu avancer contre le flanc gauche de l'ennemi, au nord, qu'il était censé envelopper, et lorsque les premières attaques ont été repoussées, un fort suivi des défenseurs et un passage à l'attaque leur auraient offert de très bonnes chances de succès. Comme nous le savons depuis Marathon, il n'y a effectivement pas de type de combat plus fort que la défense qui passe à l'attaque au bon moment. Mais cela nécessite un grand commandant. Le maréchal français Tallart, qui commandait à l'endroit critique du centre, n'était pas seulement pas un tel général, mais il n'avait pas non plus à sa disposition les parties de l'armée sous ses deux

collègues, qui auraient nécessairement dû prendre l'offensive avec lui. Ils avaient prévu que la bataille ne serait rien d'autre qu'une défensive ; par conséquent, les villages de Blindheim et d'Ober-Glauheim étaient si fortement occupés qu'aucune réserve n'était laissée pour l'offensive.

Dans ces circonstances, la vigilance froide de Marlborough a réussi, après que les premières attaques aient été repoussées, à effectuer un déplacement de troupes et à avancer entre les deux villages avec une grande supériorité numérique, brisant le centre ennemi de sorte que les deux villages pouvaient maintenant également être menacés et attaqués par l'arrière. La garnison de Blindheim a finalement dû capituler.

Il convient de noter qu'au Schellenberg, comme à Höchstädt, l'attaque a eu lieu alors que les forces défensives étaient encore occupées par leurs travaux sur les fortifications de campagne.

BATAILLE DE TURIN, 7 SEPTEMBRE 1706

Les Français assiégèrent Turin et couvrirent leur siège avec une armée qui fut repoussée jusqu'à l'Etsch et le lac de Garde. Le prince Eugène rassembla une armée quelque peu plus forte, contourna les Français, les manœuvra en arrière et avec 34 000 hommes, il marcha sur Turin du côté sud du Po lors de marches rapides (260 kilomètres en seize jours en contact fréquent avec l'ennemi). Le duc de Modène lui fournit quelques rations. En même temps, les Français, qui étaient supposés le repousser à l'Etsch, arrivèrent sous le duc d'Orléans, et les deux armées avaient maintenant une force approximativement égale, d'environ 40 000 hommes. Par conséquent, les Français se sentirent trop faibles pour attaquer l'armée de secours et en même temps continuer le siège de Turin. Ils cherchèrent à se protéger contre la force de secours avec une fortification de campagne, une circumvallation.

L'armée de secours, venant du sud, contourna maintenant l'armée besiegeante jusqu'à atteindre un endroit dans le nord-ouest où la circumvallation, qui venait d'être commencée à la dernière minute, n'avait pas encore été terminée. Ici, entre les deux affluents du Pô, la Dora et la Stura, l'attaque fut mise en place avec 30 000 hommes. Les forces défensives dans ce secteur ne comptaient que de 12 000 à 13 000 hommes. Les alliés avancèrent avec pas moins de cinq ou même six échelons en profondeur, trois d'infanterie et trois de cavalerie, et ils réussirent finalement à percer lorsqu'ils découvrirent que le flanc droit de la position française pouvait être enroulé et pris par l'arrière à travers le lit peu profond de la Stura. Maintenant, l'ensemble de la ligne était déployée. Une sortie de la garnison de Turin gêna également les troupes en fuite.

Ce furent les troupes du duc d'Orléans qui furent défaites, mais les troupes assiégeantes sous La Feuillade, alors que celles en fuite passaient près d'eux, furent également saisies de panique et s'éloignèrent vers la France, incapables de combattre, ayant perdu la plupart de leurs canons.

Si La Feuillade avait soutenu le duc d'Orléans avec même 6 000 hommes de son armée de siège, afin que le duc puisse former une réserve, l'attaque autrichienne n'aurait guère atteint son objectif. Mais La Feuillade ne croyait pas que l'ennemi déciderait vraiment d'attaquer la ligne fortifiée. Au contraire, il supposait que l'ennemi ne manœuvrait que pour couper l'approvisionnement des assiégés. De plus, il croyait que la chute de la forteresse, qui devait être son accomplissement personnel, était imminente, et il ne voulait pas affaiblir le siège à aucun moment. Le maréchal Marsin, cependant, qui était le conseiller du jeune duc d'Orléans, n'osait pas s'opposer énergiquement à La Feuillade, qui était le gendre de Chamillart, ministre de la guerre et des finances, et qui aurait pu lui causer un grand dommage à la cour. Par conséquent, les Français ont perdu la bataille 322 à cause du manque d'un leadership unifié et alerte dans une mesure encore plus grave que lors de la bataille de Höchstädt deux ans plus tôt. Au contraire, de l'autre côté, les deux commandants, le prince Eugène et son cousin, le duc de Savoie, ont travaillé ensemble de manière excellente. Le prince Eugène, qui manquait complètement d'égoïsme, a même interdit que son nom soit mentionné dans le message annonçant la victoire.

De cette défaite des Français, les théoriciens ont tiré la conclusion qu'il était fondamentalement erroné de planifier la défense d'une armée de siège contre une armée de secours par le biais d'une circumvallation. Une étude détaillée de l'événement nous enseigne que cette

conclusion est inadmissible, car la circumvallation n'a pas été attaquée directement mais a été enlacée. Présumément, tout le courage des Prussiens sous Léopold de Dessau aurait été vain sans cet enlacement. Si la défense de la circumvallation avait été bien exécutée et dirigée, elle aurait pu être réalisée tout aussi efficacement que celle d'Alesia en un temps antérieur, et la décision des deux cousins savoyards de risquer l'attaque de la position fortifiée avec un front complètement inversé peut être évaluée comme un acte de la plus haute audace stratégique, une action véritablement exigée par le destin.

BATAILLE D'AUDENARDE, 11 JUILLET 1708

La victoire de Marlborough à Ramillies en 1706, exploitée par une poursuite exceptionnelle, avait remis la Belgique entre les mains des puissances maritimes. Mais 1707 n'apporta aucun changement radical supplémentaire, et en 1708, avec l'aide des habitants, qui étaient aigres suite à l'administration néerlandaise, les Français remportèrent Bruges et Gand. Même une victoire que Marlborough gagna à Audenarde le 11 juillet 1708 lors d'une attaque réussie ne changea pas significativement la situation. Bien que le commandant anglais proposât désormais de pousser vers l'intérieur de la France, un plan qui a même été interprété comme une intention d'attaquer Paris, Eugène s'y opposa immédiatement, les Néerlandais ne pouvaient en aucun cas être convaincus, et Marlborough fit remarquer, dans la même lettre à son ami, Lord Godolphin, dans laquelle il rapportait tout cela (26 juillet), à quel point une avance sur Paris serait peu prometteuse : les habitants de la campagne fuiraient avec leurs biens vers les lieux fortifiés, et l'envahisseur entrerait dans un désert et rencontrerait une série de forteresses disposées en damier. "Si seulement je pouvais attirer l'armée ennemie pour une bataille !" L principal avantage de la victoire d'Oudenarde était, selon lui, le brisement du moral de l'armée ennemie.

Malgré leur défaite, les Français ont donc maintenu leur position en Flandre et occupé Bruges et Gand. Les alliés, qui ne pouvaient pas les attaquer là-bas dans leurs forteresses, ont décidé de assiéger Lille, laissant ainsi l'armée principale française derrière eux, pour ainsi dire. Le siège de la ville s'est prolongé jusqu'en plein hiver, et après la chute de la ville, le siège de la citadelle a continué. L'énorme armée française s'est approchée, a contourné les assiégeants pour trouver un endroit propice à une attaque, mais a finalement trouvé les fortifications de campagne avec lesquelles les assiégeants s'étaient protégés, la ligne de circumvallation, imprenable. Même leurs tentatives répétées de forcer la levée du siège en capturant des transports de ravitaillement ont échoué, et lorsque Lille est tombée, les alliés ont également repris la Flandre avec Gand et Bruges.

L'accent de la campagne est entièrement mis sur le siège exécuté avec succès et non sur la bataille de campagne qui l'a précédée, qui est évaluée de manière complètement fautive si l'on considère le fait qu'elle a été menée avec un front inversé, c'est-à-dire qu'elle était basée sur la prémisse d'un résultat net. Bien qu'il fût le vainqueur incontestable, que l'armée du prince Eugène approchât aussi et qu'elle fût déjà proche, et bien qu'il eût été heureux de combattre une fois de plus, Marlborough ne se sentait capable, ni immédiatement ni plus tard, de forcer une bataille décisive en toutes circonstances et d'éprouver un succès tactique pour la destruction de l'armée ennemie. Il s'agit ici d'une campagne de stratégie d'usure dans le grand style, avec le plus grand rassemblement de forces des deux côtés. Les alliés gagnèrent à nouveau cette campagne grâce à leur leadership, l'unité entre le bourg de Marl et Eugène d'un côté, le manque d'unité entre les commandants français, l'héritier du trône, le jeune duc de Bourgogne, qui était conseillé par le maréchal Vendôme, qui furent également rejoints en tant que troisième et une fois de plus indépendant commandant par le duc de Berwick. C'est pourquoi il a fallu rechercher à maintes reprises la décision du roi, puisqu'il exigeait en fait expressément qu'« aucune décision importante ne soit prise » sans avoir obtenu ses ordres. Cela suppose une lenteur dans les développements et oblige à son tour à une telle lenteur, car cela élimine presque le défi des grandes décisions et a ainsi permis aux alliés de mener à bien leur siège malgré la proximité de la principale armée ennemie qui se cachait autour d'eux. Ce ne sont pas des batailles, mais des positions et des fortifications de campagne qui ont donné des résultats, sans qu'aucune bataille ne soit menée.

BATAILLE DE MALPLAQUET 11 SEPTEMBRE 1709

Lille était une ville frontalière qui n'appartenait à la France que depuis quarante ans. Mais après sa perte, la France se sentit si épuisée que Louis était prêt à renoncer non seulement à l'objectif réel de son combat, la monarchie impériale espagnole pour son petit-fils, mais même à l'Alsace. Mais les alliés lui demandèrent de telles concessions disgracieuses qu'il décida de continuer le combat et il mit sur le champ une armée encore plus forte que celle de l'année précédente. La mission stratégique de cette armée ne pouvait être autre que de continuer la guerre de manière défensive, et les alliés n'établirent également aucun objectif plus grand que de prendre d'autres forteresses frontalières, comme ils avaient pris Lille l'année précédente. Ils conquièrent d'abord Tournai, puis se tournèrent contre Mons, tous deux appartenant à la Belgique, mais étaient encore en possession de Louis. Le maréchal Villars, qui avait pris le commandement suprême des Français, n'avait pas pu empêcher la chute de Tournai. Lorsque les alliés se tournèrent maintenant contre Mons, il marcha aussi rapidement que possible et aurait eu la possibilité d'attaquer Marlborough pendant qu'Eugène, qui était en position de l'autre côté de la forteresse, était trop éloigné pour aider directement. Mais Villars ne savait naturellement pas exactement quelle était la situation de l'autre côté. Marlborough était même assez audacieux pour marcher vers lui sur une certaine distance. Fallait-il risquer la dernière armée de France ? Cela aurait été complètement contraire aux concepts et aux intentions du roi. Villars se contenta donc d'occuper une position au village de Malplaquet, si proche de la forteresse que les alliés devaient d'abord le chasser pour pouvoir procéder au siège. La position, qui n'était naturellement pas très favorable, fut fortifiée aussi rapidement que possible, et les alliés accordèrent aux Français deux jours complets à cette fin afin qu'ils puissent d'abord rassembler toutes leurs forces disponibles pour la bataille décisive. Enfin, ils disposaient d'une supériorité d'environ 110 000 contre 95 000 Français.

La bataille a été organisée comme une bataille des ailes ; l'aile gauche des Français devait être attaquée et enveloppée par une force largement supérieure, tandis qu'une bataille de maintien devait être livrée en face du centre et de l'aile droite avec des forces plus faibles. L'après-midi du jour précédent, selon certains rapports, plusieurs généraux, dont le prince héritier de Prusse, Frédéric-Guillaume Ier, avaient entamé une conversation avec des généraux français qui dura plus d'une heure et aurait supposément leur donné l'occasion d'examiner les fortifications ennemies. Il est difficile de supposer qu'ils aient vu quelque chose d'important, mais leur réunion et leur conversation elle-même, à la vue des armées qui se déployaient pour la bataille, sont caractéristiques de l'esprit militaire de l'époque : la guerre et les batailles étaient pour eux une sorte de tournoi intensifié.

Le plan de bataille ne pouvait pas être mis en œuvre. La position française était un intervalle de 3 kilomètres de large entre deux forêts. Alors que les forêts devant la ligne ou sur les flancs entravent un attaquant dans son approche, elles le cachent également. Les alliés avaient envoyé une grande colonne d'enveloppement à travers la forêt au nord-ouest, mais celle-ci s'est révélée inefficace. Il semble qu'elle se soit perdue dans la forêt et n'ait finalement été efficace qu'en tant que renfort de cet aile. Ainsi, l'attaque sur ce flanc gauche des Français, contre les très fortes fortifications qu'ils avaient érigées, n'a pas pu pénétrer. Lorsque le commandant du flanc gauche des alliés, le prince héritier d'Orange, s'est laissé entraîner à effectuer une attaque vive avec ses faibles forces au lieu de l'effort de maintien qu'il était censé mener, il a été repoussé de telle manière qu'il aurait été facile pour les Français de le surmonter complètement avec une contre-attaque. Mais les mêmes fortifications qui avaient été si avantageuses pour la défense entravaient l'avancée vers l'attaque, et le brave Maréchal Boufflers, qui commandait à ce moment-là, n'a pas pu décider d'une telle offensive à partir du plan de bataille purement défensif. Ainsi, les alliés ont finalement réussi à repousser progressivement les Français, si bien qu'ils ont fini par évacuer le champ de bataille.

Mais l'attaque continue contre les fortifications avait coûté aux alliés pas moins de 30 000 tués et blessés, et les Français, qui n'avaient perdu qu'environ 12 000 hommes, ne reculèrent pas de plus de 5 miles du champ de bataille et occupèrent une nouvelle position. Ils n'étaient plus en

mesure de prévenir le siège et la perte finale de Mons. Mais avec cette perte, ils avaient continué la guerre pendant une année entière, et à sa conclusion, ils étaient dans une meilleure situation qu'au début. Tactiquement, Malplaquet était une victoire incontestable pour les alliés ; cependant, stratégiquement, comme cela a été dit à juste titre, à mon avis, les Français restaient les vainqueurs lorsque l'on considère la campagne dans son ensemble. Cela constitue une contradiction inhérente, mais la vie est pleine de contradictions, et la stratégie d'attrition l'est particulièrement.

Malplaquet fut la dernière grande bataille de la guerre de Succession d'Espagne. La guerre continua pendant quatre années supplémentaires alors que de petites forteresses frontalières étaient assiégées et capturées. Au début, les alliés avaient l'avantage dans cette activité, mais ensuite, alors que les Anglais et les Néerlandais quittaient l'empereur et concluaient des traités de paix séparés, les Français devinrent dominants. Ils traversèrent même à nouveau le Rhin, assiégèrent et capturèrent Fribourg, sans que Eugene ne puisse l'empêcher.

Frédéric avait envahi et occupé de manière inattendue la Silésie et était positionné avec ses troupes à la frontière de la Haute-Silésie lorsque les Autrichiens sous Neipperg, avec une audace incroyable, apparurent sur une route non gardée au milieu des Prussiens et, basant leurs mouvements sur les forteresses de Neisse et Brieg, qui étaient encore en leur possession, bloquèrent la route de retraite du corps principal prussien, qui était sous le commandement du roi lui-même. Comme Frédéric l'a lui-même écrit plus tard à Léopold de Dessau, il ne restait "aucune autre possibilité" que d'attaquer l'ennemi. Les Prussiens avaient presque deux fois plus d'infanterie (18 000 contre 9 800) et presque un rapport de force triplé en artillerie (53 canons contre 19), mais ils étaient beaucoup plus faibles en cavalerie (4 600 contre 6 800). En conséquence de la supériorité autrichienne en cavalerie, l'issue de la bataille de Mollwitz (10 avril) fut pendant un certain temps très incertaine. Les cavaliers autrichiens avaient chassé la cavalerie prussienne du champ de bataille, et "de vieux officiers ont vu," comme l'a écrit Frédéric dans ses mémoires, "le moment arriver où ce corps, sans munitions, serait obligé de se rendre." Afin d'au moins sauver le roi personnellement, le maréchal de campagne Schwerin le convainquit de quitter le champ de bataille et d'essayer de se déplacer en arc autour des Autrichiens pour atteindre les troupes prussiennes qui étaient positionnées plus au nord en Silésie. Cependant, lorsque le roi, apparemment très excité, était parti, Schwerin réussit à faire avancer à nouveau l'infanterie et l'artillerie, et les Autrichiens furent obligés de céder devant la force supérieure du feu roulant constant. Même si la cavalerie autrichienne avait vaincu les cavaliers prussiens, leur formation avait été si dispersée au cours de ce processus qu'ils ne pouvaient pas attaquer l'infanterie ennemie dans ses unités étroitement formées.

Le fait que l'aile droite des Prussiens était en avance sur l'aile gauche (voir ci-dessus, p. 276) n'a apparemment eu aucune influence sur l'issue de la bataille. Malgré sa défaite, Neipperg avait libéré la Haute-Silésie des Prussiens, et avec sa base sur la forteresse de Neisse, il a tenu bon en Silésie pendant tout l'été. Frédéric, bien que sa supériorité numérique s'élevait à pas moins de 60 000 contre 25 000, n'osa pas l'attaquer à nouveau. Il était également incapable de le manœuvrer hors de ses positions fortifiées. Au lieu de cela, le roi chercha à poursuivre la guerre sur le plan politique en amenant les Français à agir contre Marie-Thérèse. Et dès leur arrivée, il conclut l'armistice verbal secret de Klein-Schnellendorf avec Neipperg, un accord qui lui céda Neisse après un siège simulé de quatorze jours et promit l'évacuation de la Silésie inférieure et moyenne.

Dans le *Travail de l'Etat-Major*, Neipperg est sévèrement critiqué tandis que Frederick est loué car, à une occasion, il a marché presque 30 kilomètres en une journée et a fondé ses opérations dès le départ sur une décision tactique. Neipperg est accusé d'avoir agi complètement de manière traditionnelle, selon l'ancienne école. Nous pouvons voir que cette critique est fortement influencée par le patriotisme prussien. Neipperg, avec ses forces plus petites, a véritablement accompli tout ce qui était humainement possible.

Il est très remarquable que Neipperg ait réussi à placer ses forces à Mollwitz sur la route de retrait des Prussiens. Frédéric était déjà en dehors de la zone encerclée lorsqu'il a pris un jour de repos à Pogarell le neuvième, et Neipperg a profité de ce jour pour marcher vers Mollwitz et

reprendre position devant les Prussiens. En ce qui concerne la raison de son arrêt, le roi dit dans sa lettre à Dessau et dans ses mémoires qu'il ne croyait pas pouvoir utiliser son infanterie, c'est-à-dire leurs mousquets, dans le temps humide et neigeux. Le jour suivant, la fortune a voulu que le temps soit devenu clair et plus chaud, et nous avons vu que le feu de l'infanterie était, en effet, le facteur décisif. Dans le *Travail de l'Etat-Major*, ces conditions, en particulier les marches, ne sont pas correctement décrites.

Si les Prussiens, avec leur grande supériorité numérique, avaient vaincu l'armée de Neipperg en Silésie et avaient ensuite marché sur Vienne, les Français se seraient sans doute joints à eux, et Vienne aurait été capturée. Avec les Prussiens en retrait, les Français étaient trop faibles pour une telle opération. Néanmoins, ils avancèrent vers Prague et capturèrent la ville. Maintenant, Frédéric se remettait en mouvement, brisant les accords de Klein-Schnellendorf.

Il semblait que l'Autriche allait être fractionnée. La Bohême devait aller en Bavière et la Moravie en Saxe. Le maréchal français Broglie a élaboré un plan ambitieux, selon lequel l'armée autrichienne à Tabor-Budweis devait être attaquée simultanément de tous les côtés. Mais Frédéric n'a pas accepté cela ; il a simplement fait un mouvement vers la Moravie, où il n'y avait pas de troupes ennemies, et il a commencé des négociations secrètes avec l'Autriche, puisqu'il n'était pas du tout désireux de voir ce pays se désintégrer, permettant à la Saxe de devenir grande et à la France arrogante. Du point de vue stratégique, cette campagne d'hiver est intéressante car nous voyons comment il était possible pour un contemporain de Frédéric de concevoir et de proposer un plan dans l'esprit de la stratégie d'anéantissement, où les conditions semblaient appropriées, et que c'était précisément Frédéric qui - pour des raisons politiques - a rejeté le plan.

La bataille de Chotusitz (17 mai 1742) s'est déroulée alors que les Autrichiens tentaient une attaque surprise contre l'armée prussienne, qui manœuvrait en avant et en arrière, et furent vaincus dans cette tentative.

Marie-Thérèse décida alors de céder à Frédéric la Haute-Silésie ainsi que les zones qui lui avaient été transférées à Klein-Schnellendorf, afin de le séparer des Français.

Après que les Prussiens soient de nouveau partis et que les Anglais soient venus en aide aux Autrichiens, les Français furent repoussés au-delà du Rhin, 328 La période des armées de métier et il semblait qu'ils devraient à nouveau renoncer à l'Alsace. Alors le roi de Prusse arma pour la troisième fois, conquit Prague et s'enfonça dans le sud de la Bohême. Les Autrichiens durent se retirer d'Alsace, mais ils n'attaquèrent pas directement les Prussiens. Au lieu de cela, ils apparurent au nord des Prussiens et coupèrent leurs lignes de communication. Pour sa part, Frédéric n'était pas en mesure de résoudre le problème par un combat. Bien qu'il eût presque 20 000 cavaliers, cette cavalerie n'était pas adaptée pour explorer le pays et reconnaître l'ennemi. Pendant longtemps, Frédéric fut complètement sans information sur l'ennemi, et quand il trouva enfin ses adversaires en face de lui, leur position semblait trop favorable pour qu'il attaque. Il se replia en Silésie, abandonnant ses wagons à rations, et évacua également Prague, sacrifiant ses lourds canons. Le retrait faillit disloquer son armée. Les soldats désertèrent en masse. Sans bataille et presque sans escarmouches d'une taille significative, Traun avait remporté une victoire brillante, et Frédéric résolut de ne plus jamais avancer si profondément en territoire ennemi.

L'état-major général et en particulier une conférence du major von Rössler (supplément au *Militär-Wochenblatt*, 1891, 3e numéro) tiennent en haute estime les plans d'attaque du roi de 1741 à 1744, qui sont censés respirer l'esprit même de la stratégie d'annihilation. Il est vrai qu'au cours de ces années, le roi s'est théoriquement approché le plus du pôle basé sur la bataille, c'est-à-dire, si l'on le souhaite, de la stratégie d'annihilation, mais il est resté loin de l'atteindre. Jamais l'armée ennemie n'a été désignée comme l'objectif spécifique de l'attaque. Seule sous une forme très indéfinie, sans que son exécution ne se soit jamais rapprochée, apparaît l'attaque sur Vienne en 1744, où l'union de tous les alliés et une victoire sur l'armée autrichienne en Bohême du Sud est présumée mais ne nécessite pas une continuation immédiate de la marche vers la capitale ennemie, qui n'était qu'à un peu plus de 90 miles. Au lieu de cela, le plan était de se retirer en quartiers d'hiver

et de reprendre la marche sur Vienne l'année suivante. Ensuite, ils étaient censés "mettre le pied sur la gorge de l'ennemi", mais dans l'exécution plus spécifique de l'idée (*Korrespondenz*, 3:135), il est simplement dit : "Avancer vers le Danube et même procéder vers la région de Vienne, si nécessaire." En plus de tout cela, il n'est pas improbable que Frédéric ne prenait pas les grands plans si au sérieux, puisqu'il n'avait évidemment aucune intention de détruire l'Autriche, et en fait il évitait les grandes actions décisives, même lorsque les Français les lui proposaient.

Le concept de base trompeur de la stratégie de Frédéric, qui sous-tend le *Travail de l'État-Major*, produit naturellement des erreurs individuelles encore et encore. Les faits doivent constamment être déformés ou couverts, mais la conséquence logique finit par conduire au point où la glorification voulue se transforme en reproche, car aucun artifice ne suffit plus à contraindre la manière d'opération de Frédéric dans le schéma supposé. Cette situation est très bien décrite en ce qui concerne 1744, et le roi est défendu contre les critiques du *Travail de l'État-Major* par Max Leitzke dans "Nouveaux Contributions à l'Histoire de la Politique Prussienne et de la conduite de la Guerre en 1744", thèse de Heidelberg, 1898.

Si les Autrichiens avaient poursuivi leur succès de 1744 et continué la guerre à travers l'hiver, il est difficile d'imaginer comment la Prusse aurait pu se sauver. Mais une campagne d'hiver a dépassé les capacités morales et les possibilités matérielles des Autrichiens, et Frédéric a gagné du temps pour réorganiser son armée avec une activité inflexible. Il a maintenant laissé l'initiative stratégique à ses ennemis et a résolu de venger la défaite manœuvrière de l'année précédente par une victoire au combat. Son ministre fidèle, Podewils, l'a vivement recommandé de ne pas confier le sort de la nation à l'issue incertaine d'une bataille. Mais le roi lui a expliqué qu'il n'y avait pas d'autre alternative ; la bataille était un émétique pour un homme malade. Il pouvait supposer que les Autrichiens tenteraient de pénétrer en Silésie depuis la Bohême au printemps, et il pourrait alors exploiter l'avantage que la frontière montagneuse lui offrait. Au lieu d'essayer de bloquer les passes montagnardes individuelles (je rappelle au lecteur ce que nous avons dit dans le premier volume de ce travail concernant les Thermopyles et le blocage des passes montagneuses), il décida de laisser les passes ouvertes afin de confronter les Autrichiens en Silésie. Mais il a surveillé les montagnes très attentivement et a fait ses préparatifs pour tous les itinéraires que les Autrichiens pourraient emprunter. Les routes et les ponts ont été inspectés, et les troupes ont été divisées de telle manière qu'elles pouvaient unir rapidement leurs forces face à la sortie d'un col d'où l'armée saxonne-autrichienne unie était en train de sortir. Pour leur part, les Autrichiens ont tenté de surprendre l'armée prussienne à Chotusitz par le biais d'une marche nocturne. L'essai a échoué car ils avaient sous-estimé les difficultés d'un déploiement militaire lors d'une marche nocturne. Ils n'ont commencé l'attaque qu'à huit heures du matin, et d'ici là les Prussiens étaient déjà conscients de leur présence et étaient en position, et le corps commandé par le roi lui-même, qui avait d'abord dû être rappelé d'une marche plus avancée, était de nouveau si proche qu'il a pu intervenir à temps et décider de la bataille en faveur des Prussiens. À Hohenfriedberg, le 4 juin, cependant, Frédéric avait si bien pris ses mesures préparatoires qu'il a pu attaquer le flanc gauche de l'armée ennemie dès quatre heures du matin. À neuf heures, la bataille était déjà essentiellement terminée, et l'ennemi était en pleine retraite à travers la montagne. La victoire a été brillante et due uniquement au leadership du commandant royal 330 de la période des armées permanentes. Le concept stratégique, la préparation soignée et la détermination dans l'exécution étaient tous exceptionnels. Ce n'est qu'avec cette victoire que la haute estime pour Frédéric en tant que commandant militaire a véritablement commencé. À Mollwitz, Schwerin avait encore dû remporter la victoire pour lui ; à Chotusitz, le roi avait excellé dans son commandement, mais cela n'était pas apparent, et les Autrichiens soutenaient même qu'ils n'avaient pas été battus. L'année 1744 s'était terminée par un échec complet. Mais maintenant, Hohenfriedberg a donné au roi une réputation qui ne s'est jamais estompée. Et nous ne pouvons pas dire, par exemple, que le triomphe du roi a été facilité par des erreurs particulières de la part de l'ennemi. Bien sûr, pour se protéger contre une attaque surprise, ils auraient dû occuper certaines hauteurs le soir même de leur arrivée et s'emparer des passages du ruisseau Strigau. Mais ils n'ont pas quitté les montagnes pour rejoindre leurs camps avant la tombée

de la nuit et avaient à peine la possibilité de s'orienter suffisamment de tous côtés. Peut-être que la marche à travers la montagne aurait pu être accélérée. Mais, après tout, il était d'abord nécessaire de voir si les Prussiens n'étaient pas en position directement à l'ouverture du passage, auquel cas les unités de troupes auraient pu tomber individuellement entre leurs mains. Mais s'ils avaient prévu de se reposer la première nuit tout en étant encore dans les montagnes afin de descendre dans la plaine le lendemain avec une marche plus courte, le danger aurait été d'autant plus grand que les Prussiens, dont le mouvement ne pouvait pas rester caché, attaqueraient immédiatement les troupes à leur sortie du passage. L'idée que les Prussiens pouvaient déjà être en position avec toute leur force avant le lever du soleil le lendemain matin et pouvaient passer à l'attaque ne pouvait guère avoir effleuré le commandant autrichien, Charles de Lorraine. C'est précisément cette situation complètement inattendue qui a révélé le génie et l'imagination dans l'action du roi prussien. Quelle grande est l'estime habituellement accordée à l'initiative en stratégie ! La bataille de Hohenfriedberg nous a appris que tous ces principes n'ont néanmoins qu'une signification relative. Frédéric a triomphé stratégiquement précisément parce qu'il a forcé l'initiative à son adversaire et a laissé l'offensive stratégique à celui-ci, et l'exécution de cette action nous prouve que cela résultait non d'un manque d'esprit offensif, mais d'un calcul avisé.

Frédéric a suivi l'ennemi en retraite pendant trois jours. Puis l'action militaire a de nouveau cessé. Les Autrichiens ont pris une position bien sécurisée derrière l'Elbe et l'Adler, et les Prussiens ont campé face à eux pendant tout l'été, soit presque quatre mois, sans que la situation n'entraîne d'action militaire considérable. Nous voyons combien peu, à long terme, le gain matériel résultant d'un grand succès tactique comme celui de Hohenfriedberg était sous les conditions de cette période. À cette bataille, la force de Frédéric n'était déjà pas inférieure à celle des Autrichiens et des Saxons réunis (environ 60 000 hommes), il leur avait infligé des pertes de 14 000 à 16 000 hommes et 80 canons tout en perdant 4 800 hommes lui-même, et Des Ébauches Stratégétiques et des Batailles Individuelles 331 donc il était maintenant considérablement plus fort. S'il avait été guidé par les principes de la stratégie d'anéantissement, il aurait maintenant poursuivi sans relâche l'ennemi, dont le moral était ébranlé, et l'aurait attaqué de nouveau dès que possible. Comme les Autrichiens avaient perdu deux tiers de leur artillerie et n'avaient maintenant que 41 canons contre 192 du côté prussien, même une attaque sur la position Adler-Elbe ne semblerait pas impossible du point de vue d'un critique moderne, mais même si cela l'était, la position aurait encore pu être enveloppée. Mais de telles idées étaient encore plus éloignées de l'esprit du roi en ce sens qu'il avait, bien sûr, vécu l'année précédente à quel point il était dangereux pour une armée comme la sienne de pénétrer profondément dans le territoire ennemi et de se couper de sa base d'approvisionnement. Son chef d'état-major, von der Goltz, avait déjà averti d'urgence contre même le fait de traverser la montagne et d'avancer sur le territoire bohémien, car il ne pouvait pas faire avancer les rations sur des charrettes agricoles.

Il ne fallut pas longtemps avant que l'initiative stratégique ne retombe à nouveau aux mains des Autrichiens. Frédéric dut affaiblir ses forces en envoyant des troupes en Haute-Silésie et en Moravie, menacées par les Saxons. Les Autrichiens, en revanche, renforcèrent leurs troupes. Leurs unités légères empêchèrent avec succès les Prussiens de piller. En septembre, Frédéric regagna les passes des Sudètes, mais avant qu'il ne se retire, le prince Charles fit une nouvelle tentative pour le vaincre. Les Prussiens, qui n'étaient désormais plus que 22 000, étaient dans un camp à Soor, entre les deux passes de Trautenau et Nachod ; l'armée austro-saxonne, avec 39 000 hommes, était beaucoup plus forte.

Le prince Charles a élaboré un plan pour attaquer les Prussiens par surprise de la même manière qu'à Chotusitz et Hohenfriedberg. Ses forces avancèrent prudemment vers les Prussiens et cherchèrent à se déployer durant la nuit directement devant leur camp. Le matin du 30 septembre à cinq heures, le roi reçut le premier rapport. Mais, comme toujours, il était déjà levé et avait rassemblé ses généraux afin de donner les ordres pour la journée. Il comprit immédiatement qu'un retrait n'était plus possible, d'autant plus que les Prussiens n'avaient à leur disposition que des routes étroites entre forêts et falaises, et que la route principale vers Trautenau était déjà aux mains des Autrichiens. Le seul salut possible se trouvait dans une attaque. Sur le champ, le roi ordonna le

déploiement et une marche vers le flanc droit afin d'attaquer en deux échelons avec cette aile, tandis que l'aile gauche, composée d'un seul échelon, restait initialement refusée. Les ordres du roi furent exécutés avec la grande rapidité rendue possible par la discipline prussienne.

Si les Autrichiens avaient ouvert l'attaque à ce moment avec toute la force de leurs supériorités numériques, nous avons peine à voir comment l'armée prussienne aurait pu tenir bon. Berenhorst a écrit plus tard : "Les Prussiens ont été victorieux, avec un mépris pour l'art militaire", à quoi Scharnhorst a répondu : "Ils ont été victorieux en honorant l'art militaire." Bien que le prince Charles ait voulu surprendre les Prussiens dans leur camp, il n'avait pas prévu de les attaquer directement, mais avait attendu qu'ils se retirent à la hâte, s'attendant à ce que ce retrait lui donne l'occasion de les détruire. Les troupes légères des Autrichiens étaient déjà de l'autre côté du camp prussien, et elles s'y sont infiltrées et l'ont pillé, capturant même l'ensemble des bagages du roi lui-même alors qu'il menait ses troupes au combat. C'est cette détermination absolue au combat qui a donné la victoire aux Prussiens, et c'est la prudence du commandant autrichien qui a conduit son armée à perdre la bataille. Étant donné qu'ils étaient eux-mêmes encore engagés dans leur déploiement et prévoiaient dans un premier temps d'attendre que ses effets se fassent sentir, les Autrichiens ont laissé venir l'attaque prussienne, et même la cavalerie autrichienne, qui était serrée sur une crête, s'est laissé attaquer en position par les Prussiens au lieu de riposter. Elle a été repoussée par les Prussiens, et l'attaque prussienne continue sur ce flanc a soutenu leur attaque frontale, si bien que le centre autrichien a été vaincu et leur aile droite a commencé la retraite.

Tout comme à Hohenfriedberg, Soor fut un exploit de leadership, de détermination et de discipline. Néanmoins, le résultat stratégique de Soor était encore plus réduit que celui d'Hohenfriedberg. Ces deux victoires signifiaient le salut face à l'urgence et au danger les plus extrêmes, mais rien de plus. Nous avons ici le fait étonnant, complètement impensable dans une stratégie d'anéantissement, que le vainqueur, après être resté sur le champ de bataille quelques jours de plus par honneur, se retira ensuite. Frédéric se dirigea vers la Silésie, et les Autrichiens, après leur échec, retournèrent dans le camp qu'ils avaient précédemment occupé.

Ils n'ont également pas été dissuadés, après quelques semaines, de tenter à nouveau une grande avancée. Les Saxons ont fait appel à eux pour agir avec eux à travers la Lausitz contre Brandebourg, et à seulement trois jours de marche au-delà de la frontière saxonne de l'époque se trouvait Berlin. Frédéric a interrompu le mouvement par une manœuvre de flanc depuis la Silésie dans la Lausitz le 21 novembre et a ordonné à l'ancien Dessau, qui était en position à Halle avec une armée prussienne, de mener maintenant une offensive contre les Saxons.

De ces mouvements s'est développée une situation stratégique extrêmement remarquable. Le prince Charles est arrivé en marchant aussi vite que possible avec l'armée autrichienne du coin nord de la Bohême pour aider les Saxons. Le roi de Prusse se trouvait sur la rive nord de l'Elbe à quelques distances devant Dresde, mais il ne rejoignit pas Dessau, qui marchait vers lui via Leipzig. Au lieu de cela, il envoya à Dessau uniquement 8 500 hommes sous le commandement du général Lehwaldt par Meissen. Le roi lui-même, avec le corps principal de son armée, croyait qu'il était nécessaire pour lui de garder le contact avec la Silésie et de protéger les dépôts de ravitaillement et la route vers Berlin. Lorsque Léopold attaqua les Saxons le 15 décembre à Kesselsdorf, à quelques distances devant Dresde, les Autrichiens se trouvaient déjà directement derrière eux. En quelques heures, les deux armées auraient pu unir leurs forces, et alors Dessau serait perdu. Frédéric lui en fit le plus sévère reproche, et ce reproche est encore répété dans les derniers ouvrages, parce qu'il ne marcha pas plus rapidement et fit un détour par Torgau. Une étude détaillée a toutefois montré que l'ancien maréchal de campagne agissait à chaque moment de manière complètement appropriée à la situation et à ses instructions, et la différence entre son concept et celui du roi était causée uniquement par la grande distance entre les deux, la lenteur des communications et la complexité de la situation. Il est inévitable que des frictions surgissent lorsque la coopération est tentée depuis différents domaines. Frédéric aurait pu éviter le danger si, pour le bien de la victoire qu'il avait sûrement en perspective, il avait renoncé à sa sécurité et à ses contacts pendant quelques jours et avait conduit non seulement le corps de Lehwaldt, mais son armée entière à travers l'Elbe pour unir ses forces avec Dessau à Meissen. Si Léopold avait été vaincu (et il avait à peine la même force que

l'ennemi), Frédéric dit plus tard dans ses mémoires, il aurait immédiatement repris la bataille avec son armée, plaçant les bataillons vaincus dans le second échelon. Nous devons dire que dans ce cas, le roi s'est montré non seulement comme un adepte de la stratégie d'attrition mais aussi comme un commandant complètement dévoué aux principes de cette stratégie. S'il avait été possible d'unir les deux armées par la suite, cela indiquerait que l'importance des raisons secondaires qui ont empêché de joindre les forces avant la bataille et pendant que la bataille était terminée a été surestimée. La bataille tenait à un fil. Si elle avait été perdue, les critiques n'auraient pas épargné le roi Frédéric et en effet, n'auraient pas pu l'épargner. Il a lui-même affirmé souvent le principe selon lequel toutes les forces disponibles devaient être mobilisées pour une bataille. Néanmoins, il a lui-même agi contrairement à ce principe non seulement ici, mais, comme nous le verrons, plus tard aussi, et ce n'était pas seulement lui, mais, comme nous l'avons déjà entendu, il a été dit la même chose d'Eugène et de Marlborough à Höchstädt. Il s'agit précisément de savoir quelles forces un commandant considère pouvoir épargner d'un autre emplacement afin de les engager pour la bataille. Les commandants de la stratégie à double polarité évaluaient ces raisons complètement différemment de ceux qui adhéraient à la stratégie à pôle unique. Et c'est donc là que nous avons l'explication du comportement de Frédéric à Kessels dorf. Que ce soit par une surestimation des raisons de retenir son armée dans ce cas particulier est une question d'un moindre intérêt.

FREDERICK ET TORSTENSSON

Comparons les campagnes de Frédéric décrites ci-dessus avec quelques campagnes de Torstensson.

Après que Torstensson a pris le commandement de l'armée suédoise en Altmark, il s'est soudainement déplacé de là (1642), a marché à travers la Silésie vers la Moravie, a conquis Glogau et Olmütz, a occupé ces forteresses avec des garnisons, et est ensuite revenu et a défait une armée impériale à Leipzig le 2 novembre 1642. L'année suivante, il s'est de nouveau rendu en Moravie, s'est replié sans avoir pu forcer une bataille, et a suivi un ordre de son gouvernement pour vaincre le Danemark. L'armée impériale sous Gallas l'a suivi jusqu'en Holstein. Torstensson l'a manœuvrée à nouveau et a envahi la Bohême avec l'intention de « saisir un poste sur le Danube » et ensuite « revenir » à sa base (« ligne de communications »). Les forces impériales ont rassemblé leurs troupes ; la Saxe et la Bavière, également, cette dernière commandée par John de Werth, les ont rejointes, et les événements ont conduit à la bataille de Jankau le 6 mars 1645. Les forces des deux côtés étaient à peu près égales ; les forces impériales sous Hatzfeld disposaient de 5 000 fantassins, 10 000 cavaliers et 26 canons ; les Suédois avaient 6 000 fantassins, 9 000 cavaliers et 60 canons. Les deux camps se sont battus avec la plus grande bravoure. Les Suédois ont remporté la victoire grâce à leur leadership supérieur et certain, car les troupes impériales avaient accepté la bataille sur un terrain défavorable à la cavalerie, l'arme dans laquelle elles étaient supérieures, et plusieurs généraux ont agi de leur propre initiative d'une manière contraire aux intentions du commandant.

Torstensson se rendit aux portes de Vienne, captura le dispositif de franchissement, la Wolfsschanze, et les deux places fortifiées de Kornneuburg et Krems sur le Danube. Mais il était trop faible, avec son armée de à peine 15 000 hommes, pour capturer Vienne elle-même, et même un siège de quatre mois à Brünn fut infructueux. Krems resta entre les mains des Suédois pendant plusieurs mois, Kornneuburg un an et demi, et Olmutz jusqu'à la fin de la guerre. Torstensson avait donc atteint son objectif de « toucher le cœur même de l'empereur », mais cela ne suffisait pas à le contraindre directement à un traité de paix. Torstensson, comme Frédéric, était conscient d'être le meilleur combattant, et il cherchait des batailles décisives, mais il n'était pas plus capable que Frédéric d'exploiter la bataille décisive pour gagner la guerre. Les deux hommes pouvaient agir seulement conformément aux principes de la stratégie d'attrition ; ce faisant, Torstensson gagnait plus que Frédéric, mais Frédéric atteignait néanmoins son objectif plus rapidement. Comment cela peut-il s'expliquer ?

Nous avons déjà vu que l'armée de Torstensson était beaucoup plus flexible que celle de Frédéric, à la fois en raison de sa taille réduite et de sa composition, avec une prépondérance de

cavalerie. Mais il y avait une autre raison particulière pour laquelle Torstensson pouvait opérer et avancer plus audacieusement que Frédéric. Frédéric réalisait que si son armée était détruite, sa nation le serait également. Pour cette raison, en 1741, il n'a pas forcé la bataille contre l'ennemi, qui tenait bon dans une position fortifiée. En 1742, il a combattu uniquement sur la défensive, et en 1744, il a risqué d'aller seulement jusqu'à Budweis et a ensuite évacué la Bohême à nouveau sans bataille. Et en 1745, malgré sa victoire à Hohenfriedberg, il s'est de nouveau arrêté après seulement trois jours de marche. Torstensson a osé se battre au milieu de la Bohême et a avancé jusqu'au Danube, parce que dans le cas le plus extrême, il risquait peut-être son armée mais pas la nation. Il avait déjà été conclu par le Sénat suédois lorsque Gustave-Adolphe a traversé la mer qu'une armée perdue en Allemagne ne diminuerait pas sérieusement la Suède dans sa défense, car le pays retenait trente grands navires et la milice nationale. Cette même considération est rapportée par Chemnitz lors du conseil de guerre avant la bataille de Breitenfeld. "La monarchie était si loin, et de surcroît de l'autre côté de la mer, qu'elle ne prenait pas de grand risque pour son pays et n'avait pas de grand obstacle à surmonter." Par conséquent, le succès plus rapide de Frédéric s'explique non seulement par ses succès militaires mais aussi politiquement. Après un an et demi de guerre, Marie-Thérèse était prête à lui céder une grande province riche afin de pouvoir se défendre contre ses autres adversaires plus forts. C'est dans ce domaine, dans la combinaison de la stratégie et de la politique, que doit être cherché le Frédéric des deux premières guerres de Silésie. S'il a été cru que la politique de Frédéric et sa conduite de la guerre à cette époque étaient caractérisées par les tendances suivantes : pas de longue guerre, des coups courts et puissants, puis un traité de paix avantageux dès que possible - cette idée reflète davantage un vœu pieux du roi que les mouvements réels qu'il a indiqués. Où sont les coups courts et puissants qu'il est censé avoir donnés ? À Mollwitz, il a dû se battre parce qu'il était isolé ; à Chotusitz, il a lui-même été attaqué ; en 1744, il n'a pas du tout combattu ; à Soor, il a également été celui qui a été attaqué. Les seuls coups courts et puissants étaient Hohenfriedberg et Kesselsdorf. Le traité de paix qui a suivi en 1745, cependant, n'était en aucun cas avantageux mais simplement a confirmé le statut des possessions. Il est également indispensable pour une évaluation appropriée de Frédéric en tant que stratège de garder à l'esprit que l'idée décisive avec laquelle il a commencé sa grande carrière était l'idée politique, pour laquelle sa stratégie audacieuse mais prudente servait d'expédient.

TURENNE

Dans la Guerre de Trente Ans, durant la même période que Torstensson, le Français Turenne exerçait le commandement. Il doit être mentionné dans une histoire de l'art de la guerre, puisqu'il occupe une position dans la tradition en tant que commandant qui a d'abord accordé une importance décisive aux rations et a préféré renoncer à une entreprise avantageuse plutôt que de mettre ses provisions en danger. Il est donc considéré plus ou moins comme le créateur d'une stratégie de manœuvre qui est astucieuse et active mais évite le combat. Il est habituel de citer à son sujet l'expression de Clausewitz (9:193), selon laquelle son art était précisément celui de son temps, qui aurait été aussi exceptionnel dans nos guerres que l'épée de parade d'un courtisan parmi les épées de chevaliers. Bien que cette caractérisation et cette comparaison soient aussi correctes qu'impressionnantes, elles donnent néanmoins une fausse impression. Turenne, fils d'une princesse d'Orange, était de l'école néerlandaise, où le ravitaillement régulier du soldat appartenait aux règles les plus sacrées de la guerre. Par conséquent, il n'a fait que reprendre cette règle. Mais il se peut qu'au milieu des commandants de la Guerre de Trente Ans, il ait accordé plus d'importance au système de rations que ses contemporains. En 1644, lorsqu'il avait forcé le général Mercy à se retirer de Fribourg et qu'une poursuite énergique promettait des chances de succès considérables, il a refusé de le faire et dans ses mémoires, il a expliqué : « Comme toute notre infanterie était habituée à recevoir du pain cuit et non à le cuire elle-même, comme les anciennes troupes qui avaient longtemps servi en Allemagne, il était d'autant moins possible de suivre l'ennemi jusqu'en Wurtemberg en ce sens que nous n'avions pas de dépôts de ravitaillement préparés là-bas. Par conséquent, nous ne nous sommes pas éloignés du Rhin.

Ailleurs dans ses mémoires, nous trouvons également une considération pour les rations soulignée encore et encore, comme par exemple lors du soulagement d'Arras en 1654.

L'activité de Turenne en tant que commandant peut être divisée en deux périodes : la première, des dernières années de la guerre de Trente Ans et de la guerre de la Fronde jusqu'au traité de paix des Pyrénées en 1659 ; la seconde, jusqu'à sa mort en 1675, comprenant les premières guerres sous le règne personnel de Louis XIV. Pour la deuxième période, au cours de laquelle les armées étaient deux à trois fois plus grandes que celles de la première période, les préoccupations relatives au système de rations, comme nous l'avons vu, sont progressivement devenues le principe directeur et sont également restées ainsi sous Frédéric le Grand. Pour tous les commandants de cette période, donc, l'épée de bataille, selon la métaphore de Clausewitz, est devenue l'épée de parade, mais elle était malgré tout pointue et suffisamment tranchante pour être très dangereuse dans la main d'un escrimeur audacieux et compétent, et Turenne savait également manier cette épée avec une efficacité mortelle. Nous ne pouvons pas lui attribuer une bataille comme celle de Baner à Wittstock ou des mouvements et des batailles de grande envergure de Torstensson, mais en 1674, Turenne a manœuvré le Grand Électeur hors d'Alsace de la même manière que Traun a manœuvré Frédéric le Grand hors de Bohême en 1744. S'il subissait une défaite, il prenait immédiatement une position difficile et imprenable que l'ennemi n'osait pas de nouveau approcher (par exemple, en 1652 à Orléans durant la guerre de la Fronde), agissant à cet égard comme Frédéric le Grand. Sur l'importance de la bataille, il a parfois déclaré (concernant l'année 1646) que le fruit significatif d'une victoire était de prendre le contrôle d'une zone et ainsi de se renforcer, tandis que l'ennemi était affaibli. Turenne occupe donc une position individuelle très importante dans l'histoire de la stratégie et des grands commandants, mais il ne peut pas être considéré comme le modèle d'une méthode particulière. Moins que quiconque, il ne peut être montré comme représentant une théorie opposée à celle de Frédéric, qui, après tout, n'a jamais affirmé qu'il différait dans ses principes des grands maréchaux français.

CHARLES XII

Concernant Charles XII, je prévois une étude spéciale et compte donner ici seulement quelques indications sur la direction dans laquelle elle se déroulera. D'un point de vue stratégique, Charles XII appartient encore à la période de la guerre de Trente Ans, dans la mesure où les armées qu'il dirigeait étaient très petites, avec une forte prépondérance de cavalerie. Ces armées se déplaçaient donc librement sur de très vastes zones, et les motifs de ces mouvements reposaient davantage sur des considérations politiques que militaires. En 1707, lorsque Charles quitta la Saxe et atteignit le sommet de son pouvoir, son armée comprenait 16 200 fantassins et 20 700 cavaliers, y compris les dragons. À Poltava, il avait un total de 16 500 combattants, dont 12 500 furent menés au combat. Contrairement à la situation de la guerre de Trente Ans, le roi n'était pas opposé à des troupes d'égale valeur mais de bien moindre valeur, mais elles avaient des nombres supérieurs. L'armée russe était encore en formation et souffrait de l'opposition entre les soldats russes et les officiers, qui provenaient essentiellement de pays étrangers. L'armée royale polonaise était une levée médiévale indisciplinée. Pour les Saxons, leur général, Schulenberg, a lui-même rapporté à son roi qu'ils se dérobaient simplement à la vue des Suédois. Si nous considérons cette différence dans la qualité des troupes, ainsi que l'étendue du théâtre de guerre et les conditions de l'agriculture, des routes et du climat, nous voyons que nous devons appliquer ici des normes complètement différentes de celles de la guerre de Trente Ans ou des guerres de Louis XIV ou de Frédéric le Grand. Le descendant de la maison de Wittelsbach sur le trône nordique n'était certes pas seulement l'un des plus grands héros de l'histoire mondiale mais aussi un grand général qui dirigeait correctement ses troupes au combat et les inspirait par son esprit et sa confiance absolue. Mais pour le considérer comme un stratège dans un groupe avec Gustave Adolphe, Frédéric et Napoléon, il manque quelque chose qui ne se règle pas avec les mots « obstination » ou « aventurier ». Il s'agit de chercher et de déterminer les effets mutuels entre la situation objective et le caractère de l'acteur. Tant la différence entre les armées opposées déjà citée que la situation politique de la nation

suédoise doivent être prises en compte. Cette grande puissance, qui s'étendait tout autour de la mer Baltique et avait même une grande possession sur la mer du Nord, n'avait toujours si peu de direction politique définitive que le vieux chancelier Oxenstierna pouvait conseiller à son roi en 1702 qu'il devrait faire la paix avec Auguste de Pologne-Saxe et pourrait alors louer son armée à des puissants étrangers, ce qui rejaillirait sur la renommée du roi.

En effet, c'est avec ce genre de situation que la grande guerre des Suisses a également pris fin.

Dans la guerre de Sept Ans, Frédéric était à l'apogée de son pouvoir et de ses réalisations. Ses principes stratégiques sont restés les mêmes.

Il est entré en guerre avec la conscience de sa supériorité incontestée. Au cours des dix années de paix, il avait augmenté et amélioré son armée dans une bien plus grande mesure que son adversaire. Ses forteresses en Silésie avaient été renforcées. Dans son trésor national, il avait 16 millions de thalers en espèces et il estimait pouvoir immédiatement soumettre le riche électorat de Saxe à son pouvoir et unir ses forces à celles de la Prusse. Les deux régions ensemble avaient un surplus annuel de 7,5 millions de thalers, tandis que Frédéric estimait les dépenses d'une campagne à peu près pas plus de 5 millions. Politiquement, le roi estimait que la France, consciente de l'ancienne jalousie entre les maisons de Habsbourg et de Bourbon, donnerait seulement un soutien médiocre à l'Autriche et ne serait également pas capable de contributions financières élevées. Il croyait pouvoir freiner la Russie avec l'aide de l'Angleterre, et même si cela ne réussissait pas, que les Russes ne pourraient pas accomplir grand-chose militairement ; même la Russie et l'Autriche ensemble ne pourraient pas rivaliser avec lui, étant trop faibles financièrement. Même si l'Empereur François, au vu de son titre de roi de Jérusalem, accordait à sa femme une avance de son patrimoine privé, cela ne pourrait pas aller très loin.

Selon l'estimation du roi, les conditions étaient si favorables que l'on pourrait se demander s'il ne serait pas approprié pour lui d'adopter les principes de la stratégie d'anéantissement. Les régiments prussiens pouvaient être mobilisés en six jours ; les troupes saxonnes pouvaient être surprises avant même d'être rassemblées ; les Autrichiens n'avaient pas encore pris de préparatifs à mentionner et devaient d'abord combler les vides dans leur organisation de temps de paix. À la fin de juillet 1756, lorsque la situation était politiquement favorable, Frédéric aurait pu faire irruption en Bohême avec une supériorité écrasante, et nous ne voyons pas comment les Autrichiens, avant qu'il n'atteigne Vienne, auraient pu offrir une quelconque opposition à laquelle il n'aurait pas été supérieur.

Mais nulle part nous ne trouvons la moindre indication que le roi ait même envisagé de telles idées. Au début, il a reporté l'attaque de quatre semaines alors que les Français menaçaient de se déplacer immédiatement contre lui. Ce faisant, il a donné aux Autrichiens le temps de préparer leurs plans et a permis aux Saxons de concentrer leur armée dans le camp fortifié de Pirna. Mais Sketches Stratégiques et Batailles Individuelles 3 39 Frédéric estimait que s'il ne commençait pas la guerre avant la fin août, les Français ne sortiraient plus cette année-là. Il était prêt à accepter ces désavantages car il n'avait pas l'intention de mener une campagne de destruction mais prévoyait seulement d'occuper la Saxe et une partie de la Bohême du Nord. Dans d'autres circonstances, cette menace des Français l'aurait naturellement contraint à ne pas retarder l'attaque mais à l'accélérer autant que possible afin de s'occuper de l'Autriche avant que les Français n'aient parcouru le long chemin jusqu'à la Saale. Dans cette situation, le principe "coups courts et puissants, puis une paix rapide et avantageuse" (comme cela s'est produit 110 ans plus tard) aurait été approprié. Mais Frédéric avait des idées complètement différentes. Sa exigence que les guerres de la Prusse soient courtes et vives ne doit pas être entendue dans le sens moderne mais par rapport aux guerres de la période précédente, qui avaient duré dix, vingt, voire trente ans.

Par conséquent, Frédéric s'est contenté cette année de capturer l'armée saxonne (18 000 hommes) à Pirna et de placer la Saxe sous son contrôle, mais il a non seulement rejeté l'idée d'une bataille décisive contre les Autrichiens, mais il est même retourné hors de Bohême. Lors de cette toute première campagne, il a découvert que la guerre serait plus difficile qu'il ne l'avait imaginé. À

Lobositz, le 1er octobre, les Prussiens, en raison d'une attaque de cavalerie infructueuse ordonnée contre les ordres du roi, ont été effectivement vaincus, et le roi avait déjà quitté le champ de bataille lorsqu'il a été rappelé parce que les Prussiens, après de violents combats, avaient arraché aux troupes légères autrichiennes une position avancée que les généraux prussiens pensaient être la position principale des Autrichiens. Ils pensaient maintenant avoir gagné la bataille. Ce n'était pas le cas ; la position principale des Autrichiens était à peine affectée, et leur armée se battait à égalité avec les Prussiens. Mais les Prussiens ont néanmoins finalement réussi, car Browne n'a pas reconnu son avantage et n'a pas poursuivi la bataille. Son plan n'était pas de se battre contre les Prussiens mais par une approche surprise sur l'autre rive de l'Elbe, c'est-à-dire par une manœuvre, de donner aux Saxons la possibilité de briser leur position entourée, ce qui a finalement échoué.

On ne peut pas dire qu'il aurait été absolument trop tard dans l'année après la capitulation des Saxons le 16 octobre pour Frédéric mener une campagne de destruction contre les Autrichiens. Il avait encore une supériorité considérable, d'au moins 100 000 contre 80 000. Mais c'est une considération purement doctrinaire. Frédéric n'y a pas pensé, et la structure interne de son armée ne permettait pas une telle stratégie.

Dans l'hiver et le printemps de 1757, une coalition effroyable des trois grandes puissances militaires, l'Autriche, la Russie et la France, contre la Prusse téméraire s'est formée. Cette alliance avait été préparée depuis longtemps mais n'était pas prévue sous cette forme par Frédéric et n'a été pleinement réalisée que lorsque Frédéric lui-même a agi.

Au début, Frédéric avait l'idée de rester sur la défensive, abandonner la Silésie dans la mesure où elle n'était pas couverte par les fortes forteresses, et déplacer le gros du corps de l'armée en Saxe afin, selon les circonstances, de frapper les Autrichiens ou les Français quand et où ils pourraient s'approcher. L'initiative devait donc être laissée aux ennemis, comme avant Hohenfriedberg. Puis Winterfeld proposa au roi de saisir l'initiative lui-même, d'envahir la Bohême dès avril et de vaincre les Autrichiens avant que les Français ne puissent apparaître. Le roi s'opposa à cette idée. Les Autrichiens, peut-être tout aussi forts que les Prussiens, étaient divisés comme ces derniers en quatre groupes à la frontière de la Silésie et de la Saxe. Il était très difficile pour les Prussiens en cette saison, lorsqu'ils ne trouveraient encore rien dans les champs pour les hommes et les chevaux, de transporter toutes leurs rations avec eux. Si l'une des armées autrichiennes, et surtout celle de Browne, qui était campée sur la basse Eger faisant face aux monts Erz, se trouvait dans un endroit fortifié et que le roi, venant de Dresde, devait faire demi-tour de cette position en raison d'un manque de rations, alors toutes les autres colonnes seraient également en grand danger et l'ensemble de l'entreprise serait un échec. Par conséquent, Frédéric améliora le plan de Winterfeld en faisant en sorte que Schwerin, forçant son adversaire à se déplacer sur le côté, sorte de Silésie via Jung-Bunzlau de manière à menacer le corps de Browne par l'arrière, le manœuvrant ainsi hors de ses positions fortifiées et ouvrant également la route pour le roi. Ce faisant, on aurait alors également la perspective de capturer des dépôts autrichiens, de progresser plus profondément dans le pays, et de trouver probablement l'occasion de vaincre une ou deux des armées autrichiennes.

Le plan a réussi brillamment, mais pas de la manière dont il était prévu. Schwerin a atteint Jung-Bunzlau et a eu la bonne fortune d'arriver juste à temps pour empêcher la destruction du dépôt autrichien dans cette ville. Sans ce coup de chance, il aurait été dans une situation très désespérée. Néanmoins, il ne pouvait plus avancer dans la direction prescrite vers Leitmeritz ou Melnik, car les Autrichiens le menaçaient de l'autre côté et il ne pouvait pas sacrifier le dépôt qu'il avait capturé à Jung-Bunzlau. Le plan du roi s'est donc avéré impraticable, mais aussi inutile, puisque Browne, complètement surpris par l'approche soudaine de l'ennemi, avait déjà abandonné les positions fortifiées sur le Paschkopol et derrière l'Eger et avait entamé son retrait vers Prague.

Ainsi, il arriva que les colonnes prussiennes avançant depuis quatre points différents purent rejoindre leurs forces à Prague sans que les Autrichiens aient pu les attaquer avec leurs propres forces unies alors qu'elles étaient encore séparées. Au contraire, seulement trois des quatre corps autrichiens étaient unis à Prague, tandis que les Prussiens avaient maintenant leur armée entière rassemblée là.

Les Autrichiens décidèrent maintenant de ne pas se retirer plus loin mais de se regrouper pour la bataille à l'est de Prague, où ils furent attaqués, vaincus et encerclés à Prague (6 mai). Mais avant qu'ils ne puissent être forcés à capituler, une armée de secours apparut, coupa la ligne de communication des Prussiens venant de Silésie, et les força ainsi à se battre dans des conditions des plus défavorables, dans lesquelles les Prussiens furent vaincus à Kollin le 18 juin.

Si nous considérons la manière définitive dont Frédéric a cherché le combat dans cette campagne et l'idée finale de détruire complètement le corps principal de l'ennemi en l'encerclant, nous sommes tentés de supposer qu'avec cette campagne, le roi a basculé vers la stratégie de l'annihilation. Mais aussi grandiose que cela puisse sembler, nous constatons en y regardant de plus près qu'avec ce concept, nous n'élèverions pas le prestige du roi mais l'abaisserions, et nous ne rendrions justice ni à sa grandeur en tant que commandant ni à la vérité.

Si Frédéric avait poursuivi les idées d'anéantissement, il serait soumis au reproche de ne pas s'être converti à cette théorie jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Au cours de la première année de la guerre, il aurait peut-être pu atteindre son objectif de cette manière, lorsque les Autrichiens n'étaient pas encore préparés ; en 1757, cependant, la supériorité numérique des Prussiens n'était plus suffisante, comme les résultats l'ont confirmé.

De plus, nous devrions supposer que le roi n'était pas du tout conscient de la nature et de l'étendue de son propre plan. Peu avant le déclenchement de la guerre, il a confié son plan à son allié, le roi d'Angleterre, et au maréchal de campagne Lehwaldt (les 10 et 16 avril), qui commandait en Prusse, mais il n'a rien dit d'une bataille décisive, ne parlant que des dépôts qu'il avait l'intention de capturer aux Autrichiens. Ce faisant, il espérait les chasser presque complètement de Bohême, ou, comme cela a été mentionné dans l'autre lettre, les repousser de l'autre côté de la Beraun, c'est-à-dire un peu au sud de Prague. Pour lui, toute cette campagne serait un "coup", avec lequel il espérait avoir terminé d'ici le 10 mai pour ensuite se tourner contre les Français ou les Russes.

En troisième lieu, s'il avait pensé différemment et avait envisagé de vaincre complètement l'Autriche en un seul coup, Frédéric aurait commis une grave erreur dans son estimation des forces adverses. Car même s'il avait été victorieux à Kollin et avait capturé l'armée qui était bloquée à Prague, il est encore extrêmement incertain que la courageuse Marie-Thérèse l'aurait contraint à un traité de paix.

La campagne de 1757 doit donc être comprise comme toutes les autres campagnes de Frédéric, c'est-à-dire du point de vue de la stratégie d'épuisement, avec la condition que dans cette campagne, Frédéric s'est approché le plus près du pôle de la bataille et donc de la stratégie d'anéantissement. Aucun changement fondamental dans son approche ne s'est produit, et il n'est pas soudainement passé d'un extrême à l'autre. Le reproche qui lui a été adressé, selon lequel son plan de campagne initial était si "timide" qu'il est à peine compréhensible, est tout aussi injustifié que le reproche opposé, avec lequel son frère Henri l'a taquiné après Kollin, "Phaéthon est tombé." Le plan original de Frédéric était, comme nous l'avons vu, de laisser les ennemis s'approcher de lui afin qu'il puisse ensuite les attaquer, un par un. Ce plan a été intensifié lorsque les Prussiens ont eux-mêmes attaqué directement l'ennemi le plus proche, les Autrichiens. Il a été enfin encore intensifié lorsque la bataille de Prague a conduit complètement à l'improviste à l'encerclement du corps principal de l'armée autrichienne dans la forteresse et a désormais offert la possibilité de capturer cette armée entière. Même le matin de la bataille, Frédéric n'avait guère pensé à cette possibilité, puisque les Autrichiens étaient en position face au nord avec leur flanc gauche ancré sur Prague et auraient donc normalement pris la route vers le sud après la défaite, contournant Prague. Avec la grande supériorité dont Frédéric disposait, il avait laissé un tiers de son armée, sous Keith, sur le côté ouest de Prague, et cette force a maintenant bloqué la retraite des Autrichiens dans cette direction à travers la ville. Frédéric avait également ordonné au prince Maurice de traverser la Moldau au-dessus de la ville avec trois bataillons et trente escadrons afin de continuer l'attaque contre les Autrichiens dans leur retrait. Cette entreprise a échoué car il n'y avait pas un nombre suffisant de ponts flottants, mais Frédéric lui-même comptait si peu sur ce mouvement qu'il n'en a pas du tout fait mention dans ses mémoires. Étant donné que le chemin de retraite présumé se trouvait encore à près de 4 1/2 milles de la Moldau, Maurice n'aurait probablement rien accompli de décisif avec ses

4 000 hommes. Néanmoins, l'ordre de Frédéric est la preuve de combien il voulait obtenir le meilleur résultat possible de la bataille, et dans cette intention, aussi, il s'est également aproximé de la stratégie d'anéantissement. Cependant, toute la situation de combat a changé lorsque il est devenu évident que le front autrichien était infranchissable depuis le nord, et les Prussiens ont contourné celui-ci pour attaquer par l'est. Les Autrichiens ont réagi en prenant un nouveau front, où ils avaient le dos tourné à la ville et ont finalement été repoussés à l'intérieur. Ce n'est que le lendemain que les Prussiens, à leur propre surprise, ont pris conscience de cela et ont réalisé pour la première fois quel énorme succès avait résulté de leur victoire. Par conséquent, l'idée de capturer toute l'armée autrichienne en la faisant céder par la famine a vu le jour. Néanmoins, le roi a continué à agir dans le cadre de la stratégie d'attrition, car il ne prévoyait pas, en cas de succès, de se rendre à Vienne, de imposer un traité de paix, puis de se retourner contre les Français avec sa force entière. Au lieu de cela, il supposait qu'il devrait encore continuer la guerre contre l'Autriche et prévoyait de détacher seulement 30 000 hommes contre les Français.

Mais l'énorme coup de chance de l'encerclement de l'armée ennemie, dans les Croquis Stratégiques et les Batailles Individuelles, était en réalité, comme l'a appelé Clausewitz, un acte de malice du destin. Frédéric lui-même, dans un document ultérieur, a attribué l'échec de son plan de campagne au fait que "la bataille de Prague, qui a été gagnée uniquement par les troupes, a jeté toute l'armée du Prince Charles à Prague et a donc rendu le siège de cette ville impossible." Ce serait donc une complète méprise des concepts de Frédéric de croire qu'il avait prévu cet encerclement dès le début et avait laissé le corps de Keith sur le côté ouest de Prague à cette fin. Au contraire, le véritable et original objectif de ce corps, correspondant aux principes du roi, était le même qui avait précédemment causé son maintien sur le côté nord de l'Elbe pendant la bataille de Kesselsdorf. Tout comme il souhaitait à l'époque protéger les routes et les communications avec Berlin et la Silésie, maintenant Keith devait couvrir la ligne de communications avec la Saxe. Puisqu'il était en position sur cette rive du fleuve, il avait également pour mission d'empêcher les Autrichiens de se retirer dans cette direction et reçut l'ordre de détacher le Prince Maurice à travers la Moldau contre la route de retrait supposée des Autrichiens.

En conséquence, la campagne n'a pas été menée conformément à un plan préalablement établi. L'idée de base, selon laquelle Schwerin devait se déplacer de Silésie et menacer le flanc de Browne pour le manœuvrer hors de ses positions sur l'Eger, s'est même révélée impraticable. Néanmoins, c'est finalement l'habileté et la stratégie qui ont apporté le succès, et non un simple coup de chance. L'avance audacieuse en tant que telle, avec son effet de surprise, s'est avérée si efficace que la force morale des dirigeants ennemis n'a pas résisté, et les Prussiens ont eu libre accès au pays sans opposition. De manière incohérente, l'ennemi a alors tenu bon à Prague et a de nouveau offert aux envahisseurs l'opportunité tant désirée de livrer bataille.

La cohérence de sa logique garantissait au commandant royal une protection contre toute forme de fantaisie dans ses plans, comme l'ont accusé les critiques modernes. S'il a enfin tendu la main vers quelque chose d'inaccessible et a souffert d'un échec en le faisant, la postérité ne l'a pas accablé de culpabilité à ce sujet, car on dit : « J'aime celui qui s'efforce d'atteindre l'impossible. » Comment aurait-il pu être le héros qui a sans cesse défié le destin et s'est incliné devant aucun coup de malheur s'il avait souhaité par précaution éteindre le talent incomparable que le destin lui-même lui avait souri en offrant ?

Il n'a également pas engagé la bataille de Kollin afin de "décourager ceux qui étaient assiégés à Prague" ni parce qu'il cherchait la bataille par principe, mais parce que Daun s'était approché si près qu'il ne pouvait plus couvrir en même temps le siège et les dépôts de ravitaillement situés sur la route de Silésie (à Brandeis et Nimburg). La différence fondamentale de la stratégie de Frédéric par rapport à l'autre type est montrée par le fait que le roi, même lorsqu'il sortait de Prague contre Daun, n'avait aucun désir ou plan d'attaquer les Autrichiens mais avait l'intention de les repousser par des manœuvres. Pour citer une expression très heureuse d'Otto Herrmann, Frédéric considérait qu'il était nécessaire de présenter des excuses pour son attaque à Kollin. Un autre commandant aurait dû présenter des excuses s'il n'avait pas attaqué. Parce qu'il ne pouvait pas se passer de ses dépôts, le roi ne pouvait également pas permettre à Daun de s'approcher encore plus,

comme l'ont dit Napoléon et Clausewitz, afin de pouvoir ensuite renforcer son armée pour la bataille avec les forces exécutant le siège. Il n'y avait rien d'autre à faire que d'attaquer Daun dans la position qu'il avait prise ou d'abandonner le siège de Prague, et dans cette urgence, Frédéric décida de risquer l'action la plus extrême et d'attaquer Daun.

Mais la bataille de Kollin n'a pas échoué à cause d'une erreur individuelle, mais parce qu'elle était perdue dès le départ, comme nous pouvons le constater aujourd'hui. Daun avait 54 000 hommes contre 33 000 dans une position si avantageuse qu'il était non seulement difficile d'approcher, mais aussi qu'elle permettait d'observer de loin chaque mouvement de l'attaquant. À Soor, Frédéric a vaincu une force largement supérieure (22 000 contre 39 000) et aussi plus tard à Leuthen (40 000 contre 60 000), mais à Soor, l'attaque des Prussiens était complètement inattendue soit sur toute la ligne, soit à l'endroit même où elle a réussi, et la direction autrichienne n'a pas pris de contre-mesures à temps. Puisque leur direction à Kollin était capable de le faire et n'a pas manqué de le faire, même si ce n'était qu'à la dernière minute, les Prussiens n'ont pas pu éviter la défaite, et même l'idée de Frédéric selon laquelle il aurait pu gagner avec seulement quatre bataillons de plus est à considérer comme une illusion et à rejeter.

Après que les Prussiens eurent évacué la Bohême, Frédéric retrouva son idée de campagne pour la première fois, c'est-à-dire ne pas attaquer l'ennemi en hiver tant qu'il n'était pas plus proche de lui. Il ne fait aucun doute qu'il aurait mieux réussi dans cette guerre difficile s'il avait suivi ce concept dès le départ, car le succès de son offensive stratégique était perdu. Mais les pertes que Prague et Kollin lui avaient coûtées pouvaient éventuellement être remplacées en nombre mais pas en qualité. Par conséquent, les critiques modernes semblent complètement se tromper dans leur condamnation du premier projet et leur enthousiasme pour l'exécution du plan. Mais la situation n'est pas si simple. Il est, bien sûr, complètement faux de qualifier le premier projet de "timide". Même ce plan avait déjà atteint l'idée d'une offensive tactique, et l'offensive stratégique était, comme nous l'avons vu, seulement l'intensification d'une idée qui était constamment présente. Même si le succès matériel avait maintenant de nouveau été perdu, il restait encore un gain moral d'une valeur inestimable, le respect extraordinaire et la vénération pieuse de la direction ennemie pour les décisions qui pouvaient être attribuées au roi prussien. La défaite à Kollin ne nuisit pas à ce prestige de Frédéric, même pas dans le cas du vainqueur, le maréchal de camp Daun. En fait, le prestige de Frédéric ne fit que croître à la suite de la défaite. Au lieu de se laisser abattre par cet échec, il devint seulement encore plus convaincu que les manœuvres ne suffisaient pas et qu'il devait chercher à contraindre ses ennemis à des batailles.

Et donc, il marcha vers les Français et les défait à Rossbach, non loin de la Saale, puis il se tourna contre les Autrichiens et les battit en Silésie inférieure à Leuthen. À Rossbach, il triompha face à une supériorité double lorsque, après que Frédéric eut longtemps cherché en vain une occasion d'attaquer, Hildburghausen et Soubise décidèrent de passer eux-mêmes à l'attaque. Ils étaient en train d'envelopper l'armée prussienne à cet effet lorsque les Prussiens brisèrent soudainement leur camp et se lancèrent dans la marche de flanc. Avant que les troupes françaises et impériales ne puissent rétablir leur formation, elles furent déjà submergées.

À Leuthen, où 40 000 Prussiens faisaient face à entre 60 000 et 66 000 Autrichiens, les Prussiens réussirent à se déplacer sans être remarqués, non pas réellement dans, mais jusqu'au flanc gauche des Autrichiens entièrement déployés. Frédéric avait formé l'armée en quatre échelons en profondeur et avait donc un front très étroit, tandis que la formation autrichienne, afin d'avoir des points d'appui sur leurs deux flancs, s'étendait sur 5 miles. Par conséquent, les Prussiens avaient la supériorité numérique dans la zone de leur attaque et défirent le flanc gauche des Autrichiens avant que leur flanc droit puisse arriver en soutien. C'est leur concept défensif qui a apporté le désastre aux Autrichiens. Pendant que le roi était occupé avec les Français, les Autrichiens avaient vaincu le duc de Bevern devant Breslau, avaient pris la ville et avaient également conquis la forteresse de Schweidnitz. Mais maintenant, au lieu de continuer la guerre pendant l'hiver avec leur supériorité numérique et de forcer une décision, ils prévoyaient de se mettre en quartiers d'hiver et, lorsque le roi approchait, ils pensaient qu'il suffisait de lui faire face dans une position défensive adéquate. Ils ne s'attendaient pas à ce qu'il ose les attaquer dans cette position (5 décembre) ; ils supposaient qu'il

retirerait ses troupes, et ils auraient été contents de ce résultat. La combinaison de circonstances avait donc une certaine similitude avec celle de Soor ; là aussi, les Autrichiens avaient cru qu'ils pouvaient atteindre leur objectif principalement en déployant et n'avaient pas besoin d'un véritable combat du tout ou pas avant plus tard. Cela a donné à leur adversaire plus résolu la possibilité de tirer profit de l'avantage tactique de l'attaque par le flanc, compensant ainsi le désavantage de son nombre inférieur, le transformant en son opposé. La détermination a triomphé de l'apathie. Si les Autrichiens avaient attaqué les Prussiens à Leuthen pendant que ces derniers effectuaient leur marche par le flanc, comme Frédéric attaqua les Français à Rossbach, ils n'auraient guère pu échouer, avec leur nombre largement supérieur, à remporter la victoire. Théoriquement, ils n'ont pas manqué de réaliser cela. Au printemps de 1757, l'empereur François avait déjà donné ce conseil à son frère Charles, le commandant en chef, lorsque Charles est parti prendre le commandement de l'armée. Mais il manquait de la détermination nécessaire pour le mettre en œuvre. À Prague, les Autrichiens ont également laissé les Prussiens faire leur marche par le flanc sans y intervenir. Et à Kollin, ils n'ont pas non plus intervenu, mais là, la manœuvre prussienne a néanmoins échoué parce que les Autrichiens ont remarqué la marche par le flanc à temps et ont pu y faire face avec leur grande supériorité en étendant leur front.

Encore une fois, à Leuthen, le leadership était le facteur décisif, mais la discipline prussienne fournissait l'instrument adéquat, des unités de troupes dont le bon ordre, la rapidité et la flexibilité tactique garantissaient l'exécution sûre de chaque ordre. Le roi Frédéric a pu d'abord avancer en quatre colonnes parallèles en direction du centre autrichien et attendre qu'il soit déjà très près avant de décider s'il allait tourner contre le flanc droit ou le flanc gauche de l'ennemi. Ensuite, le changement de direction et le déploiement se sont effectués si rapidement que les Autrichiens étaient déjà attaqués avant d'avoir réalisé la situation. Aucune armée de cette période, sauf les Prussiens, n'aurait pu accomplir cela.

Il ne faut pas insister assez sur le fait que ce n'est pas la théorie qui a distingué Frédéric de ses adversaires, mais seulement l'exécution. À quel point les adversaires de Frédéric manquaient d'une compréhension théorique concernant la valeur d'une bataille victorieuse est également montré par le commandement russe de cette année.

La "conférence" de Saint-Pétersbourg a donné à Apraxin des instructions : "Nous considérons comme sans valeur la capture non seulement de la Prusse mais même de zones plus lointaines si Lehwaldt réussit à quitter ce royaume (Prusse orientale) et à rejoindre les forces du roi." Il devait donc vaincre Lehwaldt. En conséquence, les guérilleros russes sous le général Sibilski ont reçu la mission d'envelopper les Prussiens et de les retenir jusqu'à ce que l'armée puisse se déplacer et les vaincre.

1758. OLMÜTZ

Frédéric est entré dans sa campagne de 1758 avec un concept de base totalement similaire à celui de l'année précédente. À l'époque, il avait envahi la Bohême afin de porter le coup le plus lourd possible aux Autrichiens avant l'apparition des Français. Maintenant, il n'avait plus besoin de se préoccuper directement des Français. Les Anglais, encouragés par Rossbach, avaient maintenant formé une armée en Allemagne, et on pouvait s'attendre à ce que cette armée retienne les Français en échec. Cependant, les Russes s'étaient récemment déplacés dangereusement près. Pendant que les troupes prussiennes s'étaient retournées contre les Suédois, les Russes avaient conquis la Prusse orientale en hiver sans opposition, et on pouvait présumer qu'ils apparaîtraient au milieu de l'été quelque part avant l'Oder. L'idée de Frédéric était donc de garder les Autrichiens d'une manière ou d'une autre à distance telle qu'ils ne pourraient pas unir leurs forces avec les Russes, et il gagnerait ainsi la liberté de mouvement pour vaincre les Russes dès qu'ils apparaîtraient à portée dans la plaine ouverte sans que les Autrichiens puissent les aider.

Il était impossible d'envahir la Bohême à nouveau, comme Frédéric l'avait fait l'année précédente. Les Prussiens avaient leur corps principal en Silésie afin, tout d'abord, de reprendre à l'ennemi la dernière portion de ses gains de l'année précédente, la forteresse de Schweidnitz.

Directement en face de l'armée principale prussienne, juste derrière les passes, les Autrichiens se trouvaient dans une position fortifiée et bien préparée à Skalitz. Si Frédéric avait prévu de marcher vers la Lausitz ou même vers la Saxe, afin de lancer son invasion de là, les Autrichiens l'auraient observé et auraient de nouveau pris de bonnes positions devant lui. Frédéric eut alors l'idée de marcher à travers la Haute-Silésie vers la Moravie, au lieu de la Bohême, et de mettre le siège devant Olmütz. Le roi avait pensé à plusieurs reprises que dans une guerre contre l'Autriche, une invasion de la Moravie serait plus avantageuse pour lui qu'une campagne en Bohême. Mais ces considérations n'avaient rien à voir avec la campagne de 1758 ; encore moins pouvons-nous attribuer à Frédéric l'idée qu'il aurait pu planifier d'avancer sur Vienne avec son armée faible. Au lieu des 150 000 hommes qu'il avait eu l'année précédente, il avait maintenant une armée sur le terrain de seulement 120 000 hommes. D'autre part, tout comme l'année précédente, s'il avait réussi à capturer Prague, il aurait également cherché à amener la partie nord de la Moravie sous son pouvoir, son idée maintenant était que s'il réussissait à prendre Olmütz et ainsi à sortir l'armée principale des Autrichiens de Bohême, son frère Henri, qui commandait 22 000 hommes en Saxe, pourrait peut-être réussir à prendre Prague. Donc, d'une année à l'autre, le concept stratégique n'était pas une opération contre la capitale ennemie mais l'occupation des zones et des forteresses les plus proches des frontières prussiennes. La Bohême était maintenant trop bien défendue. Les Prussiens ont donc envahi une province autrichienne dont la frontière était presque non défendue, où ils n'ont alors rencontré aucun ennemi au départ et ont laissé le choix à l'ennemi de décider s'il allait se déplacer et attaquer ou prendre position pour une bataille ailleurs. Le facteur décisif n'était pas le facteur géographique, que ce soit la Bohême ou la Moravie, mais le facteur de surprise. En envahissant la Moravie, Frédéric a manœuvré l'ennemi hors de sa position bien préparée à Skalitz et croyait maintenant avoir l'opportunité soit de provoquer une bataille dans des conditions favorables, soit, même sans une telle bataille, de maintenir l'armée autrichienne occupée si longtemps par sa capture d'Olmütz qu'il pourrait lui-même en attendant se retourner contre les Russes et les vaincre avec son armée principale.

En 1757, il avait seulement pu encercler Prague mais pas l'assiéger, la Période des Armées Permanentes, car la grande armée dans la ville rendait impossible l'ouverture de tranchées d'approche. Frédéric espérait maintenant pouvoir surmonter Olmütz avec un siège formel.

Comme ce plan semble assez similaire à celui de l'année précédente, mais judicieusement adapté aux conditions changeantes, en fin de compte, lui aussi, tout comme le plan de l'année précédente, a échoué face aux moyens adoptés pour faire face à ces circonstances.

Une fois de plus, comme l'année précédente, le premier acte, celui de la surprise, a été couronné de succès. Comme cela avait été le cas avec les Prussiens, les Autrichiens avaient également beaucoup à faire pour réparer le mal que Leuthen avait causé à leur armée. Aucune des deux armées n'était encore prête avec ses préparatifs lorsque Frédéric, après avoir pris Schweidnitz, a soudainement quitté cet endroit le 19 avril et est apparu devant Olmütz le 4 mai sans avoir rencontré aucune opposition. Mais afin de pouvoir réaliser la surprise, l'armée prussienne n'avait pas pu d'abord emporter son lourd train de siège ; en fait, elle ne pouvait même pas le préparer complètement. Ce n'est que plus de quatorze jours plus tard (22 mai), après que Fouqué avait amené les lourdes canons et les munitions, que le siège pouvait commencer. En attendant, l'armée n'avait rien pu faire, puisque Daun, loin de se précipiter au combat pour sauver Olmütz, avait seulement bougé de son camp à Skalitz jusqu'à la frontière de la Moravie et y avait occupé une position forte à Leitomischl le 5 mai. Bien qu'il ne soit qu'à environ 50 miles d'Olmütz, soit deux à trois jours de marche de la position que Frédéric occupait initialement, le roi n'avait néanmoins aucune intention d'avancer contre Leitomischl pour attaquer les Autrichiens et les vaincre, comme cela serait naturel pour une armée moderne, et il était en effet impossible pour lui de le faire. Il semble que la position de Daun ne pouvait être attaquée qu'avec beaucoup de difficulté avec les tactiques prussiennes, et si la position ne lui semblait pas encore suffisamment forte, il avait même la possibilité de se retirer davantage et d'attirer les Prussiens loin de leur véritable objectif d'Olmütz, où ils devaient attendre leur train de siège.

En conséquence, Frédéric devait essayer de mener le siège, même si une armée ennemie invaincue était positionnée à une courte distance.

Cette entreprise a échoué. On croit qu'une few erreurs ont été commises dans l'aménagement des sièges. Cela a peut-être été le cas, mais nous ne pouvons pas accorder trop d'importance à ce point. Il n'existe aucune grande action militaire où des difficultés similaires ne se produisent pas. Le facteur décisif était l'armée autrichienne. Frédéric n'avait pas été capable d'apporter dès le début les quantités nécessaires de provisions et de munitions pour mener à bien le siège. Tempelhof a estimé que pour le train de siège seul, avec les munitions nécessaires pour soutenir le tir pendant trente jours, 26 580 chevaux auraient été nécessaires. De plus, d'autres étaient nécessaires pour les rations. De telles quantités énormes n'auraient pas pu être rassemblées, et les approvisionnements devaient donc être apportés étape par étape tandis que la grande armée autrichienne était à proximité, et ses détachements harcelaient les Prussiens de tous côtés.

Frédéric lui-même avait l'idée que la prise d'un important train de munitions et de rations par les Autrichiens à Domstadt, à 14 miles au nord d'Olmütz, l'avait contraint à lever le siège le 1er juillet. En réalité, à ce moment-là, le maréchal de campagne Daun avait déjà mené avec succès une autre manœuvre dont le roi n'était pas encore conscient, mais qui aurait empêché la prise d'Olmütz même si le grand train de transport avait réussi. Car Daun, après être resté en place à Leitomischl pendant dix-sept jours, s'était rapproché dès que le véritable siège avait commencé, et il avait de nouveau occupé des positions soigneusement choisies à seulement une journée de marche d'Olmütz, d'abord à l'est à Gewitsch, puis au sud à Dobramilitz et Weischowitz. Le roi, avec ses forces faibles, n'était pas capable d'attaquer ces positions. Mais le même jour où le train prussien a été détruit à Domstadt, Daun avait effectué une marche de nuit combinée et une marche forcée de plus de 28 miles en vingt-quatre heures, et avait conquis la rive gauche, est de la March, la rivière sur laquelle se trouvait Olmütz, une manœuvre complètement inattendue pour le roi. Sur cette rive de la rivière, la forteresse avait été seulement faiblement entourée par les Prussiens dès le début. Au moment où l'armée autrichienne est apparue, les Prussiens ont été contraints d'évacuer complètement ce côté de la rivière, et ils ont même détruit les ponts derrière eux. Daun était maintenant en position juste devant la forteresse et pouvait à tout moment renforcer sa garnison si fortement qu'un assaut de l'endroit n'était plus possible. Avant que Frédéric ne l'apprenne, cependant, il avait déjà ordonné et commencé son retrait à la suite du désastre de Domstadt.

Conformément aux concepts modernes de stratégie, rien n'aurait empêché Frédéric de traverser la marche à un moment donné avec ses forces rassemblées et d'attaquer Daun. Après tout, il finirait par le trouver quelque part dans une position qui permettrait à ses bataillons et escadrons d'attaquer. Mais nous ne trouvons pas que Frédéric ait même envisagé cette idée. En l'état, les avantages qu'une victoire aurait pu lui apporter n'étaient plus comparables au danger d'une défaite et à l'ampleur des pertes à prévoir. Car depuis la perte du grand train de transport, même après une victoire, il n'aurait pas été possible de continuer le siège ou la campagne en Moravie.

Nous devons donc rendre hommage à Daun pour avoir infligé une défaite à Frédéric presque sans effusion de sang, simplement grâce à l'ingéniosité de ses marches et de ses positions. Il n'a ni offert au roi prussien l'occasion souhaitée de mener une bataille favorable, ni lui a permis de mener le siège.

Mais ce furent précisément ces caractéristiques, cette compétence dans la manœuvre prudente qui avait permis au commandant autrichien de surmonter le roi prussien, qui l'empêchait maintenant de tirer parti de sa victoire de l'avantage que le destin lui offrait désormais, la main tendue, pour ainsi dire.

Frédéric se retira à travers la Bohême en direction de Königgrätz. Il ne savait pas à quel point Daun était déjà proche de lui de l'autre côté de la marche, et il risquait de diviser son armée en deux parties, en avançant lui-même à 350 kilomètres dans l'ordre des armées permanentes pour écarter toute détachement autrichien qui pourrait obstruer son chemin, tandis que le maréchal de campagne Keith, qui avait commandé le siège, suivait avec l'énorme train. En voyant la situation globale aujourd'hui, il semble presque incompréhensible que Daun ait pu manquer de profiter de l'occasion pour attaquer de toutes ses forces ce corps prussien qui avançait de seulement 37 miles (à

vol d'oiseau) vers Zwittau en sept jours et qui était déjà sérieusement menacé par les détachements autrichiens. Nous ne voyons pas comment les Prussiens auraient pu éviter ensuite une défaite sévère. Le roi était une journée de marche devant Keith et n'aurait pas pu l'aider. Dans quelle mesure les Prussiens craignaient-ils une poursuite des Autrichiens est montré par le récit qui se répandait parmi eux selon lequel le commandant d'Olmütz, le général Marschall, lorsqu'il a été appelé à poursuivre les Prussiens en retraite, a dit : « Ces hommes ont souffert suffisamment de malheur ; laissez-les partir en paix. »

La guerre, cependant, est une affaire de risques, et Daun avait l'intention d'exercer l'habileté de gagner sans risquer. Cette compétence lui avait récemment apporté un beau succès. L'année précédente, il n'avait pas osé attaquer les Prussiens avec ses forces supérieures pour soulager Prague, mais s'était au contraire approché si près d'eux qu'il avait coupé leurs provisions et les avait ainsi attirés à l'attaquer, ce qui leur avait valu la terrible défaite de Kollin. Cette fois, les événements s'étaient déroulés sans aucune bataille. Devait-il maintenant encore risquer tout face au danger que les Prussiens, alertés à temps, pourraient se retourner contre lui avec leurs forces rassemblées ou que le roi, capable de grandes choses, pourrait, dès qu'il remarquerait que les Autrichiens avançaient, faire demi-tour et attaquer avant qu'ils aient retrouvé l'une de leurs bonnes positions défensives ? Daun ne savait pas très exactement avec quelle—devrions-nous dire audace ou devrions-nous dire sottise—le roi de Prusse avait séparé ses troupes. Pour le disciple de la stratégie moderne, la conduite de Daun semble ennuyeuse, et s'il avait eu en lui quelque chose d'un véritable grand général, il aurait nécessairement réalisé, même sous les principes de la stratégie de cette époque, que le moment était arrivé où quelque chose de grand devait être risqué, en effet où tout devait être engagé pour infliger une défaite décisive aux Prussiens. Il est, bien sûr, de répéter le point encore et encore, la nature de la stratégie à double pôle exige, selon les circonstances du moment, manœuvre et prudence ou bataille et audace. Mais seul un très grand homme est capable de passer soudainement de l'un à l'autre principe, et malheur à Daun si, n'étant pas maître des deux principes simultanément, il n'avait été qu'un commandant agressif ! Ici, lors de la retrait prussien d'Olmütz, cela lui aurait rapporté une victoire brillante—mais quatre ou six semaines plus tôt, sans sa prudence avérée, il aurait attaqué les Prussiens pour soulager Olmütz. En d'autres termes, il aurait fait exactement ce que Frédéric voulait qu'il fasse et aurait très probablement subi une défaite. Pour juger un commandant correctement, nous ne devons pas observer une action isolée mais devons voir comment son caractère se reflète dans la situation globale et devons donner crédit à ces caractéristiques qui se sont révélées défavorables dans une situation pour ce qu'elles ont accompli dans une autre situation.

Puisque les Autrichiens n'ont pas poursuivi les Prussiens, ces derniers sont arrivés sans pertes à Königgrätz et, étonnamment, occupaient maintenant des positions à peu près identiques à celles où les Autrichiens s'étaient campés trois mois plus tôt. Même maintenant, après avoir renvoyé toute son artillerie par la montagne vers la Silésie, Frédéric aurait volontiers engagé Daun dans une bataille, mais les Autrichiens occupaient constamment des positions où Frédéric n'était pas prêt à risquer une attaque. Marie-Thérèse écrivit à son maréchal qu'il pouvait désormais risquer une bataille, même au vu du danger de la perdre, car les Prussiens se tourneraient contre les Russes, et il fallait chercher à les affaiblir à l'avance. Une déclaration stupéfiante et, en son genre, grandiose ! Marie-Thérèse était prête à accepter sa propre perte, peut-être plus grande, pour infliger des pertes à l'ennemi également et ainsi faciliter la mission de son allié ! On pourrait penser que la rencontre aurait maintenant nécessairement eu lieu, car, bien sûr, Frédéric désirait aussi la bataille, même au risque de pertes considérables, pour pouvoir soustraire davantage de troupes et les mener contre les Russes. Mais il est plus facile d'écrire des lettres héroïques depuis Vienne que de prendre des décisions héroïques en vue de l'ennemi, et il n'est pas sans raison que l'impératrice avait célébré Daun comme le Fabius qui avait sauvé la patrie par sa tactique de ralentissement et qu'elle avait fait graver sur la monnaie coulée en son honneur : “Cunctando vincere perge” (“Il continue de vaincre par le retard”). Lorsque Daun reçut la lettre de l'impératrice, il ne douta pas qu'il se hâta de sortir et étudia la position des Prussiens, mais le résultat fut qu'il trouva la position trop forte. Il ne pensait pas non plus qu'il était judicieux, par exemple, de sortir dans le champ ouvert et de défier les

Prussiens à l'attaque. De même, les conditions ne semblaient pas suffisamment favorables à Frédéric non plus, et après que les armées adverses avaient manœuvré autour de chacune d'elles presque quatre semaines de plus entre Königgrätz et Nachod, Frédéric marcha et quitta la Bohême pour se tourner contre les Russes.

Lorsque l'approvisionnement en rations est devenu difficile à Königgrätz (les Autrichiens avaient brûlé le reste de leur dépôt à Leitomischl lorsque les Prussiens se sont approchés), le roi ordonna que les soldats eux-mêmes récoltent, battent et glanent le grain, et le livrent aux boulangeries. Chaque régiment avait un nombre spécifique de boisseaux à livrer.

Cette campagne bohémienne-morave a pris fin pour Frédéric comme une défaite stratégique incontestable, et dans son propre corps d'officiers, Archenholtz a écrit que l'ensemble de l'opération d'Olmütz était considéré comme une erreur. Frédéric n'aurait-il pas agi plus correctement s'il était resté sur place et avait attendu avec sa grande armée dans la Lausitz ou en Basse-Silésie jusqu'à ce que les Autrichiens ou les Russes soient suffisamment proches de lui dans la plaine ouverte pour qu'il puisse les attaquer ? Tout comme il l'avait initialement prévu au printemps de 1757 ?

Puisque la campagne a finalement échoué, il est facile d'expliquer a posteriori qu'il aurait été préférable de ne pas l'entreprendre du tout. Même si les dépenses gaspillées et les pertes positives n'étaient pas trop importantes, et même si le sacrifice de moral suite au levée du siège d'Olmiitz a été compensé par le retrait si brillamment exécuté, dans une situation défensive, on n'aurait subi aucune perte, et Frédéric aurait pu être quelque peu plus fort à Zorndorf. Il est donc correct de dire que Frédéric aurait mieux fait d'omettre l'opération en Moravie.

Voilà pour les observations objectifs. Mais la stratégie ne peut jamais être résolue uniquement par des considérations objectives. La subjectivité du commandant exige également ses droits. Lorsque Daun n'a pas su exploiter le retrait prussien, nous lui avons donné du crédit précisément pour être Daun ; maintenant, la même chose s'applique à Frédéric, et en même temps de manière opposée. Frédéric n'aurait pas été Frédéric s'il, après la victoire de Leuthen, s'était tenu ferme et avait attendu jusqu'en juillet de l'année suivante pour voir si ses ennemis viendraient. Il a reconnu dans une invasion de Moravie les chances d'un succès positif, et il lui était donc impossible de laisser ces chances inexplorées. Dans un témoignage du Haut Conseil de Guerre de Vienne, nous lisons que le roi de Prusse « forcerait finalement Daun à livrer bataille, peu importe où il prendrait position, par ses mouvements, dans lesquels nous savons qu'il est toujours supérieur à nous. » Frédéric devait-il donc se dire dès le départ que Daun ne se laisserait pas entraîner dans une bataille, et, puisque Olmiitz n'était qu'à 37 miles de la frontière prussienne, il parviendrait à couper les provisions du siège ? Après tout, il était possible que les choses se passent différemment, et l'idée que le roi de Prusse était l'homme capable de tirer parti de chaque possibilité - cette idée était finalement le facteur qui éloignait ses ennemis de lui, même lorsqu'ils étaient largement supérieurs en nombre. C'est à cette époque que Loudon écrivait à un ami qu'il n'y avait presque rien dans le monde d'impossible pour le roi de Prusse. Comme nous avons dit de Daun qu'il était le même commandant qui avait si bien manœuvré pour éloigner Frédéric d'Olmiitz et qui n'avait ensuite pas compris comment tirer parti de la situation presque désespérée de Frédéric lors de son retrait, c'est le même Frédéric qui entreprit la campagne morave avec peu de chances de succès et, précisément en raison de cette initiative, impressionna tant son ennemi que, lorsque la campagne échoua, il ne subit guère de pertes.

Ni la bataille de Zorndorf du 25 août 1758 n'a apporté la décision que Frédéric désirait. Les Russes ont tenu bon, se sont retirés le long du front prussien sans que Frédéric n'ose les attaquer à nouveau, et bien qu'ils aient abandonné le Neumark, ils ont assiégé Kolberg. Le roi aurait également pu avoir ce succès si, au lieu d'attaquer, il avait suivi les conseils du général Ruits et avait capturé le train russe et les fournitures qui étaient séparés de l'armée. Il a effectivement encore essayé de le faire après la bataille, et il a dit, contredisant d'autres déclarations, « C'est mieux qu'une bataille », mais sa tentative a échoué. Encore une fois, le gain de la bataille de Zorndorf n'était pas matériel mais un avantage moral : paralyser la volonté des ennemis par leur peur constante d'être attaqués.

Mais lorsque Frédéric dépendait trop de ce facteur, Daun réussit à rassembler son courage. Il attaqua Frédéric dans le camp mal choisi de Hochkirch le 14 octobre 1758 et lui infligea une défaite

sérieuse. Frédéric compensa à nouveau cette défaite, non pas par une nouvelle bataille victorieuse, mais par des marches rapides bien planifiées qui empêchèrent les Autrichiens d'exploiter et de sécuriser leurs avantages qui auraient pu résulter de la capture des forteresses en Silésie et en Saxe.

Dans la quatrième année de la guerre, il y a eu un changement dans la stratégie de Frédéric, car il décida désormais d'adopter le principe de la défense stratégique, tout comme il l'avait initialement envisagé en 1757. Il prévoyait de rester à l'intérieur de ses frontières, y compris la Saxe, et de laisser les ennemis venir à lui. Les deux grandes offensives de 1757 et 1758 avaient, comme nous le savons, échoué à Prague et à Olmutz, mais l'action défensive qui a suivi ces échecs avait réussi. Dans un mémorandum rédigé à la fin de 1758, Frédéric lui-même indiquait comme raison l'amélioration des compétences défensives des Autrichiens. Ils étaient supposés être devenus maîtres de la défense grâce à leur savoir-faire de camp, leurs tactiques de marche et leur feu d'artillerie. Avec leurs flancs bien ancrés, entourés et soutenus par d'innombrables canons, ils formaient normalement en trois lignes. La première ligne avait une pente douce devant, de sorte que son feu avait l'effet de rase-mottes le plus extrême. La deuxième ligne était si bien creusée sur les hauteurs qu'à cet endroit, les combats les plus graves auraient lieu. Il y a de la cavalerie mêlée à cette ligne, et au premier signe de faiblesse de l'attaquant, elle se précipitait en avant et l'attaquait. La troisième ligne avait pour mission de renforcer le point contre lequel l'attaquant dirigeait sa principale force. Les flancs étaient équipés de canons comme une citadelle. Les attaques de cavalerie, qui peu de temps auparavant étaient encore normales pour le début de la bataille, semblaient maintenant complètement impraticables face à de telles positions et à de telles masses d'artillerie. Plutôt, la cavalerie devait d'abord être refusée et ne pas être employée jusqu'au moment de la décision finale et dans la poursuite.

Frédéric espérait maintenant que les Autrichiens, à la suite de leurs efforts pour conquérir la Silésie, se laisseraient finalement séduire à descendre dans la plaine et là lui offriraient l'occasion tant désirée d'attaquer. Comme Daun était trop prudent pour faire cela, Frédéric détourna finalement son attention de lui et tenta de frapper les Russes dans le Neumark. Il répéta cette tentative trois fois: à Zorndorf le 25 août 1758, à Kay le 23 juillet 1759, et à Kunersdorf le 12 août 1759. À Zorndorf en 1758, le résultat était déjà insatisfaisant ; l'année suivante à Kay et Kunersdorf, les Prussiens furent complètement défaits.

KUNERSDORF, 12 AOÛT 1759

Les Russes avec Loudon étaient en position devant les portes de Francfort sur la rive droite de l'Oder. Venant du sud, Frédéric a marché à leur rencontre, a traversé l'Oder au nord de leur position, et comme ils étaient protégés au nord par une zone marécageuse basse, il a fait le tour d'eux à nouveau pour les attaquer par un enveloppement depuis le sud-est.

Prévu comme une attaque purement flanquant, ce mouvement a d'abord été très efficace, et il semblait que la ligne de bataille russe allait nécessairement être enroulée. Néanmoins, l'attaque a échoué à la fin, car le front russe était également protégé au sud par plusieurs étangs et ruisseaux, de sorte que les Prussiens ne pouvaient attaquer que sur un front très étroit, et la cavalerie en particulier, qui comptait 13 000 chevaux, n'était pas en mesure de fournir une action efficace. Afin de ne pas perdre la cohésion de sa formation de bataille, le roi n'avait pas voulu laisser son aile gauche attaquer autour de ces obstacles frontaux. Par conséquent, les Russes ont pu encore et encore amener des troupes fraîches de la moitié de leur ligne de bataille qui n'était pas attaquée, et la supériorité numérique de ces troupes a finalement submergé les Prussiens. Clausewitz (10:99) exprime cela de cette manière : "On peut bien dire que le roi est tombé ici dans le piège de son propre système d'ordre de bataille oblique," et ce point est confirmé dans le *Generalstabswerk*.

À Kunersdorf, l'attaque de flanc était d'une nature encore plus spécifique qu'à Leuthen, en ce sens que les Prussiens s'étendaient complètement autour du flanc est russe. Les forces relatives des deux côtés étaient à peu près les mêmes dans les deux batailles. Les différences, qui ont conduit à la victoire prussienne à Leuthen et à la défaite à Kunersdorf, étaient, premièrement, le front autrichien

très étendu à Leuthen, qui empêchait le renforcement du flanc attaqué par des troupes provenant du flanc qui n'était pas sous attaque ; deuxièmement, le terrain occupé par les Russes à Kunersdorf, qui était beaucoup plus avantageux pour la défense, tant à l'intérieur de leur front qu'en face de leur ligne ; troisièmement, les fortifications et les abatis que les Russes, qui occupaient déjà cette position depuis huit jours, avaient installés ; quatrièmement, le fait que, en raison des obstacles de front, le centre russe n'était pas attaqué, et il était donc si facile pour les Russes de déplacer des renforts vers le flanc qui était attaqué.

Le roi était souvent critiqué, notamment par Napoléon, pour ne pas avoir disposé d'une force plus forte à Kunersdorf pour la décision finale. Le *Generalstabswerk* (10:84) énumère effectivement les raisons pour lesquelles il ne l'a pas fait, mais cela obscurcit le point principal, à savoir que ces raisons ne s'appliquent et ne sont efficaces que sous l'hypothèse que Frédéric agissait et devait agir conformément aux principes de la stratégie d'attrition. Si Frédéric avait été prêt à laisser les événements se dérouler jusqu'à abandonner temporairement la Saxe, il aurait pu envoyer les troupes du prince Henri à l'aide de Wedel à Kay, et s'il avait été prêt à risquer une partie de la Silésie, il aurait pu faire avancer Fouqué à Schmottseifen, et lui-même aurait pu emmener beaucoup plus de troupes avec lui pour l'action décisive à Kunersdorf. Pas plus que ceci, toutefois, la déclaration à la page 85 du *Generalstabswerk* doit être acceptée, selon laquelle Frédéric n'aurait pas pu laisser la situation atteindre le point où Daun serait "sur ses talons avec la plus grande partie de son armée". En fait, nous pouvons complètement inverser cette déclaration. Si Daun suivait directement Frédéric, il aurait ainsi quitté sa position fortifiée et aurait enfin offert au roi prussien l'opportunité qu'il attendait depuis si longtemps, la chance de l'attaquer en plein champ. Les Russes n'auraient pas pu intervenir, puisque ils étaient encore de l'autre côté de l'Oder. Nous aurions alors une image quelque peu semblable à celle de Napoléon en 1815, lorsqu'il espérait, en deux jours et avec la même armée, vaincre d'abord les Prussiens puis les Anglais. Cependant, Frédéric ne pouvait pas compter sur ses troupes pour un tel accomplissement. Les événements avant la bataille de Zorndorf peuvent être jugés de la même manière.

LA SURVIE DE LA PRUSSE APRÈS LA DÉFAITE DE KUNERSDORF

Nous considérons normalement la guerre de Sept Ans presque exclusivement du point de vue des actes et de la stratégie du roi Frédéric. Mais nous pouvons aussi le dire de manière exactement opposée : le véritable problème fondamental de la guerre était, comment Frédéric a-t-il pu survivre à la défaite de Kunersdorf ? Cette question n'est pas résolue par la réponse selon laquelle c'était le manque de capacité et d'unité, la "sottise divine" de ses adversaires qui l'a sauvé. Soltikoff et Daun n'étaient en aucun cas si absolument incapables qu'ils n'avaient pas de raisons pour leurs actions, et il est intéressant pour nous de comprendre ces raisons.

Le roi Frédéric s'attendait, et selon les concepts modernes, cela serait probablement considéré comme acquis, que ses ennemis, unis, le poursuivraient après leur victoire, attaqueraient et détruiraient son armée, captureraient Berlin et mettraient ainsi fin à la guerre. Et c'est aussi ce que demandait le Haut Conseil de Guerre de Vienne. Le Conseil écrivit à Daun qu'il ne devait plus laisser l'armée vaincue hors de sa vue et de ses mains, mais devait la poursuivre avec toute la vigueur possible et la détruire complètement. Malgré la grave défaite que les Prussiens avaient subie, l'accomplissement de cette mission n'était cependant en aucune manière si facile et si évident. Le propre témoignage de Frédéric à ce sujet n'est pas suffisamment convaincant. Même s'il est correct de dire qu'il croyait que tout était perdu, souhaitait abdiquer et a confié le commandement suprême au général Finck, c'était parce qu'il était de nature beaucoup plus impressionnable que Napoléon, par exemple, et les impressions subjectives de cet homme ébranlé par ce terrible coup ne peuvent pas être considérées comme des mesures objectives pour juger de la situation et des actions des opposants.

L'armée prussienne sur le champ de bataille de Kunersdorf avait atteint une force de 50 000 hommes. Si le roi n'avait que 10 000 hommes avec lui le soir de la bataille, néanmoins la plus grande partie de l'armée a finalement été sauvée, et les pertes, suffisamment sévères, ont été limitées

à 19 000 hommes et à l'artillerie. En plus de ces troupes, le roi avait encore deux armées sous le prince Henri et Fouqué ainsi que des détachements plus petits sur le terrain, soit environ 70 000 hommes au total. Par conséquent, malgré la défaite horrible et les lourdes pertes, de très fortes forces étaient encore disponibles, capables de manœuvrer et de combattre. Il n'y avait pas eu de poursuite directe après la bataille, de sorte que les hommes séparés de leurs unités se sont rassemblés à nouveau dans les jours suivants à Fürstenwalde, à 28 miles du champ de bataille. Cela n'avait rien d'inhabituel, puisque, comme nous le savons, les poursuites à toutes les époques ont été très difficiles, n'étaient que peu significatives à l'époque, même avec les Prussiens, et les Russes et les Autrichiens eux-mêmes avaient subi de très lourdes pertes à Kunersdorf (17 000 hommes).

S'ils reprenaient maintenant leurs opérations après l'écoulement d'un certain temps, ils devaient attaquer le roi dans sa position derrière la Spree, et ce faisant, ils auraient derrière eux l'armée du prince Henri en Lausitz. Compte tenu de la grande supériorité numérique des armées russes et autrichiennes combinées, cela était sans aucun doute réalisable, mais seulement si les deux commandants coopéraient avec une seule idée et résolument. L'expérience montre que cette coopération entre alliés est très difficile ; non seulement les généraux ont des points de vue différents, mais derrière ces points de vue divergents se cachent des intérêts très différents. Pour les Russes, la guerre contre le roi de Prusse n'était tout simplement qu'une guerre diplomatique dans laquelle ils n'étaient pas poussés par un intérêt intérieur à accepter des dangers et des pertes illimités. Ils n'étaient pas prêts à se sacrifier pour les Autrichiens. Une bataille offensive contre le roi Frédéric était toujours un risque.

Soltikoff a fait la déclaration remarquable qu'il n'était pas disposé à prendre plus de risques (*Generalstabswerk*, 11:82) ou même qu'il ne souhaitait plus avoir affaire à l'ennemi (*Generalstabswerk*, 10:305). Les Russes étaient si épuisés par leurs deux victoires à Kay et à Kunersdorf que leur préparation morale pour de grandes actions n'était plus suffisante, et s'ils ne suivaient pas, les Autrichiens, bien qu'ils jouissent toujours d'une supériorité numérique, n'étaient pas assez forts pour que des opérations offensives continues ne leur semblent pas assez dangereuses. Daun est donc resté fidèle à son caractère et à ses principes en rejetant dès le départ l'idée de mettre fin à la guerre par des coups rapides et sévères. Bien que l'idée d'attaquer le roi ou le prince Henri ou de marcher sur Berlin ait été à plusieurs reprises envisagée, toutes ces initiatives ont finalement été rejetées. Même la capture de Berlin ne signifierait aucun véritable gain, a déclaré le commandant autrichien, étant donné qu'ils ne pourraient pas occuper de quartiers d'hiver dans la marche épuisée. Les deux commandants ont donc convenu d'attendre d'abord que l'armée impériale occupe la Saxe, qui avait été évacuée par les Prussiens, et de conquérir Dresde (ce qui est également arrivé), puis de chercher le fruit de la grande victoire en occupant des quartiers d'hiver en Silésie.

L'idée d'exploiter la victoire de Kunersdorf jusqu'à la soumission complète de la Prusse doit être vue comme un parallèle à l'autre idée, que le roi Frédéric aurait également dû faire appel à l'armée du prince Henri pour l'attaque contre les Russes. Ni l'une ni l'autre de ces actions ne s'insèrent dans le cadre des conditions et des idées de l'époque. Si nous ne demandons pas cette action à Frédéric, nous ne pouvons pas non plus la demander à Daun. Aucun d'eux n'a agi de manière incompréhensible ; au contraire, ils ont agi conformément à leurs principes, qui nous sont déjà connus. À Kunersdorf, ce n'était pas l'armée prussienne mais seulement la moitié de l'armée prussienne qui a été battue. S'il se trouvait que cette victoire était exploitée au point que la Saxe et la Silésie restassent entre les mains des alliés, ils auraient ainsi atteint quelque chose de très grand et pourraient supposer que la prochaine campagne forcerait la Prusse à se rendre.

Le plan ne pouvait pas être mis en œuvre, car les alliés n'étaient pas d'accord entre eux, et le roi Frédéric a si hardiment et énergiquement utilisé les forces qu'il avait encore que l'ennemi a finalement reculé dans les mêmes quartiers d'hiver qu'il avait occupés l'année précédente, ne conservant que Dresde. Les théoriciens modernes, sans compréhension de la nature de la stratégie à double pôle, expriment généralement peu d'appréciation pour la manœuvre. Qu'ils étudient comment la Prusse a été sauvée par la manœuvre après la défaite de Hochkirch, comme après celle de Kunersdorf. Trois semaines après la bataille, lorsque la situation s'était développée au point que les Autrichiens et les Russes avaient effectivement prévu de se tourner contre les restes de l'armée

du roi et contre Berlin, le prince Henri ne les attaqua pas par derrière venant du sud, par exemple, mais au contraire, il marcha plus loin de l'ennemi vers le sud afin d'attaquer leurs communications et de capturer leurs dépôts. Daun se retourna immédiatement, abandonna le plan de marche sur Berlin, et les Russes et les Autrichiens furent à nouveau largement séparés.

Lorsque le plan pour la Silésie devait maintenant être mis en œuvre, la principale armée autrichienne se trouvait en Saxe. Afin de pouvoir rester en Silésie, les Russes auraient au moins dû capturer Glogau, mais avant qu'ils n'atteignent la forteresse, le roi leur avait devancé par des marches forcées et était dans une position telle qu'ils auraient d'abord dû l'attaquer et le chasser pour pouvoir entreprendre le siège. Malgré leur grande supériorité numérique (Loudon était encore avec eux), ils n'avaient aucune inclination à mener une bataille offensive, d'autant moins qu'ils n'avaient dès le départ accepté qu'avec réticence l'ensemble du plan de conquête de la Silésie. Pour eux, la Silésie était trop éloignée de leur base sur la Vistule inférieure et en Prusse orientale. Les Autrichiens cherchaient à les amener aussi loin non pas tant parce qu'ils souhaitaient gagner cette province dans le traité de paix, mais parce que c'était la plus proche pour leurs opérations, la plus pratique et offrait des communications sécurisées. Mais les Russes trouvaient que c'était une exigence indûment déraisonnable qu'ils devaient effectuer un mouvement qui était non seulement très long, mais était également exposé à une attaque de flanc venue de la Marche et de la Poméranie. Ils pensaient même qu'ils pourraient perdre la Prusse orientale s'ils avançaient si loin. Par conséquent, Soltikoff n'a jamais pris au sérieux la proposition des Autrichiens de mettre Glogau sous siège, et si le roi Frédéric n'avait pas finalement montré un manque de prudence en envoyant Finck à l'arrière des Autrichiens, une action qui a conduit à sa capitulation à Maxen, la défaite à Kunersdorf aurait été pratiquement complètement éradiquée.

À l'automne de 1759, le roi se consulta lui-même dans une introspection la plus sérieuse sur la question de savoir s'il était sur la bonne voie avec son inclination pour les batailles décisives. Il réfléchit au sort du roi suédois Charles XII et rédigea ces observations à son sujet que nous avons déjà citées, dans lesquelles il dit que le roi, à bien des occasions, aurait pu être plus épargnant en matière de sang versé.

« Il y a, bien sûr, des situations dans lesquelles on doit se battre ; on devrait cependant se laisser entraîner dans la bataille seulement lorsque l'ennemi, que ce soit en camp ou en marche, est distrait ou lorsque l'on peut le forcer à accepter la paix par un coup décisif. De plus, dans les ébauches stratégiques et les batailles individuelles, il est certain que la plupart des généraux qui ont recours facilement à une bataille comptent sur cet expédient seulement parce qu'ils ne savent pas quoi faire d'autre. Loin d'être considéré comme un mérite, on considère plutôt cela comme une indication du manque de génie. »

Il a poursuivi en disant que le courage n'était rien sans la sagesse, et à long terme, un esprit réfléchi l'emportait sur une audace inconsidérée.

Par conséquent, à partir de ce moment-là, Frédéric rejeta l'idée de se battre contre les Russes, même si une très favorable occasion lui était offerte. Il se concentra obstinément sur la recherche d'un point faible chez les Autrichiens, mais si nous regardons de près, nous voyons que pendant les cinq années de guerre après Leuthen, il ne s'engagea dans une véritable bataille sérieuse avec eux qu'une seule fois de plus, à Torgau. Auparavant, à Liegnitz, l'initiative n'était pas de son côté mais de celui de ses ennemis.

1760 LIEGNITZ ET TORGAU

Poussé par le gouvernement de Vienne et le commandement de son impératrice, Daun avait maintenant décidé d'attaquer l'armée prussienne. Les Autrichiens s'étaient déplacés en Basse-Silésie d'un côté et les Russes de l'autre, et ils n'étaient maintenant séparés que par l'Oder.

Frédéric n'avait encore que 30 000 hommes, tandis que les Autrichiens en avaient 90 000. Les Russes, avec 74 000 hommes, étaient tenus en échec par le prince Henri, qui comptait 37 000 hommes. Frédéric se sentait encore trop faible pour se battre et prévoyait seulement de continuer à manœuvrer afin de protéger Breslau et Schweidnitz d'un siège et de tenir bon de cette manière tout

au long de l'été. Puis il fut sauvé par le plan d'attaque des Autrichiens. Poussé par Vienne, Daun conçut non seulement un plan d'attaque mais un plan de destruction. Les corps autrichiens devaient se déplacer simultanément de trois côtés lors d'une marche nocturne pour encercler et écraser l'armée du roi. Les Prussiens, en effectuant eux-mêmes une marche nocturne, se dirigèrent contre l'un de ces corps commandés par Loudon, fort de 24 000 hommes, et le repoussèrent tôt le matin avant l'arrivée de la principale force autrichienne, qui n'osait plus poursuivre et achever l'opération prévue. Nous voyons donc qu'il est absolument faux de croire que l'idée d'une bataille de destruction était complètement étrangère à Daun. Adopter cette idée n'était pas difficile, mais Daun savait mieux que ses détracteurs que le plan était très difficile à mettre en œuvre contre le roi de Prusse.

Le succès à Liegnitz a sauvé le roi d'une situation d'urgence temporaire extrême. Alors que l'année touchait à sa fin, il tenta une fois de plus de forcer le destin par un coup dur, et le 3 novembre 1760, il attaqua Daun dans sa position à Torgau. En toutes circonstances, il était obligé de tenter de reprendre la Saxe à ses ennemis, et comme pour s'excuser, il nous dit dans ses mémoires qu'il devait confier le destin de la Prusse à la chance de la bataille parce qu'il n'avait pas réussi par la manœuvre à tirer Daun de sa position à Torgau. La victoire a été payée très cher, et les résultats étaient encore modérés, puisque les Autrichiens s'étaient retirés à seulement trois jours de marche et continuaient de contrôler Dresde.

DÉVELOPPEMENT SUPPLÉMENTAIRE DE L'ORDRE DE BATAILLE OBLIQUE

L'ordre oblique de bataille peut être conçu comme un sous-type de la bataille de flanc, c'est-à-dire la bataille de flanc avec le front de bataille unifié et cohésif, correspondant aux tactiques élémentaires de l'époque. Il n'a eu du succès qu'une seule fois, ou, pour mieux exprimer cela, il n'a été suffisant qu'une fois, à Leuthen. Après Leuthen, Frédéric a combattu seulement trois grandes batailles rangées, deux contre les Russes - Zorndorf en 1758, Kunersdorf en 1759 - et une seule bataille contre les Autrichiens, Torgau en 1760. Le développement après Leuthen a été que le roi ne marchait pas seulement si loin le long du front ennemi qu'il flanquait un flanc, mais qu'il faisait même le tour complet de celui-ci, afin d'attaquer l'ennemi par l'arrière si l'adversaire ne faisait pas ce même tournant. Mais comme il l'a fait, le but de la manœuvre n'a pas été atteint, et en essence, le résultat a été une bataille frontale. À Zorndorf, les armées ont même tourné deux fois autour l'une de l'autre de cette manière.

À Kunersdorf, l'aile russe - nous hésitons presque à savoir si nous devrions l'appeler la droite ou la gauche - a été complètement encerclée, mais puisque le roi s'en tenait encore au principe qu'il devait maintenir un front cohérent, une grande partie de l'armée russe n'a pas été attaquée. Parmi ces troupes, la partie sous attaque pouvait être renforcée encore et encore, de sorte que la puissance offensive des Prussiens a finalement été épuisée.

À Torgau, Frédéric a appliqué une méthode complètement nouvelle que l'on peut encore appeler un développement de la bataille de flanc. Il abandonna la cohésion du front, divisa son armée en deux parties et mena la partie enveloppante en un demi-cercle autour de l'aile droite, au nord, des Autrichiens, de sorte qu'il les attaqua simultanément de face et par derrière. La difficulté de cette procédure était qu'il n'y avait aucun moyen de garantir des attaques simultanées des deux parties. On ne pouvait ni convenir d'un horaire précis, puisque la durée de la marche d'enveloppement ne pouvait être estimée avec précision, ni compter sur des signaux, qui étaient influencés par le vent et la météo. La colonne extérieure du roi devait parcourir pas moins de 18 milles, et son itinéraire passait par des forêts. Que le roi ait attaqué trop tôt ou que Zieten soit arrivé trop tard, leurs attaques ne coïncidaient pas. Néanmoins, la bataille fut remportée, car une partie considérable des Autrichiens sous Lascy, indécise quant à l'endroit où Zieten attaquerait, resta en place sur l'aile gauche et laissa l'aile droite seule. Déjà gravement ébranlés par les rencontres avec le corps du roi, les Autrichiens ne pouvaient plus résister à l'attaque de Zieten de l'autre côté.

Deux ans plus tôt (23 juin 1758), de manière complètement similaire, Ferdinand de Brunswick avait attaqué les Français à Crefeld avec trois corps largement séparés, dont l'un se

dirigeait vers l'arrière de l'ennemi. Malgré sa grande supériorité, le commandant français, le prince Clermont, n'avait pas la détermination de se lancer lui-même à l'attaque de l'un ou l'autre des corps ennemis isolés. Au lieu de cela, avant même que le corps principal ne soit engagé dans un véritable combat, il ordonna le retrait.

Napoléon a vivement critiqué la séparation des armées attaquantes tant à Crefeld qu'à Torgau, disant que cela allait à l'encontre de toutes les règles de l'art de la guerre. Les corps isolés auraient pu être vaincus. Il a également déclaré que Torgau était le seul des batailles de Frédéric dans lequel il n'a montré aucun talent.

Comme on peut le voir, nous avons totalement inversé ce jugement, reconnaissant dans la division de l'attaque l'esprit créatif capable d'atteindre un développement final, le plus élevé, de la forme traditionnelle qui n'était plus productive. La critique de Napoléon ignore la différence dans les tactiques des périodes. Il n'était certainement pas impossible que Daun ait fait attaquer Zieten à Torgau pendant que le roi était encore engagé dans sa marche enveloppante. Mais la probabilité que Daun prenne cette décision et l'exécute très rapidement n'était pas si grande que Frédéric ne puisse pas risquer la tentative pour cette raison.

Malgré ses victoires à Liegnitz et à Torgau, Frédéric se trouvait dans une situation pire en 1761 qu'après Kunersdorf et Maxen.

Il ne pouvait plus se battre ; il protégea son armée derrière des fortifications de campagne (Bunzelwitz), et perdit progressivement ses forteresses à Glatz, Schweidnitz et Kolberg. Il est vrai que les Autrichiens étaient également si proches de la fin de leurs forces que Marie-Thérèse décida (décembre 1761) de réduire son armée, qu'elle ne pouvait plus maintenir ni payer. Chaque régiment abandonna deux compagnies ; les officiers furent renvoyés avec un demi-salaire, sauf pour ceux qui trouvèrent des postes dans d'autres compagnies. Néanmoins, on croyait que la guerre pouvait encore être gagnée, lorsque la mort de la czarine Élisabeth le 5 janvier 1762 changea complètement la situation. Les Russes se retirèrent non seulement de l'alliance autrichienne, mais ils passèrent également du côté des Prussiens.

En conséquence de ce changement opéré par les Russes, Frédéric avait désormais la supériorité numérique. Néanmoins, il ne cherchait plus à livrer une bataille décisive, mais basait sa campagne dès le départ simplement sur une manœuvre réussie. À la fin de 1761, les Autrichiens avaient réussi à s'emparer de la forteresse de Schweidnitz, et avec celle-ci comme base, ils prirent leurs quartiers d'hiver en Silésie. Les Prussiens furent repoussés jusqu'à Breslau. Au lieu de tout risquer maintenant dans une attaque contre les Autrichiens avec ses forces rassemblées du côté proche des montagnes, le roi affaiblit sa force en envoyant un grand détachement (16 000 hommes) en Haute-Silésie, et par une enveloppe il força Daun à se replier derrière Schweidnitz.

Frédéric chercha à le tirer de cette position, d'abord en attaquant un poste avancé sur l'aile gauche, mais il fut repoussé. Ensuite, il envahit la Bohême plus au nord via Trautenau, et y dévasta la campagne. Mais Daun ne se laissa pas déconcerter ; il protégea ses dépôts à Braunau en temps opportun et resta à Schweidnitz. L'invasion de la Bohême aurait facilement pu mener à une perte comme celle de Maxen.

Frédéric a donc quitté à nouveau la Bohême et a maintenant montré que ce n'était en aucune façon une faiblesse et un manque de décision qui l'avaient simplement amené à manœuvrer.

Il avait les troupes sous Wied, qui jusque-là avaient manœuvré contre le flanc gauche autrichien, effectuer trois marches nocturnes successives, les avaient conduites autour de Schweidnitz contre le flanc droit des Autrichiens, et là avaient attaqué de manière inattendue les postes autrichiens à Burkersdorf et Leutmannsdorf, situés à environ 4 km du gros des troupes et destinés à couvrir ce flanc. L'attaque surprise réussit, bien qu'elle ait dû traverser un terrain très difficile, et Daun fut maintenant contraint de se retirer si loin dans les montagnes que les Prussiens purent enfin entreprendre le siège de Schweidnitz. Comme ce siège se prolongea jusqu'au 9 octobre, il marqua la fin de la campagne. Dans cela, Frédéric ne fut en aucune façon infidèle à ses principes, mais conformément aux circonstances, il croyait maintenant pouvoir s'éloigner du recours dangereux et coûteux à la bataille. Le but pour lequel il était entré en guerre six ans plus tôt, à savoir

la conquête de la Saxe, ne pouvait plus être atteint de toute façon. Il s'agissait maintenant seulement du statu quo ante, et cela semblait possible sans nouvelle bataille. Bien sûr, une victoire aurait accéléré la décision finale, mais après toute son expérience, Frédéric s'était maintenant approché si près du pôle de manœuvre de sa stratégie qu'il renonça à la bataille dans les conditions prévues. Il avait abandonné le concept selon lequel les guerres de Prusse devaient être « courtes et actives ».

Les Prussiens ont envahi la Bohême par presque les mêmes routes qu'ils l'ont fait quatre-vingt-huit ans plus tard, en 1866. Frédéric est venu de Silésie par le col de Nachod, tandis que le prince Henri est venu du nord en provenance de la Lausitz. En 1866, cette attaque concentrique a mené à la bataille décisive de Königgrätz ; en 1778, les Autrichiens, en position derrière l'Elbe supérieur et l'Isar, ont mis les Prussiens à l'arrêt. Ces positions que les Autrichiens ont également tenues un moment en 1866. La différence totale des temps et le changement que la stratégie avait subi entre-temps se reflètent dans la nature conflictuelle de ces événements. En 1866, les Prussiens ont pu imposer une décision qui a mis fin à la guerre ; les batailles ont nécessité un total de sept jours. En 1778, les deux camps se faisaient face, observant l'un l'autre avec de petites poussées, et après trois mois, les Prussiens se sont retirés au-dessus des montagnes frontalières bohémiennes et ont qualifié la campagne de "guerre de pommes de terre", car elle avait dépendu de l'arrachage de ces légumes qui n'étaient cultivés qu'à grande échelle à ce moment-là. Comme en 1866, les forces des deux côtés étaient à peu près de force égale.

L'image du commandant royal, telle qu'elle a été gravée dans la postérité, est naturellement dominée par les impressions des campagnes où il a dû lutter contre une puissante supériorité, défendre sa position et conquérir. Pour comprendre sa stratégie, nous devons bien sûr également considérer ces campagnes où il s'est engagé avec des effectifs égaux ou supérieurs à ceux de ses ennemis, et ces campagnes constituent la majorité. De ses douze campagnes, quatre—1741, 1742, 1756 et 1762—ont été menées avec une supériorité numérique certaine. Dans trois campagnes et demie—1744, 1745, 1778 et la première moitié de 1757—nous pouvons considérer que les forces adverses étaient approximativement égales. Dans les quatre campagnes et demie restantes—deuxième moitié de 1757, 1758, 1759, 1760, 1761—la supériorité était du côté de l'ennemi.

Chapitre 6 : Frédéric en tant que stratège

Aussi pénétrantes, et en effet aussi bouleversantes, que furent les changements de tactique de la Renaissance à Frédéric le Grand, les principes de la stratégie demeuraient les mêmes. Les carrés d'infanterie formés de manière serrée devenaient des lignes filiformes ; les lanciers et haliebardiens devenaient des mousquetaires ; les chevaliers qui combattaient individuellement devenaient des escadrons étroitement formés ; les quelques canons encombrants devenaient d'innombrables batteries. Mais l'art du commandant présente le même visage à travers les siècles. Encore et encore, nous trouvons les mêmes situations et décisions initiées de la même manière et motivées de manière similaire. Il était rare que les deux camps se déplacent directement l'un contre l'autre afin de provoquer la décision. Souvent, les deux camps ou celui qui se sentait plus faible cherchaient des positions infranchissables. Les batailles étaient engagées lorsque l'un des camps croyait pouvoir tirer profit d'une bonne opportunité ; par exemple, il pouvait attaquer avant que l'autre camp ait consolidé sa position (sur la Montagne Blanche en 1620 ; Höchstädt en 1704) ou lors du siège d'une forteresse. Les batailles de Ravenne en 1512, Nördlingen en 1634, et Malplaquet en 1709 ont toutes eu la même origine, alors que le camp le plus fort prévoyait de mettre une forteresse sous siège et que l'adversaire cherchait à prévenir cela en prenant une position avantageuse à proximité et était ensuite attaqué. Kollin différait de ceux mentionnés ci-dessus uniquement par le fait que le besiegeant s'éloignait un peu plus pour rencontrer l'armée de secours. Ou, de manière opposée, une armée de secours attaquait une armée qui était essentiellement plus forte mais impliquée dans un siège : Pavie en 1525, Turin en 1706. Une bonne part de la guerre de Sept Ans tournait autour du siège ou de la défense de forteresses - Prague, Olmütz, Dresde, Schweidnitz, Breslau, Küstrin, Neisse, Glatz, Kosel, Kolberg, et Glogau, comme dans les luttes entre Charles V et François Ier, comme dans la guerre de Trente Ans, et comme dans les guerres de Louis XIV. Les décisions de Gustave-Adolphe de combattre à Breitenfeld et Lützen ont été prises de manière totalement similaire aux décisions de Frédéric avant les batailles de Leuthen et Torgau. Chaque période, chaque campagne et chaque commandant ont montré des traits distinctifs dans ces décisions, et ils doivent être soigneusement considérés. Gustave II Adolphe a attaqué Wallenstein à Lützen parce qu'il ne voulait pas le laisser rester en Saxe pour l'hiver, et Frédéric a attaqué les Autrichiens à Leuthen et Torgau parce qu'il ne voulait pas leur permettre de passer l'hiver en Silésie et en Saxe, respectivement. Dans ce sens, les situations étaient similaires, mais il y avait une différence considérable en ce sens que, pour Frédéric, le risque des deux occasions était largement supérieur à celui du roi suédois. D'autre part, les campagnes de grande envergure et la mobilité de Torstensson ont donné à sa stratégie une saveur complètement unique, mais les principes de base n'étaient néanmoins pas différents de ceux de Gustave II Adolphe. Même dans l'histoire des commandants individuels, nous trouvons des parallèles remarquables : à la fois Eugène et Frédéric ont mené une dernière grande bataille avec de lourdes pertes sanglantes et un succès stratégique modéré, le premier à Malplaquet et le dernier à Torgau, et par la suite n'ont mené que des campagnes où ils ne cherchaient plus à obtenir une décision par la bataille. Malplaquet a été ce qu'on a appelé avec l'expression ancestrale une "victoire pyrrique", et Torgau n'était qu'un peu mieux. Du point de vue de l'histoire militaire mondiale, donc, la question à poser n'est pas tant pourquoi Frédéric s'est tant rapproché du pôle des manœuvres après 1760, mais comment, après les expériences des grands commandants avant lui, il pouvait se laisser emporter par une telle passion pour le pôle de la bataille. Nous avons vu que c'était l'amélioration de la qualité des troupes prussiennes, leur flexibilité tactique, qui a finalement conduit à l'idée de l'ordre de bataille oblique

et a rendu cela réalisable, et qui a également offert de nouvelles perspectives stratégiques pour amener à une bataille décisive par un leader audacieux et génial.

Si les effets même des plus grands résultats tactiques de la bataille étaient toujours limités et ne pouvaient dès lors être attendus comme tels pour mener à un traité de paix, néanmoins les bénéfices secondaires devenaient si importants que le commandant ne pouvait les négliger, et pour les assurer, il était même autorisé à conserver des forces en dehors de la bataille tactique principale. Dans la Guerre de Trente Ans, la plus grande partie des troupes disponibles était utilisée pour l'occupation d'innombrables villes fortifiées, et les batailles étaient menées par seulement de petites armées. Avec Eugene et Marlborough, tout comme avec Frédéric, nous avons trouvé une situation après l'autre où, lors d'une bataille décisive, des troupes manquaient qui, d'un point de vue idéal, auraient pu être présentes. Dans ses *Genrral-Prinzipien* de 1748, Frédéric énonça le principe selon lequel si l'on était simultanément attaqué par plusieurs ennemis, "On doit alors sacrifier une province à un ennemi mais en même temps attaquer vigoureusement les autres avec toutes ses forces, les forcer à la bataille, et utiliser chaque parcelle de sa force pour les vaincre et doit alors détacher des forces contre les autres ennemis." Lorsque la situation anticipée se présenta en 1756, Frédéric n'était cependant pas disposé à décider de sacrifier une province, et donc il ne rassembla pas l'ensemble de sa "force". De plus, il ajouta dans son *Frédéric en tant que Stratège* 371 Général-Prinzipien : "Ces sortes de guerres ruinent les armées par la fatigue et les marches que l'on doit faire subir à ses hommes, et de telles guerres durent si longtemps qu'elles ont finalement une fin malheureuse." Par conséquent, il appliquait toujours à un degré relatif le principe de "manœuvrer sur des lignes intérieures", comme une théorie ultérieure l'a nommé. Car autant il tenait à la décision par la bataille, il savait qu'il ne pouvait pas pousser cela jusqu'à la destruction réelle de l'ennemi et que pour cette raison, la protection de ses provinces et, dans le cas individuel, des dépôts, était d'une importance non moindre pour la conduite étendue de la guerre. Lorsque par conséquent il revint pour la deuxième fois dans une observation théorique à l'assemblage de toutes ses forces à un point, ce n'était pour lui que le dernier recours du désespoir, afin de mourir avec honneur. Lorsque sa situation critique avait atteint son degré le plus élevé dans l'hiver de 1761-1762 et qu'il ne semblait y avoir aucune aide disponible nulle part, le 9 janvier 1762, quelques jours avant qu'il n'apprenne la mort de la Czarine, il indiqua cette solution à son frère, le prince Henri. Henri répondit qu'en rassemblant toutes les forces à un point, ils sacrifieraient les dépôts et les provinces à l'ennemi partout ailleurs. Le roi lui-même avait la même idée, lorsque, malgré son principe fondamental d'être aussi fort que possible dans une bataille, maintes fois il combattit ses batailles avec seulement une partie de son armée parce qu'il utilisait des troupes à des fins de couverture. À Kesselsdorf, Prague, Zorndorf et Kunersdorf, il aurait pu être plus fort sur le champ de bataille s'il n'avait pas été préoccupé par la protection. Lorsqu'il assiégeait Olmütz, les Russes avancèrent vers l'Oder et menaçaient Berlin. Le prince Henri voulait joindre son armée en Saxe avec les troupes du comte Dohna et combattre les Russes afin de libérer la Marche. Mais la protection de la Saxe semblait trop importante pour le roi, et le plan ne fut pas réalisé. Le fait que nous assistions à cette même occurrence encore et encore nous montre qu'il ne s'agissait pas d'erreurs fortuites mais de principes. Il était d'autant plus facile de s'abstenir de rassembler systématiquement toutes ses forces que plus la force était grande, plus le contrôle était difficile. Il était infiniment difficile de déployer vingt ou trente bataillons en ligne et de les faire avancer uniformément. Au lieu de tenter d'avoir la plus grande force possible, on s'est demandé s'il ne fallait pas établir une limite supérieure, si la force plus importante ne pouvait pas devenir un fardeau et un obstacle dont on se passait mieux. On s'interrogeait sur la force la plus avantageuse, c'est-à-dire quelle force composait une armée normale. Machiavel avait déjà considéré une armée de 25 000 à 30 000 hommes comme la meilleure. Il a déclaré qu'avec une armée de cette taille, on pouvait occuper des positions qui lui permettaient d'éviter d'être contraint à la bataille et ainsi de tenir face à une armée plus nombreuse, qui, après tout, ne pouvait pas rester rassemblée longtemps. Turenne souhaitait commander uniquement des armées relativement petites, de 20 000 à 30 000 hommes au maximum, mais avec la moitié d'eux en cavalerie. De même, Montecuccoli ne voulait pas de plus de 30 000 hommes. "La bataille est plus combattue avec l'esprit qu'avec le corps", écrivait-il, "et donc un grand nombre n'est

pas toujours utile." Les armées trop nombreuses étaient inutiles. Plus tard, le nombre fut légèrement augmenté. Le maréchal de Saxe établit un maximum de 40 000, et Fleming, dans son ouvrage, *Le soldat allemand complet* (Der vollkommene Deutsche Soldat), 1726, p. 260, écrivait : "Une armée de 40 000 à 50 000 hommes de soldats résolus et disciplinés est capable de tout entreprendre ; en effet, elle peut se promettre sans illusion de conquérir le monde entier. Tout montant supérieur à ce nombre est seulement superflu et ne cause que maladresse et confusion." Un demi-siècle plus tard, Guibert élevait ce chiffre à 70 000. Même à l'époque de Napoléon, Moreau aurait parlé de 40 000 comme de la force normale, et le maréchal St. Cyr déclarait qu'il semblait dépasser les capacités humaines de commander plus de 100 000 hommes.

L'idée d'une armée normale est le contraire direct du principe du plus grand rassemblement possible de toutes les forces pour la bataille.

Comment alors les batailles sont-elles gagnées, sinon par la force supérieure ? En supposant que l'habileté et le courage peuvent être estimés à peu près également élevés des deux côtés ?

Clausewitz a ensuite souligné le thème : La meilleure stratégie est d'être aussi fort que possible, d'abord dans l'ensemble, et ensuite, au point décisif. Cette vérité était si loin d'être considérée comme acquise par les penseurs de l'école ancienne que Dietrich von Bülow a jugé nécessaire de justifier spécifiquement l'avantage de la supériorité numérique : cela découle automatiquement de la nécessité de ne pas se laisser contourner. « Si l'on a plus d'hommes que l'ennemi et qu'on sait comment tirer parti de cette supériorité, la plus grande habileté et le courage des soldats ennemis ne serviront à rien. »

Tout comme chaque lien individuel de la nation militaire prussienne était supérieur au lien autrichien correspondant en raison d'un meilleur entraînement et d'efforts plus énergiques, en fin de compte, la stratégie de Frédéric était également supérieure à celle de Daun de la même manière. Les troupes prussiennes manœuvraient plus habilement, l'infanterie tirait plus vite, la cavalerie menait une attaque plus puissante, l'artillerie était plus flexible, et l'administration était plus fiable, permettant d'étendre le système de cinq marches à un système de sept et neuf marches. Tout cela était réuni par un roi commandant qui n'était responsable envers aucune autorité supérieure et n'avait aucune responsabilité envers un conseil suprême de guerre au-dessus de lui pour parvenir à sa stratégie constamment supérieure fondée sur l'audace et la flexibilité.

Nous avons appris quels miracles le leadership peut accomplir. Mais nous sommes rappelés encore et encore que le hasard, ce facteur totalement aveugle et incalculable, joue un rôle très important. Cette importance du facteur chance a progressivement augmenté au cours de la période considérée, atteignant son plus haut degré à l'époque de Frédéric. Theodor von Bernhardt, dans son ouvrage *Frédéric le Grand en tant que Commandant (Friedrich der Grosse als Feldherr)*, se moque des contemporains de Frédéric, qui prétendaient voir dans une décision de bataille un produit du hasard. Dans ce concept, il perçoit une différence caractéristique entre le roi et non seulement ses adversaires, mais aussi ses commandants subordonnés, le prince Henri et le prince Ferdinand de Brunswick. Il a toutefois négligé le fait que Frédéric lui-même, à de nombreuses occasions, lorsqu'il engageait une bataille, qualifiait cela de défi du hasard, tout comme tous les autres généraux de son temps. L'auteur a également particulièrement négligé le fait qu'en raison des circonstances du XVIIIe siècle, le hasard avait une latitude plus large pour influencer la décision que dans toute autre période militaire, que ce soit avant ou après.

Afin d'exploiter l'effet des armes à feu, les commandants avaient rendu leurs lignes d'infanterie très fines et longues. Mais ces longues lignes fines étaient désormais très fragiles ; elles pouvaient être facilement brisées et mises en désordre par tout type de terrain accidenté : pentes, marécages, fossés, étangs et bois. De plus, elles étaient très sensibles sur leurs flancs. Plus une formation est profonde, plus il est facile pour les troupes de se déplacer et de se défendre sur leurs flancs également. Plus la formation est superficielle, plus sa puissance de feu est forte, mais plus il est difficile de se déplacer soit en avant, soit sur le côté.

La décision au combat dépendait donc principalement de la capacité de l'attaquant à contourner le défenseur et à amener sa ligne face à l'adversaire dans un ordre relativement bon. De

plus, l'attaque devait avoir un effet de surprise maximal, car l'ennemi pourrait autrement former un nouveau front.

Le succès de tout cela dépend en grande partie du terrain, que le commandant ne connaît pas très précisément à l'avance et qu'il ne peut généralement pas reconnaître complètement, et si l'on cherche de l'aide dans l'obscurité, les troupes ont du mal à s'orienter correctement dans le noir.

La supériorité qualitative des Prussiens sur leurs ennemis reposait non seulement sur le fait qu'ils surmontaient ces difficultés plus facilement en raison de leurs entraînements plus intensifs et de leur meilleure discipline. Par conséquent, Frédéric osa déclarer que si une manœuvre de flanc réussissait, on pouvait vaincre 100 000 hommes avec 30 000. En effet, il réussit à Soor et à Leuthen à surmonter une très grande supériorité de cette manière.

Il était cependant impossible de prévoir dans quelle mesure les conditions préalables favorables ou défavorables existaient.

Les Autrichiens ont perdu Chotusitz seulement parce qu'ils avaient trop tardé lors de leur marche de nuit. Les Prussiens ont réussi dans leur marche de nuit qui les a conduits à Hohenfriedberg.

À Kesselsdorf, nous devons reconnaître comme un pur coup de chance pour les Prussiens le fait qu'ils aient attaqué les Saxons avant l'arrivée des Autrichiens.

À Lobositz, les Autrichiens avaient en réalité remporté la bataille, et les Prussiens l'avaient emporté seulement parce que Browne n'avait pas réalisé son avantage, n'avait pas poursuivi, et s'était retiré dans la nuit.

À Prague, Daun était en train de mener son armée pour rejoindre l'armée principale. Les troupes d'avancée du corps de Puebla s'approchaient du champ de bataille à seulement 7 miles à l'arrière des Prussiens durant la bataille. Ce corps comptait 9 000 hommes, et, compte tenu de l'aspect vacillant de la bataille, il aurait pu porter le coup décisif contre les Prussiens.

À Leuthen, une chaîne de collines a permis aux Prussiens de garder leur mouvement de contournement contre le flanc gauche autrichien caché, ce qui n'avait pas été possible à Kollin.

À Zorndorf, un corps russe de 13 000 hommes était à deux jours de marche au nord du champ de bataille et aurait très facilement pu se joindre à la grande armée russe.

Kay aurait peut-être pu être gagné pour les Prussiens si la colonne sous le général von Kanitz, qui devait contourner les Russes dans un large arc depuis le sud, avait pu traverser un ruisseau, le Eichenmühlen-Fließ.

À Kunersdorf, le roi réussit à amener son armée complètement sur le flanc des Russes, mais cet avantage fut abandonné parce que le terrain rendait l'attaque difficile, des problèmes que le roi n'avait pas reconnus à l'avance et qu'il ne pouvait en partie pas reconnaître.

À Torgau, tout dépendait de la coopération entre les deux moitiés de l'armée sous le roi et Zieten, qui avançaient complètement séparées l'une de l'autre ; ce n'est qu'à la toute dernière minute que cela s'est produit.

C'est à ce moment-là que nous devons nous efforcer de comprendre la grandeur spécifique du roi prussien. Lorsque le général Leopold von Gerlach avait lu l'*Histoire Prussienne* de Ranke, il écrivit dans son journal en 1852 (1:791) que la « conduite de la guerre de Frédéric était souvent incompréhensiblement faible, mais elle avait ses moments les plus brillants ». Ce qui apparaissait à Gerlach comme une faiblesse incompréhensible est la nature de la stratégie d'attrition, que les soldats du XIXe siècle ne pouvaient plus comprendre. Quiconque ne peut pas voir le roi dans ce contexte ne peut réellement éviter le jugement condamnatore. On est complètement dans le faux chemin lorsqu'on conçoit Frédéric essentiellement comme un adepte de la stratégie d'anéantissement ; dans ces conditions, Frédéric apparaît nécessairement pas à pas, avec très peu d'exceptions, comme un faible qui n'osait pas réfléchir à ses propres principes jusqu'à leurs conclusions et les appliquer. La grandeur de Frédéric n'est pleinement reconnaissable que pour ceux qui le voient comme un adepte de la stratégie d'attrition. Dans leur appréciation du rôle de la bataille décisive, il n'y a, comme nous l'avons vu, aucune différence entre lui et ses prédécesseurs et contemporains. Il vivait complètement dans les attitudes de la stratégie d'attrition, mais à l'apogée de sa carrière militaire, Frédéric se rapprocha tellement du pôle de la bataille décisive que l'idée

pouvait surgir qu'il était un représentant de la stratégie d'anéantissement et en tant que tel un précurseur de Napoléon. En faisant cela, on penserait qu'il conférait à Frédéric un halo spécial, mais en réalité on le placerait ainsi sous un jour très défavorable. Pour qu'un homme agisse en conformité avec les principes de la stratégie d'anéantissement, certaines conditions préalables sont nécessaires qui faisaient défaut dans l'organisation nationale et militaire de Frédéric. À chaque étape, Frédéric se retenait nécessairement derrière les exigences de la stratégie d'anéantissement. Si nous le voyons comme un adepte de cette stratégie, nous le mesurons selon un standard qui n'est pas approprié pour lui et qui le ferait apparaître petit et limité même dans ses plus grandes journées. Les années suivantes, cependant, présenteraient à elles seules un déclin certain. Mais correctement intégrée dans le cadre et sur la base de la stratégie d'attrition, se dessine une image de vitalité et de grandeur spectrale. Dans la nature de la stratégie d'attrition, il y a, comme nous l'avons vu, un élément d'appréciation subjective irremplaçable ; je crois pouvoir dire que la conduite de la guerre par Frédéric était plus subjective que celle de tout autre commandant dans l'histoire du monde. Encore et encore, il interdisait à ses généraux de tenir des conseils de guerre, allant même jusqu'à menacer de la peine de mort lorsqu'il confia la commandement suprême contre les Russes au Comte Dohna (lettre du 2 août 1758). Il croyait que dans un conseil de guerre, la faction la plus timide avait toujours le haut du pavé. Mais il exigeait que des risques soient pris même dans des conditions incertaines. Une telle décision doit toujours avoir une coloration personnelle ; elle est nécessairement subjective. Un conseil de guerre est trop timide parce qu'il est trop objectif. Si une comparaison avec les arts créatifs est permise, nous pouvons rappeler que les XVIIe et XVIIIe siècles étaient la période du baroque et du rococo, où la fantaisie était libre de travailler dans sa subjectivité débridée, tandis que l'art classique se restreint à des formes objectives. Nous ne pouvons pas pour cette raison nommer Frédéric comme un héros rococo, par exemple, car avec cette expression nous introduirions également l'impression d'une certaine grâce et d'un art populaire, qui est entièrement inapproprié. Cette désignation pourrait plus justement s'appliquer aux commandants français lors de la Guerre de Sept Ans. Pour Frédéric, la comparaison ne s'applique qu'à l'opposition que son leadership montre à tout ce qui a un caractère schématique. Il n'y avait, pour ainsi dire, jamais une nécessité naturelle dictant ses décisions mais seulement sa libre volonté personnelle. Au lieu de la grande invasion de Bohême en 1757, il aurait pu rester sur la défense et laisser l'initiative à l'ennemi. Il aurait souvent pu attaquer dans des situations où il ne l'a pas fait, et il aurait également pu s'abstenir d'attaquer à Lobositz, Zorndorf, Kay et Kunersdorf. Théoriquement, il est naturellement possible de dire la même chose des décisions de Napoléon ; cependant, d'un point de vue pratique, celles-ci étaient déterminées par une loi interne qui mène l'objectif avec une nécessité logique. Plus l'élément subjectif est fort dans une estimation, plus le poids de la responsabilité est grand et plus la décision est difficile. Le héros lui-même ne voit pas sa décision comme le résultat d'une estimation rationnelle, mais, comme nous l'avons vu, comme un défi du destin, du hasard. Souvent, cette décision joue contre lui. Mais s'il a été fidèle à la grandeur de son caractère dans le risque de sa décision, il doit le prouver encore plus dans la fermeté avec laquelle il affronte l'échec. Si nous comparons Frédéric avec son prédécesseur immédiat, le prince Eugène, nous voyons que la carrière du roi prussien en tant que commandant a connu beaucoup plus de hauts et de bas. Avec le prince Eugène, il y avait une certaine viscosité de développement qui atteignait souvent son apogée dans ses très grands moments au cours des années ; avec Frédéric, il y avait une année où se déroulaient quatre grandes batailles - Prague, Kollin, Rossbach et Leuthen - avec des victoires et des défaites alternées, le dépassement de ces dernières ayant créé un prestige encore plus élevé que les victoires. Il ne fait aucun doute qu'un effort excessif était impliqué dans la tentative de capturer toute l'armée autrichienne à Prague et que l'attaque contre l'armée autrichienne à Kollin, deux fois plus forte que la sienne et dans une position complètement favorable, était extrêmement imprudente. Mais des victoires comme des défaites de ce type avaient une signification spirituelle qui s'étendait au-delà du résultat militaire et était presque indépendante de ce dernier. C'était le respect immense que le roi a gagné aux yeux des commandants adverses. Pourquoi prenaient-ils si rarement avantage des opportunités favorables qu'il leur offrait souvent ? Ils n'osaient pas. Ils le croyaient capable de tout. S'il est définitivement

inhérent à la stratégie bipolaire de procéder à de grands moments décisifs avec une grande prudence, cette prudence a atteint le niveau de la timidité, surtout dans le cas du principal adversaire de Frédéric, Daun, chaque fois qu'il savait qu'il faisait face à Frédéric personnellement. La guerre n'est pas un jeu d'échecs; c'est une lutte de forces physiques, intellectuelles et spirituelles. Même lorsque nous suivons les campagnes de Ferdinand de Braunschweig contre les Français, nous remarquons comment cet élève de l'enseignement de Frédéric est resté supérieur à ses ennemis simplement en raison de son courage stratégique supérieur, qui accepte le danger que l'ennemi évite. En 1759, Ferdinand avait 67 000 hommes contre 100 000 ; en 1760, il tenait le coup avec 82 000 hommes contre 140 000. Les batailles décisives étaient plus petites et moins sanglantes, mais sinon, les différences entre les adversaires étaient les mêmes que sur le principal théâtre de la guerre, la lutte de Frédéric contre les Autrichiens et les Russes.

Ses contemporains, dirigés par son frère, le Prince Henri, reprochaient au roi, souvent de manière excessive, d'avoir versé un sang inutile ; ils disaient que son art de la guerre consistait toujours à combattre. Le colonel français Guiberc croyait (1772) qu'il était victorieux grâce à ses marches et non à ses batailles. Les auteurs plus modernes, en revanche, ont prétendu voir son génie précisément dans le fait qu'il était, lui et lui seul parmi tous ses contemporains, à reconnaître correctement la nature de la bataille et à l'utiliser à son avantage. Le roi lui-même a finalement reconnu que ses critiques contemporains avaient raison. Il a déclaré que son frère Henri était le seul commandant qui ne faisait aucune erreur ; il a abandonné le principe de bataille dans ses dernières campagnes ; et dans son histoire de la guerre de Sept Ans, il a déclaré que la méthode de Daun était la bonne. Nous avons également vu que l'issue de la guerre de Sept Ans n'a pas été déterminée par le résultat des batailles. Si Frédéric n'avait pas mené la bataille de Prague puis aussi la bataille de Kollin, suivies des batailles de Zorndorf et Kunersdorf, il aurait mieux et plus facilement pu résister à la guerre. Mais c'est une observation très superficielle. Il est vrai que ces batailles auraient pu être évitées, qu'elles avaient leur origine non pas dans une nécessité objective inhérente mais dans le jugement personnel, la subjectivité du commandant. Cependant, Rossbach et Leuthen étaient absolument nécessaires, et pour le commandant qui a pris ces deux décisions, Prague, Kollin, Zorndorf et Kunersdorf étaient également une question de nécessité—une nécessité subjective à coup sûr, mais néanmoins une nécessité inhérente. « Phaéton est tombé », a dit moqueur le Prince Henri après la défaite à Kollin. La comparaison aurait été correcte si la Prusse avait réellement sombré dans cette chute et si le roi n'avait pas trouvé en lui la force de se relever. Mais parce qu'il avait cette force en lui, il n'était pas seulement autorisé à oser suivre l'orbite du soleil, mais il devait le faire. Il n'aurait pas été lui-même s'il n'avait pas tenté de lutter contre le destin. Cela aurait été objectivement plus avantageux mais pour lui une impossibilité inhérente d'entrer dans la guerre de Sept Ans avec ce programme défensif stratégique plus modeste qu'il a suivi après 1759. En effet, il l'avait initialement en tête en 1757, mais quand Winterfeldt lui a montré la brillante possibilité d'un succès offensif, il n'a pas pu s'abstenir de la puissance céleste d'une telle perspective—en effet, il n'était pas autorisé à s'en abstenir. C'est de ce point de vue que non seulement lui-même doit être compris, mais aussi que les jugements contradictoires à son égard doivent être interprétés. La vision naïve de ses contemporains, qui ne voyaient que son côté héroïque, l'a déifié ; la critique professionnelle de ses contemporains l'a damné ; et les auteurs ultérieurs de l'histoire militaire ont sans doute estimé que cette condamnation était absurde, mais ont inscrit leur propre reconnaissance dans une catégorie fautive et se sont ainsi heurtés à des contradictions intérieures insolubles.

Frédéric a écrit dans l'introduction de son histoire de la guerre de Sept Ans que la nécessité l'obligeait parfois à rechercher une décision par la bataille. Théodor von Bernhardt enseignait le contraire, que la nécessité avait contraint le roi à éviter de livrer bataille. Y a-t-il quelque chose de plus étonnant que le fait qu'un siècle après Frédéric, sa stratégie n'était plus comprise au sein de l'état-major prussien, qui a publié un ouvrage complet et bien documenté sur ses guerres, pour découvrir, alors que le travail était déjà bien avancé et que de nombreux volumes avaient été publiés, qu'ils étaient partis d'un faux concept de base ? Aussi étonnant que cela puisse être, la période des armées permanentes n'est pas seulement un fait, mais elle n'est même pas si peu

naturelle. Une telle différence se produit facilement entre l'observation historique et l'exercice d'un art.

L'exploration historique, aussi précieuse soit-elle pour le praticien, est également dangereuse, car elle rend nombreuses les choses que le praticien considère comme une loi absolue, et doit les considérer ainsi, afin d'exiger une certitude complète et une fermeté du concept pour l'action, seulement relativement justifiées. Seules des esprits très forts sont capables de concilier ces deux aspects, et je veux donc terminer ce chapitre par la déclaration que le maréchal de camp Blumenthal, qui appartenait certainement aux représentants les plus déterminés de la stratégie d'anéantissement (en 1870, il a exigé dès le départ une grande offensive vers l'intérieur de la France en même temps que le siège de Paris), m'a un jour exprimé son accord avec mon concept de la stratégie de Frédéric, en faisant remarquer que cela pourrait se reproduire.